

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

STRATÉGIES ET TACTIQUES DANS L'ALTERMONDIALISME: LES CAS
D'OCCUPY WALL STREET ET D'ATTAC FRANCE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
LAURENT ALARIE

JUIN 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite d'abord remercier Pascale avec qui je partage ma vie, pour son soutien indéfectible et sa patience exemplaire. Sa bonne humeur m'a permis de passer au travers de cette rude épreuve qu'est la rédaction d'un mémoire.

Je désire particulièrement remercier mon directeur de maîtrise Frédérick-Guillaume Dufour pour ses remarques toujours pertinentes et la rigueur avec laquelle il a su me diriger dans la rédaction.

Mes pensées vont également à mes compagnes et compagnons de lutte et camarades. Je pense particulièrement à Amine, Mélissa et Nichola dont la présence et les conversations stimulantes ont enrichie et agrémenté mon parcours.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CAMPAGNES ET RÉPERTOIRES DES MOUVEMENTS SOCIAUX	25
1.1 Le cas d'Attac.....	25
1.1.1 Historique de la campagne d'Attac.....	25
1.1.2 Représentations et répertoire du mouvement Attac France	29
1.1.3 Mise en scène, organisation interne et base sociale du mouvement.....	33
1.2 Le cas d'OWS	37
1.2.1 Historique de la campagne d'OWS	37
1.2.2 Représentations et répertoires du mouvement OWS	41
1.2.3 Mise en scène, organisation interne et base sociale du mouvement.....	46
1.3 Conclusion.....	50
CHAPITRE II	
STRUCTURE DE CONTRAINTES ET D'OPPORTUNITÉS POLITIQUES	55
2.0 Hypothèse de Kitschelt : stratégies assimilatrice et confrontationnelle	55
2.1 Le cas d'Attac.....	57
2.1.1 Contexte d'émergence et répertoire de conflit.....	57
2.1.2 Structure de contraintes et d'opportunités du régime français	60
2.2 Le cas d'OWS	64
2.2.1 Contexte d'émergence et répertoire de conflit.....	64
2.2.2 Structure de contraintes et d'opportunités du régime étatsunien.....	68
2.3 Conclusion.....	74
CHAPITRE III	
LES CADRES DE L'ACTION COLLECTIVE.....	79
3.1 Le cas d'ATTAC	79
3.1.1 Définition du «eux» et «nous» et cadres de diagnostic	80
3.1.2 Cadres de pronostic et de motivation.....	84

3.2 Le cas d’OWS	89
3.2.1 Définition du «eux» et «nous» et cadres de diagnostic	89
3.2.2 Cadres de pronostic et de motivation	93
3.3 Conclusion	97
CONCLUSION	103
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	111
ANNEXE A	
CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS POUR ATTAC	113
ANNEXE B	
CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS POUR OWS	117
ANNEXE C	
DÉFINITION DES MÉCANISMES ET PROCESSUS ABORDÉS.....	121
ANNEXE D	
PRINCIPALES STRATÉGIES ET TACTIQUES D’ATTAC FRANCE ET D’OCCUPY WALL STREET	123
BIBLIOGRAPHIE	127

RÉSUMÉ

L'altermondialisme, caractérisé par la dénonciation de la mondialisation néolibérale, du pouvoir des corporations et d'un «déficit démocratique» ouvre un nouveau cycle de protestation à partir du milieu des années 1990. Dans la deuxième moitié des années 2000, le «mouvement des mouvements» semble s'essouffler. Néanmoins, à la suite des bouleversements sociaux entourant le printemps arabe, l'éclosion de nouveaux mouvements de contestation (M-15, Indignés, Occupy) semble raviver ce cycle de protestation. De courte durée, cette nouvelle impulsion de mouvements de contestation paraît une fois de plus s'épuiser.

Il semble alors pertinent de se questionner sur les tactiques et stratégies des mouvements s'inscrivant dans ce cycle de contestation. Or, celui-ci est caractérisé par une pluralité de tactiques et stratégies qui rend difficile un tel bilan. Nous avons donc choisi de mener une analyse comparative de deux mouvements sociaux, soit Attac France et Occupy Wall Street (OWS), afin de se pencher sur leurs tactiques et stratégies.

Pour mener cette étude, nous empruntons deux approches de l'analyse des mouvements sociaux, soit l'Approche par processus politiques (APP) et la Théorie des processus de cadrage (TPC). L'APP nous conduit d'abord à situer historiquement l'émergence des mouvements sociaux et à dégager les répertoires de conflits qui constituent l'éventail des tactiques disponibles. Elle nous mène ensuite à dégager les structures d'opportunité et de contrainte politique qui conditionnent le choix tactiques des mouvements Attac France et OWS. Si cette approche permet de bien apprécier les choix tactiques des mouvements, elle peine à comprendre leurs stratégies. La TPC est ainsi mobilisée comme approche complémentaire visant à comprendre les stratégies des mouvements en questionnant la perception et l'intentionnalité des acteurs. C'est en relevant les cadres de diagnostics, de pronostics et de motivation que nous dégageons les stratégies propres à ces deux mouvements.

Mots-clés : Attac, Occupy Wall Street, stratégie, tactique, altermondialisme, mouvements sociaux, approche par processus politiques, structures d'opportunité politique, répertoires de conflit, théorie des processus de cadrage, cadres de l'action collective

INTRODUCTION

La mondialisation néolibérale, accentuant l'intégration globale des marchés et la subordination des États nationaux aux impératifs économiques mondiaux, a suscité de nombreuses réactions de la société civile. L'une d'elle, l'altermondialisme, s'est constituée comme une constellation de mouvements revendiquant une autre mondialisation. Depuis la fin des années 1990, de nombreux mouvements sociaux s'inscrivent dans une telle constellation, portant un ensemble de revendications diverses qui convergent néanmoins dans la dénonciation de la mondialisation néolibérale, du pouvoir des corporations et du déficit de la démocratie représentative. Ce mémoire se penche sur deux de ces mouvements. Il propose une étude comparative des mouvements Attac France et Occupy Wall Street (OWS) sur la base de leurs tactiques et de leurs stratégies. À cette fin, la recherche propose de relever les diverses «représentations» orchestrées par les deux mouvements puisant au sein de répertoires de conflit (Tilly et Tarrow 2008; Tilly 2006). Elle propose ensuite de circonscrire les conditions particulières dans lesquelles se développent ces tactiques en examinant les structures de contraintes et d'opportunités politiques (Tarrow 2011; Tilly et Tarrow 2008). Afin de relever les orientations stratégiques des acteurs, cette recherche propose ensuite de définir les cadres de diagnostic, soit de cerner la manière dont les acteurs posent le problème social, et les cadres de pronostic et de motivation, soit les solutions envisagées et la manière de mobiliser des gens à s'engager à les mettre en œuvre (Benford, Snow et Plouchard 2012; Snow et Benford 2000a; 2000b; 1992; 1988; Snow et al. 1986).

Aussi, en raison des contraintes de ce mémoire, nous avons choisi les mouvements Attac France et OWS comme objet empirique afin de questionner les tactiques et stratégies de la mouvance altermondialiste. Ces deux mouvements ont été retenus, car

ils semblaient bien représenter une certaine divergence stratégique qui polarise actuellement l'altermondialisme.

L'objectif de cette recherche est d'identifier les tactiques et stratégies principales d'Attac France et d'OWS et ensuite, de fournir une explication du *comment* et du *pourquoi* ces mouvements sociaux adoptent ces dernières. Nous espérons ainsi contribuer à une discussion plus large sur les stratégies et tactiques des mouvements s'inscrivant dans l'altermondialisme.

Problématique et revue de la littérature

La sociologie des mouvements sociaux s'est grandement développée suite au renouveau de la contestation suivant la période d'atonie des années 1980 (Mathieu 2004, 10). C'est dans ce contexte que l'altermondialisme¹, compris comme une nébuleuse de mouvements de contestation qui se développe depuis deux décennies, apparaît comme un nouveau paradigme contestataire. Tel que le note Francis Dupuis-Déri, l'altermondialisme est d'abord «un phénomène de réaction critique à la mondialisation — parfois nommée globalisation — du capitalisme et d'une idéologie économique spécifique, le néolibéralisme» (Dupuis-Déri 2009, 13). Or, force est de constater que si le mouvement des mouvements a été largement analysé (Fougier 2014; 2006; Duménil et Massiah 2012; Beudet, Massicotte et Canet 2010; Dupuis-Déri 2009; 2005a; Agrikoliansky et Sommier 2005; Fillieule, Agrikoliansky et Sommier 2010), il demeure difficile d'en dégager les stratégies. La question de la stratégie se pose avec autant plus d'acuité que l'altermondialisme semble

¹ Ici il faut procéder à une distinction conceptuelle importante: en France comme en Europe on qualifie le mouvement d'opposition au néolibéralisme et à la mondialisation libérale qui a pris naissance au milieu des années 1990 par le terme *altermondialisme*. Alors qu'aux États-Unis on parle davantage du *Movement for Global Justice* pour qualifier ce mouvement contre la mondialisation commerciale ou financière ou contre le néoconservatisme. Ainsi, bien qu'il puisse y avoir des distinctions à faire entre les deux, nous utiliserons le terme d'altermondialisme de manière interchangeable pour qualifier les deux mouvements.

actuellement traversé par une crise (Fougier 2014), s'il ne l'a pas toujours été (Agrikoliansky 2007).

En effet, le cycle de protestation ouvert par le soulèvement du Chiapas le 1er janvier 1994, s'intensifiant avec la création d'Attac, les contre-sommets, les mouvements de protestation contre l'OMC et culminant à la « bataille de Seattle », semblait s'épuiser suite au 11 septembre 2001. Bien que des Forums sociaux mondiaux (FSM) continuent de se tenir chaque année et que de grandes manifestations contre les sommets de l'OMC et les réunions des G7, G8 et G20 se poursuivent, le cycle dominé par une opposition aux institutions financières et commerciales mondiales semblait prendre fin (Agrikoliansky 2007; Tarrow 2005). Un renouvellement de la contestation, cette fois-ci caractérisé par les mouvements antiguerres, semblait ouvrir un nouveau cycle de protestation. Les tentatives d'explications de ce déclin de l'altermondialisme faisaient intervenir des concepts clés de la théorie des mouvements sociaux. On invoquait la répression politique (Davenport, Johnston et Mueller 2005), les changements qui interviennent dans la structure des opportunités politiques (Meyer et Tarrow 1998), l'épuisement des cadres de l'action collective (Snow et Benford 2000b) ou encore la stagnation des répertoires de conflit (Tilly 2008; 2006; McAdam, Tarrow et Tilly 2001).

Cependant, suite aux mouvements de protestation qui secouèrent le Moyen-Orient au printemps 2011, le mouvement au Portugal en mars (M12M), celui des *indignados* en Espagne en mai (15-M), celui de la Grèce, puis ceux qui se généralisèrent dans de nombreuses villes européennes sous le vocable des « indignés », le mouvement Occupy semblait raviver le cycle de protestation altermondialiste — ou du moins ce cycle caractérisé par une dénonciation des excès de la finance et d'un déficit

démocratique². Le mouvement Occupy et particulièrement celui d'OWS mobilisa une forte attention médiatique et raviva la critique du néolibéralisme — déjà réactualisée depuis la crise économique de 2008. L'intensité de la contestation frappait également par sa brièveté : les occupations ayant commencé à la mi-septembre 2011 se terminèrent à la mi-novembre dans le cas d'OWS et dès la fin décembre la campagne du mouvement, définie par les occupations urbaines permanentes, prenait fin.

Un constat semble se dégager, si l'altermondialisme caractérise bel et bien la mouvance dans laquelle s'inscrivent tous ces mouvements (Klein 2011; Smith 2012; Johnsen 2014), les stratégies qui s'y déploient semblent être dans une impasse. Afin de comprendre cette impasse stratégique, il serait intéressant d'analyser concrètement les stratégies déployées par des mouvements spécifiques qui s'inscrivent dans ce nouveau cycle de protestation (Tarrow 2011). Attac et Occupy s'inscrivent dans ce cycle dans la mesure où ils construisent une identité commune et prétendent fournir une réponse au «déficit démocratique» (Brand 2012). Attac, en se posant comme un mouvement de mouvements citoyens, et OWS, en affirmant «nous sommes le 99%», font appel à une identité large rassemblant un grand nombre de personnes. Les slogans «Le monde n'est pas une marchandise» et «Banks got bailed out; we got sold out» dénoncent les effets pervers du capitalisme, et en premier lieu, celui d'une collusion économique-politique. Attac se veut un lieu de convergence visant la conquête citoyenne d'espaces de liberté et d'une transformation progressive du monde, les slogans «un autre monde est possible» et «ensemble se réapproprié l'avenir de notre monde» exprime ce désir. OWS se conçoit comme la mise en œuvre

² Nous prétendons, à l'instar de Jackie Smith (2012), qu'Occupy s'inscrit dans ce cycle de protestation ouvert par l'altermondialisme, bien que de nombreux participants à ce mouvement se considèrent comme des acteurs de seconde génération. Ainsi, il s'agirait plutôt d'une évolution du modèle de l'altermondialisme, comme l'affirme Raimundo Viejo: «The antiglobalization movement was the first step on the road. Back then our model was to attack the system like a pack of wolves. There was an alpha male, a wolf who led the pack, and those who followed behind. Now the model has evolved. Today we are one big swarm of people.» (Adbusters Staff 2011a).

immédiate d'une démocratie directe dans un espace autonome autogéré. Son slogan «This is what democracy looks like» exprime cette volonté.

Attac est le mouvement le plus proéminent de la mouvance altermondialiste (Petithomme 2012; Agrikoliansky, Fillieule et Mayer 2005b). Nous avons décidé de nous concentrer sur sa principale filiale : Attac France étant non seulement la plus grande organisation du mouvement, mais également l'organisation fondatrice (Wintrebert 2007). Occupy est un autre mouvement s'inscrivant dans le cycle de protestation ouvert par l'altermondialisme. Nous avons choisi de nous concentrer sur OWS, car il inaugure le mouvement plus large Occupy et qu'il constitue le lieu d'occupation le plus important du mouvement³.

Les études portant sur les mouvements Attac et OWS sont nombreuses, mais nous n'avons pas rencontré de comparaison systématique des mouvements. Cela peut être dû à l'écart géographique entre les mouvements : bien qu'ayant des antennes sur quatre continents⁴, Attac est plus présent en Europe (et plus particulièrement en France et en Allemagne); bien qu'ayant gagné de nombreuses villes en Europe et ailleurs, Occupy est demeuré majoritairement un phénomène nord-américain (OWS étant l'occupation la plus spectaculaire et la plus populeuse). Cet écart géographique s'accompagne d'un clivage linguistique, alors qu'Attac n'est guère présent dans les pays anglo-saxons⁵, le mouvement Occupy s'est davantage développé aux États-Unis

³ Au dire de nombreux observateurs, Occupy est l'un des mouvements sociaux les plus significatifs à avoir utilisé des tactiques «transgressives» aux États-Unis dans les 40 dernières années et OWS constitue l'épicentre de ce mouvement (Gillham, Edwards et Noakes 2013, 84).

⁴ En Afrique (Bénin, Burkina, Gabon, Côte d'Ivoire, Maroc, Togo, Tunisie), dans les Amériques (Argentine, Pérou, Uruguay, Ontario, Québec), en Asie (Japon, Liban) et en Europe (Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jersey, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Espagne, Suède, Suisse). Voir (Attac-International S.d. [a])

⁵ Il n'y a effectivement pas d'association Attac aux États-Unis, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Au Royaume-Uni, une association *Attac London* est créée ultérieurement, soit à la fin de l'année 2011. Mais à notre connaissance, elle demeure marginale et ne s'est pas dotée d'une structure

et n'a pas percé en France (Weber 2011, 98). Cela n'est peut-être pas étranger au fait que l'on trouve une littérature anglo-saxonne abondante traitant d'Occupy et peu d'études francophones, et inversement pour Attac. À ces clivages s'ajoute un écart temporel : Attac est un mouvement né en 1998, alors qu'Occupy est né en 2011. Aussi, le mouvement Occupy apparaît comme un phénomène en émergence à un moment où Attac est considéré comme un mouvement en déclin. Néanmoins, les études portant sur l'un et l'autre de ces mouvements sont prolifiques. Nous avons resserré notre revue de littérature sur les études portant explicitement ou implicitement sur les stratégies et tactiques des mouvements à l'étude.

Les deux mouvements que nous avons retenus véhiculent des discours, mettent en œuvre des tactiques et élaborent des orientations stratégiques différentes, mais ils partagent néanmoins de nombreux points communs. Ils s'opposent tous à la mondialisation néolibérale caractérisée par une prédominance de la finance, dénoncent le déficit démocratique, privilégient un mode d'organisation horizontale, rejettent la forme partidair, refusent toute hiérarchisation des luttes et privilégient une politique pragmatique par opposition à l'espoir du «grand soir».

De nombreuses études soulignent néanmoins l'aspect tactique et stratégique proprement original du mouvement OWS. La tactique d'occupation viserait la création d'un espace de relations horizontales, encourageant une pleine participation et une absence formelle d'autorité, dans le but de faire naître dans l'ici et maintenant une communauté exempte des relations aliénantes de la société capitaliste, patriarcale et raciste. Les études relèvent le «consensus» et la «démocratie directe» comme une partie intégrante des pratiques du mouvement (Smucker 2013; Hammond 2013; Gautney 2012; Pickerill et Krinsky 2012). Ces mêmes études et d'autres mettent

nationale contrairement aux autres Attac d'Europe. De même au Canada, deux associations existent dans les provinces du Québec et de l'Ontario, mais ces associations restent mineures et n'ont pas de structure nationale.

l'accent sur l'originalité de la construction spatiale comme tactique (Hammond 2013; Schrader et Wachsmuth 2012; Smucker 2012). L'occupation est une tactique. D'abord parce qu'elle construit un lieu physique permettant au mouvement d'être directement en contact avec sa base sociale. Ensuite, parce qu'elle constitue un symbole fort, appuyée sur une expérience concrète de mise en pratique d'une démocratie directe, contre le discours dominant affirmant qu'il n'y a pas d'alternatives ou que celles-ci passent par des réformes institutionnelles. Si certaines études critiquent le «déficit stratégique» d'OWS, en l'attribuant à son apolitisme (Emeran 2013) ou au fait qu'il demeure à l'état d'expressivité (Wright et Stern-Weiner 2012), d'autres soulignent que l'absence de demande politique de la part du mouvement constitue en soi une stratégie (Langman 2013). Cette stratégie ne chercherait pas à influencer les politiciens ou les politiques, mais plutôt viserait une transformation culturelle dans la sphère publique afin d'avoir ultérieurement un impact politique (Johnsen 2014, 75).

Les tactiques et stratégies d'Attac ont également fait l'objet d'études qui en soulignent l'originalité. Elles relèvent que la stratégie consiste essentiellement en la création de lieux de rencontre et de convergence entre les différents mouvements, associations et organisations de la société civile (Rullière 2004). Ce n'est donc pas par hasard si Attac est l'un des initiateurs des Forums sociaux mondiaux (FSM). Attac est un mouvement d'«éducation populaire tourné vers l'action» (Celdran et Laugier 2004, 122) dont la visée est de «diffuser le savoir indispensable à la réflexion et à l'action politique dans une démocratie» (Crettiez et Sommier 2006, 405). La «délibération démocratique» est au cœur de la stratégie d'Attac (Celdran et Laugier 2004). La revendication de la Taxe Tobin, qui constitue l'acte inaugural du mouvement, indique sa visée réformiste. Si Attac est critique de l'aspect néolibéral de l'Union européenne, elle revendique tout de même une Europe sociale (Attac 2003). À la création d'un lieu de convergence, à la diffusion d'un savoir critique éclairant la délibération démocratique, s'ajoute enfin la création d'un rapport de force citoyen

susceptible de faire pression sur les institutions politiques et les élus (Fack 2000; Lusson 2007).

La revue de littérature fait intervenir différents modèles et théories afin de rendre compte des stratégies et tactiques des mouvements sociaux. Les changements au niveau politico-institutionnel des trois dernières décennies (1980 à 2010) rendent pertinentes les approches par processus politique (APP). La structure d'opportunités politiques dans laquelle se manifeste le mouvement Occupy témoigne d'un déficit économique et démocratique sans précédent depuis la Grande Dépression. La crise financière de 2008 a été perçue non seulement comme une crise économique, mais également comme une crise de la démocratie représentative (Johnsen 2014). La crise financière a révélé non seulement la fragilité du système économique mais également les inégalités flagrantes entre les gouvernés dans leur rapport avec les gouvernants. En effet, si les pauvres et les membres de la classe moyenne perdaient leurs maisons et fonds de pension, les hauts dirigeants de la finance, eux-mêmes perçus comme les responsables de la débâcle économique, recevaient des bonus et profitaient des plans de rachats gouvernementaux (bailouts).

Des études suggèrent explicitement ou implicitement le rôle des répertoires de conflit dans l'explication des tactiques d'Occupy (Piven 2014). Nombreuses sont les études qui cherchent à mettre en relief une continuité stratégique entre le mouvement Occupy, le printemps arabe, le mouvement M-15 et le mouvement des Indignés. Plusieurs montrent qu'Occupy puisait au sein de répertoires, caractérisés par l'occupation permanente d'un lieu public symbolique afin de dénoncer la corruption politique (Theocharis et al. 2015; Castañeda 2012; Clark 2012; Angotti et Kennedy 2012; Weber 2011; Toupin 2013). Les tactiques d'Attac s'inscrivent également dans des répertoires de conflit, en témoignent le fait que de nombreuses organisations nées dans les années 1980 et 1990 en soient des membres fondateurs (Cf. Corcuff et Mathieu 2009, 78). Aussi, la production d'une contre-expertise et la participation à

des contre-sommets et à l'organisation de manifestations en marge de rencontres officielles, constituent des répertoires précédant la naissance d'Attac (Cf. Dupuis-Déri 2009, 21-25 et 41-45).

Les analyses utilisant l'APP semblent pertinentes afin de comprendre les conditions historiques et politico-institutionnelles dans lesquelles s'élaborent les tactiques des mouvements. Cependant, en traitant les répertoires d'action collective principalement comme un moyen, elles négligent l'analyse du fait que ces tactiques peuvent devenir une fin en soi (Dekker et Duyvendak 2013, 3). Cela est particulièrement le cas pour Occupy dont la tactique d'occupation de l'espace et l'implantation d'une démocratie directe constitue sa finalité. Dans le cas d'Attac, l'analyse des revendications politiques — *claim-making analysis* (Koopmans et al. 2005) — où les diverses analyses du discours se concentrent sur les demandes politiques sont souvent mobilisées (Petithomme 2012; Crespy 2010; Ugglà 2006). Cependant, l'utilisation de telles analyses se limite à ne comprendre qu'étroitement les tactiques à travers le prisme des demandes politiques. Attac formule de nombreuses demandes politiques, mais, les tactiques consistant à faire converger les diverses tendances des mouvements associatifs et syndicaux et d'améliorer la qualité du débat démocratique, ne peuvent être appréhendées dans cette perspective. Elles sont d'autant plus problématiques dans le cas d'Occupy, qui ne formule pas de demandes politiques et qui se refuse à le faire pour des considérations dites tactiques. Aussi, pour pallier à cette lacune, la théorie des processus de cadrage (TPC) semble nécessaire afin d'analyser les stratégies des mouvements sociaux.

Se fondant sur les travaux de Snow et Benford (1988; 1992; 2000b), Snow et al. (1986), Gamson (1990), plusieurs études analysent les stratégies des mouvements à travers les processus de cadrage. Ces études développent la notion d'«identité collective», afin de considérer le choix des tactiques par les acteurs des mouvements

sociaux comme alternative aux explications structurelles (Polletta et Jasper 2001; Melucci 1995). Dans le cas d'Occupy, ces études montrent comment l'occupation d'un «espace libre» permet aux acteurs de construire un cadre rassembleur, formant une idéologie et une identité commune (Kern et Nam 2013; Toupin 2013; Van Stekelenburg 2012). Dans le cas d'Attac, Marcos Ancelovici qualifie le cadre d'action collective comme étant celui du «Politics against Global Markets⁶».

D'autres analyses des processus de cadrage s'intéressent à la façon qu'Attac a su cadrer l'intégration européenne (Petithomme 2012) ou se concentrent sur d'autres filiales : Attac Norvège (Sandberg 2006), Attac Belgique (Heine 2008a) ou Attac Allemagne (Kolb 2005) par exemple. Le cadre cardinal (Snow et Benford 1992; 1988) est ici la mondialisation néolibérale (Waters 2006; 2004). Ce cadre dominant constitue une configuration relativement stable d'éléments idéologiques et symboliques, une sorte de grammaire, avec laquelle les différents processus de cadrage doivent résonner (Snow et Benford 1992, 138). Ainsi, OWS développe un cadre susceptible de rallier de nombreux adhérents à sa cause, en témoigne la rhétorique du slogan «Nous sommes le 99%» par exemple. Tout comme Attac, avec son slogan «Se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde» par exemple.

Notre revue de littérature a été guidée par nos objectifs de recherche, soient de cerner les tactiques et stratégies des mouvements sociaux s'inscrivant dans l'altermondialisme et de comprendre pourquoi et comment ils adoptent ces dernières. Nous avons centré notre revue de littérature sur les mouvements OWS et Attac France. Nous avons également décidé de retenir différentes explications susceptibles de rendre compte de leurs tactiques et stratégies. Les explications mobilisant l'APP permettent de comprendre l'interaction entre les éléments structurels et les actions des

⁶ Marcos Ancelovici résume ce cadre: «This frame opposes virtuous and democratic civic politics to corrupt antidemocratic market forces» (Ancelovici 2002, 433).

mouvements sociaux, dévoilant ainsi leurs tactiques. Mais elles laissent peu de place au rôle de l'agent d'une part, et se concentrent davantage sur les tactiques que sur les orientations stratégiques des mouvements. Les explications se fondant sur la TPC offrent une perspective permettant de répondre à cette lacune en plaçant au centre de l'analyse le rôle de l'agent en tant que constructeur du problème et promoteur de la solution. Elles dévoilent ainsi davantage les orientations stratégiques des mouvements sociaux. Il appert que ces deux approches sont largement complémentaires. Elles permettent d'apprécier la cohérence entre les tactiques et les orientations stratégiques des mouvements sociaux.

Questions et hypothèses de recherche

Les questions générales de recherche guidant notre enquête sont les suivantes. Quelles sont les tactiques et stratégies des mouvements Attac France et OWS? Comment se manifestent-elles et dans quels contextes? Quelle est la situation qu'ils jugent comme étant problématique? Plus précisément, comment formulent-ils le problème du «déficit démocratique»? Quelles sont les solutions proposées afin d'y remédier et comment entendent-ils les mettre en œuvre?

Les questions de recherche spécifiques qui structurent le travail sont les suivantes. 1) Quelles sont les représentations des mouvements Attac France et OWS et comment développent-ils leur répertoire d'action collective? 2) Suivant l'approche par processus politique (APP), dans quelle mesure le contexte historique, les répertoires de conflit et les caractéristiques de leurs régimes politiques respectifs façonnent-ils leurs tactiques? En particulier, quels sont les éléments de la structure de contrainte et d'opportunité politique qui favorisent les choix tactiques des deux mouvements? 3) Sur la base de l'APP, est-ce que l'hypothèse de Kitschelt, concernant les types de stratégies des mouvements sociaux, est vérifiable? Suivant la Théorie des processus de cadrage, 4) de quelle manière les mouvements distinguent-ils le «Nous» et le

«Eux», et comment cadrent-ils les problèmes soulevés (cadres de diagnostic)? 5) De quelle manière sont formulées les solutions envisagées (cadres de pronostic) et les moyens de parvenir à les mettre en œuvre (cadres de motivation)? Enfin, 6) quelles sont les principales orientations stratégiques d'Attac France et d'OWS et en quoi divergent-elles?

Afin de répondre à ces questions, nous émettons les hypothèses de recherches suivantes. 1) L'approche par processus politique permet de saisir les choix tactiques propres aux mouvements Attac France et OWS. 2) Toutefois, bien que cette approche permet de bien circonscrire les diverses tactiques mises en œuvre, elle peine à en dégager les stratégies. 3) La prise en compte des cadres, diagnostics que posent ces mouvements sur le néolibéralisme et solutions qu'ils proposent, permet de mieux apprécier cette divergence stratégique.

Cadres d'analyse et méthodologie

Considérations méthodologiques et définitions préliminaires

Il faut tout d'abord souligner que bien qu'Attac et Occupy soient des mouvements s'insérant dans l'altermondialisme ou le mouvement pour une justice globale, et que les processus transnationaux affectent leurs campagnes et bases sociales, ils ne peuvent être considérés comme des mouvements transnationaux ou internationaux, bien qu'ils aient chacun à leur manière une portée internationale. Le mouvement OWS est un mouvement d'abord local et le mouvement Attac France est un mouvement avant tout national. En effet, l'instance souveraine d'OWS est l'Assemblée générale qui se tient au Zuccotti Park en face de Wall Street. Si OWS tisse des liens avec d'autres mouvements Occupy, il ne s'agit pas d'une fédération ni

à l'échelon national, ni international⁷. Chaque mouvement y est parfaitement autonome. De la même manière, le mouvement Attac est présent dans de nombreux pays, dans lesquels plusieurs comités locaux se sont formés. Mais Attac prend naissance en France et se constitue comme une association nationale, bien qu'elle ait une orientation internationale et qu'elle vise à s'ancrer le plus possible dans les régions⁸. En témoigne d'ailleurs l'absence de statuts organisationnels et politiques des niveaux régional et international dans la constitution de l'association⁹.

Occupy Wall Street et Attac France sont des mouvements sociaux. Nous reprenons la définition de mouvement social établie par Sydney Tarrow et Charles Tilly: «une campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités» (2008, 333). Plus précisément, nous nous attarderons sur les quatre éléments constitutifs des mouvements sociaux que relèvent ces auteurs:

(1) une campagne durable de revendication ; (2) un ensemble de représentations publiques telles que cortèges, rassemblements, manifestations, création d'associations spécialisées, réunions, déclarations, pétitions, envois de lettres, lobbying ; (3) l'expression ostentatoire de la dignité, de l'unité, de la masse et

⁷ La volonté de créer un mouvement à l'échelle nationale a été exprimée plusieurs fois mais n'a jamais été réalisée. À la mi-octobre 2011, la déclaration du 99%, à l'initiative du groupe de travail «Demandes», prévoyait de tenir une Assemblée générale nationale à Philadelphie le 4 juillet 2012. Ce projet a été battu à la fois par l'Assemblée générale de la ville de New York et par celle de la ville de Philadelphie (Cf. The 99 Percent Declaration S.d.; Kingkade 2011).

⁸ Au moment de sa création, la question avait été longuement débattue : «Ce qui a été dit clairement et critiqué par personne, c'était de faire une association en France, avec l'idée qu'on n'allait pas s'autodésigner Attac international alors que la base c'étaient des organisations qui étaient en France» (déclaration d'Annick Coupé, représentant de SUD-PTT, citée dans Wintrebert (2007)). Aussi, comme l'affirme Luneau : «Chaque mouvement national Attac est indépendant, mais s'engage sur la plate-forme internationale élaborée en décembre 1998» (Luneau 2002).

⁹ Une charte adoptée en 2002 modifie finalement les statuts pour intégrer formellement à la structure organisationnelle d'Attac le niveau des comités locaux. Mais comme le rappelle Wintrebert, ce niveau local «ne constitue pas le centre de gravité politique d'Attac» qui demeure confiné au niveau national (Wintrebert 2007, 18)

de l'engagement par des moyens telle que le port de certaines couleurs, de badges ou d'insignes, le défilé discipliné, les slogans scandés en chœur et les rassemblements devant les bâtiments publics. Il puise ses forces dans (4) les organisations, réseaux, traditions et solidarités qui nourrissent toutes ces activités et que nous appelons bases du mouvement social (2008, 27).

L'examen de ces éléments est important dans la mesure où il nous permet d'identifier à divers niveaux les mécanismes et processus à l'œuvre durant le conflit. Les mécanismes sont définis comme «des événements qui produisent les mêmes effets immédiats dans une grande diversité de circonstances», ils sont des changements que nous pouvons observer à petite échelle; alors que les processus «assemblent plusieurs mécanismes en séquences et combinaisons qui produisent des résultats plus amples que ne le ferait un mécanisme isolé» (Tilly et Tarrow 2008, 27). Les tactiques d'Attac France et d'OWS se distinguent par la manière particulière avec laquelle ils activent ces mécanismes et processus¹⁰.

La comparaison des deux objets que sont le mouvement OWS et le mouvement Attac France exige quelques précisions méthodologiques supplémentaires. Afin de comparer ces objets en utilisant des critères similaires, nous avons dû opérer un changement d'échelle important. Comme cela a déjà été mentionné, Attac France est un mouvement au niveau national (France) qui est observé sur une période d'approximativement 10 ans, alors qu'Occupy Wall Street est un mouvement au niveau local (ville de New York) qui est observé sur au plus six mois. Cette différence d'échelle (spatiale et temporelle) rend difficile la comparaison de ces objets et nécessite de prendre en compte cette distinction dans l'analyse. Sur le plan méthodologique, nous avons dû, par exemple, mettre l'accent sur les structures de contraintes et d'opportunités politiques au niveau national dans le cas d'Attac France et les déplacer au niveau local, celui de la ville de New York, dans le cas d'OWS.

¹⁰ Nous plaçons à l'annexe 3 la définition des divers mécanismes et processus relevés dans le cadre de cette étude.

De même, l'interaction entre les acteurs (interne ou externe aux mouvements) se trouve exposée à des échelles différentes: Attac interagit avec des élus de l'Assemblée nationale, avec des centrales syndicales nationales, etc., alors qu'OWS interagit davantage avec des acteurs locaux: le département de police de la ville de New York, le maire de la ville, les syndicats et associations locales, etc. Sur le plan méthodologique, le changement d'échelle prétend suivre le changement réel d'échelle entre les deux mouvements. Cela ne signifie pas que les causes et les effets affectant les tactiques et stratégies des deux mouvements ne se trouvent pas à divers niveaux (local, national, régional et mondial), mais bien que l'analyse de ces stratégies et tactiques nécessite le choix d'une échelle spécifique: nationale (et moyen terme) dans le cas d'Attac France et locale (et court terme) dans le cas d'OWS.

Il est important de situer la distinction que nous effectuons entre tactique et stratégie. Ce vocabulaire est d'abord emprunté au champ militaire et la distinction entre les deux termes remonte à la Grèce antique. Suivant Carl Von Clausewitz, la différence entre tactique et stratégie renvoie respectivement à la différence entre l'utilisation de la force militaire en combat (tactique) et l'utilisation des combats aux fins des objectifs de la guerre (stratégie¹¹). Or, pour le général prussien la guerre est un moyen qui ne peut être considéré séparément de sa fin, soit la politique¹². Par conséquent, la stratégie implique une conception de la politique. Clausewitz s'intéresse aux relations entre États nations et la politique renvoie pour lui à la lutte pour le pouvoir. Pour les mouvements sociaux la question de la politique ne se réduit pas à la prise du pouvoir

¹¹ «Dans notre classification, la tactique sera *la théorie de l'emploi de la force armée dans l'engagement*, et la stratégie *la théorie de l'emploi de l'engagement au service de la guerre*». (Clausewitz 1999, 92).

¹² «On voit donc que la guerre n'est pas simplement un acte politique, mais véritablement un instrument politique, une continuation des rapports politiques, la réalisation des rapports politiques par d'autres moyens. [...] Si grande soit dans certains cas la portée de cette exigence sur les plans politiques, elle ne peut cependant jamais être plus qu'un amendement, car l'intention politique est la fin recherchée, la guerre en est le moyen, et le moyen ne peut être conçu sans la fin.» (Clausewitz 1999, 46)

ou à sa conservation. S'inscrivant dans l'altermondialisme qui dénonce le «déficit démocratique», les mouvements Occupy et Attac sont caractérisés par une volonté «de penser et de faire de la politique autrement» (Dupuis-Déri 2009, 26). Ainsi, la stratégie pose la question de la politique et ultimement celle de la démocratie.

Revenons à la distinction : les tactiques renvoient davantage aux moyens mobilisés par les mouvements, alors que les stratégies renvoient davantage aux finalités de la lutte. Une tactique est donc un moyen parmi d'autres qui est employé pour atteindre un but, ou du moins pour aller dans la direction du but recherché. Une tactique sera considérée comme réussie si elle place le mouvement dans une situation qui lui permettra d'atteindre ses objectifs qui ne lui sont pas accessibles dans sa position actuelle (Smucker 2012, 6). Par conséquent, la tactique ne pose pas la question des *objectifs* du mouvement mais plutôt l'*atteinte* de ses objectifs. En revanche la stratégie pose d'emblée la question de la finalité de la lutte. Ainsi, une stratégie sera considérée comme réussie si elle articule adéquatement les moyens, tactiques, aux fins visées. Dans les cas d'Attac France et d'OWS, nous traiterons des tactiques des mouvements comme les moyens qu'ils engagent pour parvenir à leur fin et des stratégies comme l'adéquation entre ces tactiques et les objectifs du mouvement. Ces stratégies renvoient au politique et à une conception de la démocratie.

L'étude comparative des tactiques et des stratégies des mouvements Attac France et OWS se fonde sur une large documentation. Afin d'identifier et de circonscrire les diverses représentations et répertoires de conflits, nous avons consulté des articles de journaux ainsi que des ouvrages de seconde main traitant de l'histoire de ces mouvements. Il en est de même pour l'étude des structures de contrainte et d'opportunité politique, qui a mobilisé de nombreuses études sur les contextes français et étatsuniens. Les cadres de l'action collective sont analysés à partir de la documentation produite par les mouvements à l'étude. Pour Attac France, ces cadres sont majoritairement analysés à travers la documentation produite par le conseil

scientifique. Nous retenons les articles, brochures, pamphlets, tracts et livres précisant l'analyse des enjeux et des solutions devant être préconisées par le mouvement. Nous retenons également le journal *Le Monde diplomatique* à travers lequel les militants s'expriment. Pour OWS, nous retenons également une large documentation produite par le mouvement. Les textes de l'Assemblée Générale (NYCGA), la «Déclaration», les «Principes de solidarité» et la «Déclaration d'autonomie» notamment, les six éditions du *Occupied Wall Street Journal*, le site de l'organisation et celui d'*Adbusters*, ainsi que d'autres études et analyses de militants sont utilisés afin d'analyser les cadres de l'action collective du mouvement.

Répertoires de conflit et structure d'opportunités politiques

Dans un premier temps, nous empruntons le cadre d'analyse de l'approche par processus politique (APP) ou politique du conflit, développé par Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam. Les concepts centraux de «cycle de protestation», de «structures d'opportunités politiques» et de «répertoire du conflit» sont mobilisés afin de circonscrire les types de tactiques mises en œuvre, ainsi que les conditions dans lesquelles elles se déploient.

Le cycle de protestation est défini comme étant:

a phase of heightened conflict across the social system, with rapid diffusion of collective action from more mobilized to less mobilized sectors, a rapid pace of innovation in the forms of contention employed, the creation of new or transformed collective action frames, a combination of organized and unorganized participation, and sequences of intensified information flow and interaction between challengers and authorities. (Tarrow 2011, 199).

Ce concept nous permet d'inscrire dans la durée notre analyse qui s'étend de la fin des années 1990 — la Bataille de Seattle (1999) constitue le point tournant de ce cycle — à 2015 (Della Porta et Tarrow 2005; Tarrow 2011).

Les répertoires du conflit sont définis comme l'«ensemble préexistant de représentations qui s'offrent, à un moment donné, à un ensemble donné d'acteurs politiques», alors que les représentations concernent les «modalités relativement familières et standardisées auxquelles fait appel un ensemble d'acteurs politiques pour adresser une revendication collective à un autre ensemble d'acteurs politiques» (Tilly et Tarrow 2008, 332-333). La spécificité d'un mouvement social se révèle dans la façon particulière qu'il compose son répertoire d'action et d'association, que nous appelons «répertoire du mouvement social» (203-204). Ces concepts nous aideront à circonscrire les répertoires d'Attac France et d'OWS qui se composent à partir de représentations familières s'inscrivant dans des répertoires de conflits plus larges.

La structure d'opportunités politiques¹³ (SOP) est définie comme l'«ensemble de caractéristiques d'un régime ou de ses institutions (par exemple : des divisions au sein de la classe dominante) qui, à un moment donné, facilitent ou au contraire entravent l'action collective de certains acteurs politiques» (Tilly et Tarrow 2008, 335). Ainsi, on distingue six éléments dynamiques des régimes : la multiplicité des centres autonomes de pouvoir qui s'y trouvent; son degré d'ouverture à de nouveaux acteurs; l'instabilité des alignements politiques du jour; l'existence d'éventuels alliés de poids pour les contestataires; la mesure dans laquelle le régime réprime ou au contraire facilite la revendication collective; et des changements importants intervenant dans les domaines précédents (Tilly et Tarrow 2008, 338). Ces éléments constituent les filtres entre les mobilisations du mouvement, ses choix de tactiques et sa capacité à modifier l'environnement social (Kitschelt 1986, 59). La SOP permettra de comparer les opportunités et les contraintes politiques qui s'exercent au sein des régimes dans lesquels s'élaborent les stratégies des mouvements OWS et Attac France. Nous reprendrons donc ces caractéristiques afin de comprendre d'une

¹³ Le terme est utilisé pour la première fois dans une étude d'Eisinger (1973).

manière dynamique les interactions entre la campagne des mouvements sociaux, leur base sociale, les institutions et le type de régime.

L'APP opère une distinction entre les différents types de régimes démocratiques¹⁴ selon deux axes: la capacité de l'État (régime fort ou faible) et son degré d'ouverture (régime ouvert ou fermé). La capacité signifie «la mesure dans laquelle l'action de l'État a un impact sur la population de son territoire, sa répartition, son activité, ses ressources» (Tilly et Tarrow 2008, 102-103), alors que le degré d'ouverture est fonction de la centralisation territoriale du régime et de la séparation institutionnelle des pouvoirs (Kriesi 2004, 70). Il s'agit ici d'une typologie relativement statique qui n'a de valeur heuristique que comme point de départ de l'analyse (Tarrow 2011, 175).

Cadres de l'action collective et cadre dominant

Nous empruntons l'analyse des «cadres de l'expérience contestataire» — ou «cadres de l'action collective» — afin de prendre en compte les représentations des acteurs. Cette approche, d'abord élaborée par William Gamson et David Snow, tentait de répondre aux lacunes des interprétations structuralistes, notamment les approches de la mobilisation des ressources, en intégrant l'élément de la perception subjective des acteurs (Gamson, Fireman et Rytina 1982; Snow et al. 1986). Mobilisé d'abord pour comprendre les causes et processus de l'engagement militant, la théorie de l'alignement des cadres (*Framing alignment process*) développe trois concepts centraux : le «cadrage de diagnostic» (*diagnostic framing*), le «cadrage de pronostic» (*pronostic framing*) et le «cadrage de motivation» (*motivational framing*). Ces trois

¹⁴ Tilly et Tarrow définissent la démocratie comme «la mesure dans laquelle les personnes relevant de l'autorité d'un État donné jouissent de droits politiques larges et égaux, exercent une influence directe sur le personnel politique et les décisions publiques (par le biais, entre autres, d'élections ouvertes ou de référendums) et ont les moyens de se protéger de l'arbitraire des agents de l'État tels que policiers, juges et fonctionnaires.» (2008, 103).

notions nous permettent d'adresser aux mouvements sociaux trois questions essentielles, soit quel type de critique pose les deux mouvements, quelles solutions proposent-ils et comment proposent-ils de mobiliser des gens afin de mettre en œuvre ces solutions?

À ces concepts s'ajoutent celui de «cadre dominant» ou cadre cardinal (*master frame*) qui correspond au cadre ayant un pouvoir mobilisateur si important que l'ensemble des mouvements sociaux d'un cycle de protestation se doivent de l'employer (Snow et Benford 1992). Ce cadre dominant est depuis la fin des années 1990 marqué par la thématique de la mondialisation néolibérale qui mobilise l'ensemble des acteurs au sein de la mouvance altermondialiste (Mathieu 2004, 68). Celui-ci est également caractérisé par une critique rassemblant une grande partie des mouvements sociaux soulignant le «déficit démocratique» occasionné par la mondialisation néolibérale et la corruption des élites politiques, financières et économiques. Ainsi, c'est au sein de ce cadre dominant que se négocient et s'opposent les différents processus de cadrage (diagnostic, pronostic et motivation) des mouvements sociaux.

Ainsi, la TPC permet de rendre compte de l'aspect processuel et dynamique de la construction de sens par les acteurs qui informent leurs stratégies. En effet, les acteurs des mouvements sociaux sont considérés comme des «agents signifiants activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens» et non pas uniquement comme des agents «porteurs d'idées et de significations disponibles qui refléteraient des arrangements structurels» (Benford, Snow et Plouchard 2012, 99).

Plan du mémoire

Le mémoire comporte trois chapitres qui se divisent chacun en deux parties portant respectivement sur les cas d'Attac France et d'OWS. Dans le premier chapitre, nous revenons d'abord sur la chronologie des événements importants de la campagne des mouvements sociaux. Nous dégagons ensuite les diverses représentations qui

constituent les répertoires d'action collective. C'est dans cette section que sont identifiées les principales tactiques des mouvements. Enfin, nous présentons la manière dont les mouvements se mettent en scène, leur fonctionnement interne ainsi que la base sociale sur laquelle ils reposent. Ce chapitre constitue l'ancrage empirique à partir duquel se développent les deux chapitres suivants qui sont davantage analytique.

Le second chapitre constitue une première tentative visant à comprendre les tactiques et stratégies des mouvements sociaux. À cette fin, nous relevons dans un premier temps le contexte d'émergence et dégageons les éléments des répertoires de conflits qui sont susceptibles de conditionner les représentations caractéristiques des deux mouvements. Dans un second temps, nous relevons les spécificités des régimes dans lesquelles évoluent les mouvements afin d'en dégager la structure d'opportunités et de contraintes politiques. Cette contextualisation historique et structurelle nous permet d'apprécier les divergences de tactiques entre un mouvement évoluant dans l'hexagone et un autre en plein cœur de la capitale financière américaine. Se questionner sur les tactiques des mouvements, c'est-à-dire sur les moyens ordonnés à une fin, est une première étape à une réflexion sur leurs stratégies, soit sur l'adéquation entre les moyens et les finalités. Sans opérer de séparation mécanique entre tactiques et stratégies, les premières se révèlent davantage dans les représentations des organisations alors que les secondes apparaissent plus clairement dans l'analyse des cadres de l'action collective.

Dans le troisième chapitre nous analysons les cadres de l'action collective de chacun des mouvements : leur cadrage de la distinction «eux» et «nous», leur formulation du problème du «déficit démocratique» et ses causes (cadre de diagnostic), la façon d'y répondre et les solutions envisagées (cadre de pronostic), puis leurs stratégies de mobilisation en vue de cette transformation (cadre de motivation). Enfin, nous comparons les mouvements sur la base de leur conception respective de l'État, du

développement du capitalisme et de l'autonomie, qui se dégage de leur cadre de diagnostic et de pronostic notamment. Ce dernier chapitre permet d'approfondir la réflexion sur les stratégies des acteurs en analysant leur discours.

CHAPITRE I

CAMPAGNES ET RÉPERTOIRES DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Ce chapitre nous permettra de circonscrire les mouvements sociaux à l'étude et de relever les principales tactiques qu'ils mettent en œuvre. Dans la première section, nous ferons la chronologie des principaux événements marquant la campagne des deux mouvements sociaux. Dans la seconde section, nous tenterons de circonscrire les répertoires propres aux mouvements, c'est-à-dire l'ensemble des représentations spécifiques à Attac France et OWS. Par représentations nous entendons les «modalités relativement familières et standardisées auxquelles fait appel un ensemble d'acteurs politiques pour adresser une revendication collective à un autre ensemble d'acteurs politiques» (Tilly et Tarrow 2008, 332). C'est par l'étude de ces représentations que sont révélées les tactiques, soient les manières singulières dont les organisations avancent leurs revendications. Ainsi nous caractériserons une représentation de tactique lorsqu'elle vise à positionner le mouvement dans une situation davantage favorable à faire entendre ses revendications. Une attention particulière sera portée aux mécanismes et processus à l'œuvre durant le conflit. Dans la troisième section, nous détaillerons la mise en scène, le fonctionnement interne des mouvements, ainsi que leur base sociale respective.

1.1 Le cas d'Attac

1.1.1 Historique de la campagne d'Attac

En décembre 1997, Ignacio Ramonet¹⁵ signe l'article «Désarmer les marchés», en première page du *Monde diplomatique*. Il y dénonce la mondialisation financière et le cortège d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE) qui

¹⁵ Journaliste engagé, Ignacio Ramonet est élu directeur de la publication *Le Monde diplomatique* et conservera ce poste de 1990 à 2008.

constitue une gouvernance supranationale menaçant les États nations comme lieu de définition et de poursuite de l'exercice du bien commun. L'article constitue l'acte inaugural du mouvement, il appelle à l' «Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac)» (Ramonet 1997). Dès le mois suivant, *Le Monde diplomatique* informe son lectorat qu'il tentera de mettre sur pied une ONG au nom d'Attac¹⁶. En février, l'équipe du *Monde diplomatique* met à disposition de ceux et celles désirant participer à cette initiative un site web (Attac.org) qui deviendra le site officiel de l'organisation. À la mi-mars une rencontre de travail pour la mise sur pied de l'association est convoquée, réunissant *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Transversales* avec l'équipe éditoriale du *Monde diplomatique*. Le même mois, Pierre Bourdieu signe un article «L'essence du néolibéralisme» dans *Le Monde diplomatique*, jetant les bases d'une analyse sociologique du néolibéralisme qui sera reprise par Attac (Bourdieu 1998). La publication d'un dossier spécial «Un autre monde est possible» en mai, dans le même journal, détaille davantage l'analyse du mouvement. Bernard Cassen y annonce les thèmes généraux sur lesquels devront se pencher les futures réunions (Cassen 1998b).

L'Assemblée générale constitutive d'Attac, dont le nom officiel devient «Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens», a lieu le 3 juin. Un conseil d'administration, un bureau provisoire et un conseil scientifique sont créés¹⁷. Attac se dote également d'un siège social situé au 9bis, rue de Valence, à

¹⁶ La volonté de faire d'Attac une «ONG internationale» est toutefois rapidement écartée dès les premières rencontres menant à l'adoption de la plateforme d'Attac (Cf. Wintrebert 2007, 14).

¹⁷ Conseil d'administration : «*Charlie Hebdo*, la Confédération générale des SCOP, Droits Devant!, la Fédération des banques CFDT, *Politis*, le SNES, le SNIUPP, Témoignage chrétien et l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) CGT». Bureau : «Bernard Cassen (*Le Monde diplomatique*), président; Chantal Aumeran (Syndicat national unifié des impôts) et François Dufour (Confédération paysanne), vice-présidents; Christophe Aguiton (Agir contre le chômage, AC!), secrétaire général; Jean-Christophe Chaumeron (Fédération des finances CGT), trésorier; Claude Debons (FGTE-CFDT), Daniel Monteux (SNE-Sup) et Valérie Peugeot (*Transversales*), membres.» Conseil scientifique : René Passet, professeur émérite à l'université Paris-I, président; Gérard Gourguechon, porte-parole de l'union syndicale Groupe des dix, vice-président et Bernard Maris,

Paris. Une première rencontre nationale d'Attac a lieu le 17 octobre à La Ciorat dans les Bouches-du-Rhône. Près de 1300 personnes participent à cette rencontre qui esquisse les contours de l'organisation locale (Attac-France 2002a, 11). Le choix de ce lieu est guidé par la volonté du mouvement de s'implanter dans les régions et particulièrement celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a été touchée par «les logiques financières» (*Le Monde diplomatique* 1998). Enfin, ce sont les 11 et 12 décembre que se déroule la première rencontre internationale à l'issue de laquelle est publiée la «plateforme internationale d'Attac» (Attac-International S.d. [b]).

Au tournant de l'année 1999, Attac fait circuler une pétition nationale pour l'instauration de la Taxe Tobin et pour le retrait du gouvernement français des négociations concernant l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et le Partenariat économique transatlantique (PET). La pétition, recueillant plus de 110 000 signatures, est remise personnellement à Laurent Fabius président de l'Assemblée nationale, en février (Attac-France 2002a, 12).

Attac participe activement à l'organisation d'une semaine «Autre Davos» à Paris en parallèle au Forum économique mondial se tenant à Davos du 28 janvier au 3 février. Attac y organise deux événements importants : à Paris, un séminaire international regroupant des économistes, traitant de la viabilité de la Taxe Tobin et, à Davos, une conférence de presse alternative au moment même où se déroule le Forum économique mondiale (Attac-France 2002a, 12). Attac organise également des réunions publiques et des manifestations dénonçant notamment l'AMI. En avril, Attac lance une pétition envoyée aux têtes de liste des élections européennes du 13 juin 1999¹⁸.

professeur à l'université Toulouse-I et journaliste à *Charlie Hebdo*, vice-président (*Le Monde diplomatique*, juillet 1998).

¹⁸ Les candidats Daniel Cohn-Bendit, François Hollande, Robert Hue et Alain Krivine signent la pétition (Attac-France 2002a, 13).

En coopération avec d'autres groupes, notamment la CCC-OMC et la Confédération paysanne, Attac participe à l'organisation d'un grand rassemblement anti-OMC sur le thème «Le monde n'est pas une marchandise» où se rejoignent près de 40 000 manifestants de tous horizons. Les manifestations en marge du Cycle du Millénaire, que l'on appelle maintenant «la Bataille de Seattle», constituent un point tournant de l'altermondialisme.

C'est en janvier 2001 qu'a lieu le premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, qui regroupe 15 000 personnes en marge du Forum économique mondial à Davos. Il s'agit du plus grand contre-sommet organisé, rassemblant des milliers de participants du milieu associatif, syndical, d'ONG et même des représentants de partis politiques. Mis à part les FSM, Attac contribue aux manifestations et à l'organisation de nombreux autres forums, rencontres et contre-sommets alternatifs¹⁹. Attac lance également des campagnes dont la plus importante est celle pour le «Non de gauche» au traité constitutionnel européen (TCE) qui aboutira, après une forte mobilisation, au rejet du projet le 29 mai 2005. En 2006, après une crise interne, a lieu un important débat autour de la rédaction du Manifeste d'Attac, qui paraîtra en janvier 2007, avec comme mot d'ordre «bâtir un monde solidaire, écologique et démocratique» (Attac-France 2007).

L'ascension d'Attac est fulgurante, en témoigne l'augmentation croissante des membres de l'organisation : 5000 adhérents les six premiers mois, 10 000 la première

¹⁹ Par exemple : le Sommet des Peuples lors du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001; le contre-sommet de Gênes (Genoa Social Forum) en juillet 2001; les manifestations en France contre la conférence ministérielle de l'OMC à Doha, au Qatar, en novembre 2001; le contre-sommet alternatif au Conseil européen de Barcelone en mars 2002; le premier Forum social européen (FSE) à Florence en novembre 2002; les manifestations contre le G8 à Annemasse en juin 2003; le rassemblement altermondialiste du Larzac en août 2003; le deuxième Forum social européen à Paris en novembre 2003; le troisième Forum social européen à Londres en octobre 2004, le quatrième Forum social européen à Athènes en mai 2006.

année et près de 30 000 en 4 ans (Wintrebert 2007, 5). Les effectifs commencent à chuter à la fin 2005 à 25 500 adhérents. En juin 2006, suite à des allégations de fraudes dans le processus d'élection interne à Attac France, une crise secoue l'organisation²⁰. Ces accusations de fraude, menant à l'organisation de nouvelles élections, ne sont en fait que l'aboutissement d'une crise qui couvait déjà depuis le changement de direction dès 2002²¹. Les effectifs chutent drastiquement passant de 21 500 adhérents à la fin 2006 à 13 850 à fin 2007, puis 7 400 à la fin 2009. L'association demeure encore active aujourd'hui avec moins de 10 000 membres en France, mais près de 50 000 dans le monde, et ce dans 40 pays.

1.1.2 Représentations et répertoire du mouvement Attac France

L'article fondateur d'Attac, «*Désarmer les marchés*», la plateforme de 1998, le manifeste de 2002, sont les documents principaux contenant les déclarations et énoncés de principes du mouvement. Mais Attac produit également une documentation foisonnante: de nombreux livres, des Bulletins internes («Lignes d'Attac»), Courriels d'information («Grain de sable»), etc. La revendication pour l'établissement de la Taxe Tobin constitue un point de départ et possède une dimension symbolique importante. Toutefois, si elle constitue une revendication centrale elle ne constitue qu'un moyen tactique et non pas une fin en soi²².

²⁰ Des irrégularités concernant le dépouillage des votes lors de l'élection du Conseil d'administration, menant à un changement d'exécutif, conduisent à de nouvelles élections en 2007. Pour une synthèse des rapports d'experts portant sur ces irrégularités électorales, voir le rapport de René Passet, ATTAC-France (2006).

²¹ Une opposition s'était formée entre deux groupes: l'un regroupé autour de Bernard Cassen (président de 1998 à 2002), Michèle Dessenne (Secrétaire générale) et Jacques Nikonof (président de 2002 à 2006) ainsi que plusieurs membres et administrateurs; et l'autre, devenu majoritaire, composé de nombreux membres regroupés autour des trois vice-présidents, Susan George, François Dufour et Gustave Massiah. Pour une analyse approfondie de cette dissension, cf. Lusson (2007, 119); Agrikoliansky (2007, 34-35).

²² Comme le rappelle Bernard Cassen: «Since Tobin was an establishment economist, a Nobel Prize-winner in economics from the United States at that, his proposal possessed a certain automatic

L'une des représentations caractéristiques d'Attac est la participation active à des événements en marge de rencontres importantes : Attac participe ainsi à des contre-sommets, des contre-forums économiques, aux Forums sociaux européens (FSE) et à différents événements en marge des rencontres de dirigeants des institutions internationales (FMI, BM, OMC, OCDE). Attac y organise des conférences, kiosques d'information et colloques destinés à diffuser une information alternative. Le premier Forum social mondial (FSM) est né sous l'impulsion d'Attac France. C'est à Paris, dans le bureau même du cofondateur d'Attac, Bernard Cassen, que l'idée de tenir un forum alternatif face à celui de Davos est évoquée, sur la proposition des Brésiliens Chico Whitaker, membre de la coalition Justice et paix de la Conférence nationale des évêques brésiliens, et Oded Grajew, cofondateur de l'institut Ethos prônant l'éthique des entreprises (Rullière 2004, 152; Dupuis-Déri 2009, 42). Le lieu choisi pour accueillir ce forum social, la ville de Porto Alegre, est hautement symbolique. Comme l'indique Gilles Luneau : «La capitale de l'État " gauchiste " (1 300 000 habitants) a une dimension symbolique, car les maires du Parti des travailleurs (PT) qui la gouvernent depuis douze ans (successivement MM. Olívio Dutra, Tarso Genro et Raul Pont) y ont développé une forme de démocratie originale : le budget participatif» (Luneau 2002, 20). Cassen évoque une volonté de «rupture géographique et symbolique», d'opposition entre un Nord, froid, technocratique, riche et antipathique représenté par la station de ski de Davos, et d'un Sud, chaleureux, pauvre et sympathique incarnée par la ville brésilienne de Porto Alegre (Rullière 2004, 171). Mais plus que symbolique, les FSM serviront de lieu de

initial legitimacy, serving to highlight the scandalous character of the flows of global speculation today. So for the purposes of agitation, it makes an excellent weapon. But, of course, we never for a second thought that the Tobin tax was the one solution to the dictatorship of financial markets. It was just one point of entry to attack them» (Cassen 2003). Une militante de base exprime plus clairement cette idée: «Le mouvement Attac est né à partir de la proposition de James Tobin [...] C'est vraiment un départ pour sensibiliser [...] [qui] a été l'étincelle pour faire démarrer ce mouvement [...] mais ce n'est pas la finalité d'Attac» (Fack 2000, 40).

rassemblement de nombreux mouvements sociaux, partageant leur expérience et élaborant des revendications communes.

L'une des tactiques principales d'Attac est de former des lieux de contre-production idéologique qui rassemblent chercheurs, syndicalistes et militants associatifs. Ceux-ci mettent en œuvre une contre-expertise scientifique dans le but d'influencer les débats parlementaires et de mobiliser la population sur des enjeux concrets (Cassen 1999). Attac crée des lieux de rassemblement et de formations pour les militants, tels que les universités d'Été d'Attac France, ainsi que des universités d'Été d'Europe. En 2001, Attac offre son aide au Centre Europe tiers-monde (Cetim) et au Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) pour la rédaction d'un ouvrage (Pfefferkorn 2001). De nombreux chercheurs militants, membres ou non du comité scientifique d'Attac, se joignent au groupe «Économistes européens pour une politique alternative en Europe» afin de produire documents et rapports à l'intention des activités entourant la coalition pour l'avenir de l'Europe²³. Elle produit ainsi une contre-expertise et fait la promotion d'un modèle social européen et d'alternatives économiques, telles que l'établissement de la Taxe Tobin par exemple²⁴.

Une autre forme de représentation caractéristique d'Attac est de mener des campagnes contre des projets spécifiques, par exemple la campagne contre l'AMI et contre le PET, contre le Traité de constitution européenne, l'opposition à la directive

²³ La «Convention pour l'avenir de l'Europe» mise sur pied en 2002 devait engager un débat sur l'avenir de l'Union européenne. Elle mènera en juin 2003, à un projet de Constitution européenne dont est largement tributaire le Traité de Rome ratifié en 2004. Le groupe « Economistes européens pour une politique alternative en Europe », constitué de chercheurs, dont plusieurs sont membres d'Attac, rend public son mémorandum 2002: *de meilleures institutions, des règles et des moyens au service du plein emploi et du bien-être social en Europe* (Monde diplomatique 2003).

²⁴ L'analyse du modèle social européen et des alternatives économiques proposées par Attac sont abordées dans le troisième chapitre, voir pp. 85 et 86. Pour une analyse plus détaillée du modèle social européen, des critiques et des alternatives économiques proposées par Attac, voir Sophie Heine (2008b).

Bolkenstein²⁵, etc. La campagne contre l'AMI révèle au moins deux tactiques. La première est la mise en place d'observatoires visant à alerter les élus (nationaux et locaux) et la population des enjeux relatifs à des questions souvent très techniques. Des élus communistes, verts et socialistes ont alors formé un groupe parlementaire posant des questions au gouvernement. Cela a conduit l'Assemblée nationale à créer une mission d'information sur l'AMI dont le rapport eut des conséquences sur la décision de la France de se retirer des négociations. Attac agit ainsi en véritable groupe de pression. La seconde tactique est celle du «relais associatif» permettant la mobilisation de larges secteurs de la population en utilisant des moyens relativement modestes. Ainsi, la campagne contre l'AMI a mobilisé un «collectif contre l'AMI» rassemblant de nombreuses organisations²⁶. Il en est de même de l'adhésion d'Attac au «Collectifs du 29 mai» contre le TCE de 2005 ou encore du «Collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes» qui visait à promouvoir des candidatures aux élections présidentielles et législatives en France en 2007.

Une coordination de députés membres ou sympathisants d'Attac a poussé le projet de faire reconnaître à l'Assemblée nationale le principe de la taxe Tobin. Cette coordination, comprenant les députés Yann Galut (PS), Jean-Claude Lefort (PC), Georges Sarre (MDC) ainsi que M. Yves Cochet (Verts), et Chantal Robin-Rodrigo (députée radicale de gauche des Hautes-Pyrénées), a réussi à faire adopter le principe de la Taxe Tobin dans un amendement à la loi de finance le 19 novembre 2001 (Luneau 2002). Le mouvement réussit à obtenir une *certification*, alors qu'il est le

²⁵ La Directive européenne, adoptée par le collège des commissaires le 13 janvier 2004, vise l'application des normes du travail du pays d'origine des travailleurs. Elle s'inscrit dans la libéralisation des services (voir l'AMI et l'AGCS) et dans le projet global de l'abaissement des barrières non tarifaires. Ce projet est critiqué essentiellement par ce qu'il permet le «dumping social».

²⁶ Il s'agit entre autre de : AC!, Confédération paysanne, Droits devant, MRAP, Syndicat national unifié des impôts, fédération des finances CGT, Oxfam, SUD-PTT (Brie 1998).

principal promoteur d'un principe (la Taxe Tobin) qui est approuvé à l'Assemblée nationale²⁷. Cela participe plus largement à un processus d'*institutionnalisation*²⁸. En effet, Attac n'est pas qu'un acteur informel dans l'arène politique, mais il est légalement agréé en tant qu'association nationale de jeunesse et d'éducation populaire le 4 février 2002, en vertu de la loi française sur les associations de 1901 (Attac-France 2003).

La campagne de cartes postales et le projet de listes «100 % alter» constituent également des tactiques propres au mouvement qui se concentre sur le jeu parlementaire. La première consistait en la rédaction de petites cartes postales rappelant aux élus des partis européens les diverses critiques du mouvement sur des enjeux spécifiques à l'Union européenne. Bien qu'ayant avorté, le projet de liste «100% alter» était destiné à présenter des membres d'Attac et des personnalités sympathiques à l'association aux élections françaises.

1.1.3 Mise en scène, organisation interne et base sociale du mouvement

Attac se présente comme une association civile servant de carrefour aux divers groupes et tendances critiques de la mondialisation libérale. Attachant beaucoup d'importance à son degré d'expertise, notamment en valorisant le rôle du Conseil scientifique, la dignité du mouvement s'illustre par cette aura scientifique dont il s'entoure. L'unité du mouvement se vérifie par la convergence associative et militante derrière la dénonciation de la mondialisation libérale et de la proposition d'une alternative globale. Elle passe également par la place importante accordée au

²⁷ Dans l'ouvrage *Politique(s) du conflit*, les auteurs expliquent que la *certification* est un mécanisme qui consiste en un «signal émis par une autorité extérieure [dans ce cas l'Assemblée nationale] montrant qu'elle est disposée à reconnaître et à soutenir l'existence et la revendication d'un certain acteur politique [dans ce cas Attac]» (Tilly et Tarrow 2008, 353).

²⁸ L'*institutionnalisation* est un processus d'«incorporation de représentations ou d'acteurs politiques dans les routines de la vie politique organisée» (Tilly et Tarrow 2008, 355).

collège des fondateurs qui permet de maintenir l'impulsion initiale du mouvement et d'éviter la récupération politique ou un changement radical d'orientation. La masse d'Attac s'exprime à la fois par le nombre de membres individuels, mais également, et surtout, par des personnes morales (syndicats, associations communautaires, journaux et revues, etc.). La présence de ces membres procure au mouvement une légitimité plus forte dès lors qu'elle bénéficie du support d'une large frange du secteur associatif en France. L'engagement passe par la présence aux assemblées annuelles, la participation aux universités d'été, à l'organisation des contre-sommets et des différents événements ad hoc, etc. L'association prévoit également une cotisation mensuelle dont tous les membres doivent s'acquitter afin d'avoir les droits réservés aux membres, soit essentiellement le droit de participer aux Assemblées générales, de se présenter aux postes électibles et d'avoir le droit de vote.

L'association Attac France comprend cinq organes : l'Assemblée générale (AG); le Conseil d'administration (CA), qui désigne en son sein un bureau; le Collège des fondateurs; le Conseil scientifique (CS); les Comités locaux (CL), représentés par la Conférence nationale des comités locaux (CNCL). L'AG est l'organe souverain de l'association : elle vote les rapports annuels d'activité et de gestion (présentant les travaux de l'association, la situation financière et le bilan) et les orientations de l'association. Elle est composée de tous les membres ayant acquitté leurs cotisations et se réunit ordinairement une fois par an. Le CA prend toutes les décisions administratives concernant l'association. Il se prononce sur toutes propositions de modification des statuts, d'adhésion d'ATTAC à d'autres associations. Il définit également le règlement intérieur de l'association qui doit être adopté en AG. Il se compose de 25 à 40 administrateurs, dont 60% issus des adhérents et 40% des membres fondateurs²⁹. Les premiers sont élus par le collège des adhérents et les

²⁹ Cette proportion (adhérents directs et membres fondateurs) a été inversée à partir de 2006. Avant cette date, 18 membres fondateurs étaient élus par le Collège des membres fondateurs contre 12 membres actifs élus par le collège des adhérents.

seconds par le collège des membres fondateurs³⁰. Le Conseil élit en son sein, un président, un trésorier et autres membres du bureau. Le Collège des fondateurs assure les liens entre Attac et le mouvement syndical, le mouvement associatif et des organes de presse. Il propose au CA des orientations et lignes d'action. Le Conseil Scientifique propose les axes de recherche au CA, organise indépendamment ses travaux. Il est garant de la rigueur scientifique des études de l'association. Il se compose de membres de l'association et d'un président, ceux-ci étant nommés par le CA et proposés par le CS ou le CA. Enfin, les CL sont des organes autonomes régis par une charte et sont composés d'adhérents. La CNCL est l'organe de représentation des CL constituant le lieu d'échange et de débats entre les CL et le CA³¹.

La base sociale d'Attac France est majoritairement issue du milieu journalistique, associatif et syndical. Ainsi, les membres fondateurs de l'association comprennent neuf journaux ou revues³², cinq associations spécialisées dans la production d'informations et de synthèses économiques, juridiques ou sociales et une vingtaine d'autres³³, ainsi que quinze syndicats³⁴ (Wintrebert 2007, 13). La construction

³⁰ Les membres fondateurs sont des personnes physiques ou morales ayant participé au lancement de l'association, exceptés quelques-uns l'ayant rejoint après sa création (par exemple José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne, a été ajouté en 2002 au Collège des fondateurs). Les adhérents directs (ou membres actifs) sont des adhérents individuels participant à l'association.

³¹ Pour plus de détails, consulter les «Statuts d'Attac et Règlement intérieur» (Attac-France 2009). Voir également Lusson (2007); Plassart et Christian (2010); Wintrebert (2007); Cassen (1998c).

³² Il s'agit de : *Alternatives économiques*, *Charlie Hebdo*, *Golias*, *Le Monde diplomatique*, *Pétition*, *Politique* (Revue européenne), *Politis*, *Témoignage Chrétien*, *Transversales*.

³³ Ces derniers sont : CEDETIM, AITEC, CRID, FFMJC, Raisons d'agir, association pour le commerce équitable avec Artisans du monde, association à tendance féministe avec la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), pour le respect de l'écologie avec les Amis de la Terre, pour le développement des SCOOP (Confédération générale des SCOOP et ESCOOP), le Réseaux services publics européens, ou encore l'Union des familles laïques (UFAL), DAL, AC !, Droits devant !, MNCP, APEIS.

³⁴ Ceux-ci sont : Fédération de la CGT : Fédération des finances CGT, UGICT-CGT, SNPTAS Équipement CGT ; Fédération de la CFDT : FGTE-CFDT, Fédération des banques CFDT ; la FSU en tant que telle et ses composantes SNES, SNESup, SNUIPP ; le Groupe des Dix en tant que tel et deux

d'Attac a donc commencé par rassembler de nombreuses organisations ayant répondu à l'appel du *Monde diplomatique*. Le but premier du mouvement était de rassembler des personnes morales plutôt que des individus, afin de construire une association sur les structures militantes existantes (Cf. Cassen 2003).

Attac s'est d'abord construite nationalement, mais elle s'est diffusée rapidement dans de nombreux pays³⁵. Cette diffusion rapide ainsi que la volonté initiale du mouvement de construire un réseau militant large, a conduit à la création de nombreuses instances de coordination entre les Attac. Trois types de coordination internationale ont été créés : les rencontres entre dirigeants d'Attac, les rencontres des comités locaux et les universités d'été (Plassart et Christian 2010). À partir de 2002, Attacsem constitue la coordination exécutive entre les différentes Attac d'Europe et permet de relayer textes et campagnes dans les divers cadres nationaux en favorisant la participation la plus grande possible des multiples associations nationales. À partir de 2006³⁶, se tiennent des rencontres annuelles entre comités locaux, ayant pour but de construire des relations horizontales directes entre les Attac d'Europe. En 2008 a lieu la première université d'Été d'Attac et elle se tient depuis à tous les trois ans³⁷. Ces universités favorisent une participation plus directe des membres en organisant des ateliers animés par ceux et celles qui désirent s'impliquer.

de ses composantes fortes SUD-PTT et le SNUI ; des syndicats paysans : Confédération paysanne, Modéf.

³⁵ Suisse, Luxembourg, Belgique, Portugal (en 1999), Allemagne, Autriche, Espagne, Irlande, Maroc et Québec (en 2000), Italie, Grèce, Pologne, Norvège, Finlande, Argentine, Côte-d'Ivoire, Burkina Faso, Japon (en 2001), Suède, Hongrie, Togo (en 2002) et d'autres plus tard : Bénin (2008), Islande, Gabon et Guinée (en 2009).

³⁶ La première rencontre entre comités locaux s'est tenue en juin 2006, à l'initiative du comité Attac Weimar-Iéna. Cf. Plassard et Christian (2010, 124-125).

³⁷ La première eu lieu à Sarrebruck en août 2008 et réunie près de 800 participants, la seconde en août 2011 à Fribourg avec 1300 participants et la troisième en août 2014 à Paris réunissait plus de 1700 participants (Attac-France 2008; Attac d'Europe et Attac-France 2011; Souchevre 2014).

L'organisation interne même d'Attac France révèle des tactiques du mouvement. C'est notamment la place réservée aux membres fondateurs qui constitue l'une des tactiques du mouvement. Les statuts de l'association attribuent aux membres fondateurs une représentativité supérieure (60%) aux autres membres (40%) et séparent strictement en deux collèges électoraux les premiers des seconds. Cette pratique a pour objectif de contrer toute tentative de «récupération politique» ou d'«entrisme» d'une part, et d'autre part d'éviter un changement d'orientation, interne au mouvement, qui irait à l'encontre de l'impulsion initiale (Wintrebert 2007, 15). Ainsi, le collège des fondateurs est-il constitué en majeure partie d'associations et de groupes non partidaires.

1.2 Le cas d'OWS

1.2.1 Historique de la campagne d'OWS

L'occupation ferme du Zuccotti Park, qui constitue le cœur de la campagne d'OWS, ne dure strictement que deux mois, soit du 17 septembre au 15 novembre 2011. Cependant, le mouvement OWS déborde largement cette période. Il commence à s'élaborer dès juin 2011 et se développe encore aujourd'hui. Le mouvement s'est diffusé rapidement : après les deux mois d'occupation plus de 350 lieux étaient ou avaient été occupés dans l'ensemble du pays (Gillham, Edwards et Noakes 2013, 84). Par conséquent, OWS s'inscrit dans un mouvement plus large qu'il a lui-même contribué à créer.

Le mouvement Occupy trouve son origine directe dans un appel lancé par Micah M. White et Kalle Lasn, deux activistes et collaborateurs à la revue *Adbusters*, le 14 juillet 2011. L'appel est envoyé sur la liste de courriel des abonnés d'*Adbusters* — un réseau anti-consumériste et anticapitaliste canadien. On y appelait à investir Wall

Street pour quelque mois à partir du 17 septembre où l'on espérait y voir plus de 20 000 personnes (OWS S.d.). Dans le courriel d'origine, on entend expressément se baser sur les tactiques de l'occupation de la place Tahrir et du mouvement 15-M en Espagne. Pragmatique, la demande formulée par le mouvement devait être simple et unique, et devait être portée par une pluralité de voix : mettre fin à la corruption de la finance sur la politique américaine. Un ultimatum pouvant se réduire à une expression «Democracy not corporatocracy!»³⁸.

Le 17 septembre, quelques centaines d'activistes ayant répondu à l'appel marchent dans le district financier et se dirigent vers le Zuccotti Park. D'autres manifestants se rencontrent au Bowling Green Park, répondant à l'appel du groupe US Day of Rage ou encore à celui de l'«Operation Lighthouse» du groupe Anonymous. Tous convergent finalement au Zuccotti Park et le choisissent comme lieu d'occupation. La première journée d'occupation accueille plus de 1 000 personnes (AFP World News 2011). Le soir, plus de 700 activistes assistent à la première Assemblée générale — nommée New York City General Assembly (NYCGA) où les Principes de Solidarité sont adoptés. Les jours suivants, des marches ont lieu dans les rues de Wall Street à l'heure du «morning bell» qui annonce l'ouverture de la Bourse de New York. Les occupants tiennent une Assemblée générale quotidiennement et ouverte à tous et toutes. Cette dernière est au cœur de l'organisation du mouvement et de la prétention à pratiquer une démocratie réelle ou directe.

Ce n'est qu'après les quatre premiers jours d'occupation que le mouvement commence à être médiatisé³⁹. Le 24 septembre, une grande manifestation est

³⁸ Pour consulter le courriel original, il est reproduit sur ce site : <http://www.micahmwhite.com/occupywallstreet/>

³⁹ Le show télévisé *The Colbert Report* et les journaux *The Guardian* et *The New York Times* commencent à couvrir les événements entourant le mouvement OWS à partir du 21 septembre.

organisée, culminant au Union Square dans le centre-ville de Manhattan. Le NYPD fait environ 80 arrestations (Goldstein 2011). Une vidéo virale montrant une manifestante se faire poivrer, contribue à la médiatisation du mouvement. De nombreuses personnalités publiques témoignent de leur appui au mouvement et certaines se rendent au parc y prononcer des allocutions⁴⁰. Bien que des syndicats aient participé au mouvement dès ses débuts, c'est vers la fin septembre que plusieurs syndicats officialisent leur soutien au mouvement⁴¹. Le 30 septembre, le mouvement se dote d'un journal, le *Occupied Wall Street Journal* (La Roche 2011). La publication du journal est possible grâce à une campagne de financement, élaborée avec l'aide des *Yes Men*, ayant générée plus du double de ce qu'avait prévue les organisateurs au départ (The 99% S.d.).

Le 1^{er} octobre a lieu la plus grande marche initiée par le mouvement depuis sa création. Environ 2 000 manifestants se joignent aux occupants du Zuccotti Park et se déplacent vers le pont de Brooklyn. Les forces policières procèdent à près de 700 arrestations. Quelques jours plus tard, une manifestation plus grande encore, débutant au Foley Square, réunit de 5 000 à 12 000 personnes. C'est le début d'un soutien politique et syndical large au mouvement. Sur le plan international le mouvement s'étend à près de 1000 villes à travers le monde⁴². Au cours des semaines qui suivent,

⁴⁰ Ce sont surtout des intellectuels qui ont manifesté leur soutien au mouvement en prenant publiquement position, tel que Noam Chomsky, Lawrence Lessig, ou même en se rendant directement sur place, Slavoj Zizek, Cornel West, Joseph Stiglitz (Slate Staff 2011). Des artistes participent également : le réalisateur engagé Michael Moore se rend le premier au parc, et d'autres artistes se rendent sur place tels que Danny Glover, Susan Sarandon, Mark Ruffalo, Yoko Ono, Lupe Fiasco.

⁴¹ Le 28 septembre, le syndicat du transport (TWU Local-100) vote un support au mouvement. D'autres syndicats appuient officiellement le mouvement: Retail, Wholesale and Department Store Union (RWDSU), National Nurses United, American Federation of State County and Municipal Employees, AFL-CIO (AFSCME), Laborers' International Union of North America, Amalgamated Transit Union, United Steelworkers et Industrial Workers Of The World (IWW).

⁴² En effet, dès le 17 octobre 2011, The Guardian publiait un article de presse rapportant 951 villes occupées dans 82 pays (The Guardian 2011)

d'autres manifestations d'envergure sont organisées par OWS, notamment deux manifestations internationales «United for Global Change» et «Global Day of Rage» respectivement les 15 et 25 octobre.

L'éviction des occupants du Zuccotti Park a finalement lieu le 15 novembre : entre 1h du matin et 4h du matin la place est vidée de tous ses occupants. Les commerçants des rues adjacentes au parc sont prévenus, puis un avis d'éviction est distribué peu de temps avant l'opération. Près de 200 arrestations sont reportées, dont le conseiller de ville Ydanis Rodriguez. Les effets personnels (ordinateurs, livres et autres équipements dont une partie considérable a été détruite) des occupants sont confisqués et envoyés au département d'assainissement (Hammond 2013, 515).

Si l'occupation ferme du parc est terminée, le mouvement ne s'éteint toutefois pas complètement. Rappelons d'abord que le mouvement Occupy a atteint des proportions mondiales non négligeables, laissant son empreinte sur de nombreuses villes à travers le monde⁴³. Mais à New York également le mouvement perdure. Le 15 novembre a lieu une journée nationale d'action pour protester contre l'éviction d'OWS réunissant près de 30 000 personnes⁴⁴. Le mouvement «Occupy Our Homes» visant à prévenir les évictions et les saisies de maisons existe toujours. D'autres modalités d'occupation prenant des formes diffuses ont suivi, telles qu'Occupy Harlem, Occupy our Mail, Occupy the Dream, Occupy Student Debt, etc. La grande

⁴³ Un an après la première occupation, le 17 septembre 2012, le journaliste Simon Rogers du *The Guardian* publie une carte graphique montrant les foyers d'occupations à travers le monde au cours de l'année qui en dénombre 1518. Cette carte interactive est disponible à l'adresse suivante : <http://www.theguardian.com/news/datablog/interactive/2012/sep/17/occupy-map-of-the-world>

⁴⁴ Le matin, à partir de 7h am, plusieurs groupes d'action directe ont tenté de bloquer plusieurs endroits de Wall Street : l'édifice du Marine Midland, l'entrée du NYSE, etc. Les blocages échouent et près de 150 personnes se font arrêter. Vers 15 h une autre série d'action directe implique l'occupation de wagons de métro dans 16 stations. À 16h le maire Bloomberg confirmait qu'il y avait 177 arrestations et le NYPD reportait une participation de 30 000 manifestants dans la journée (CNN Wire Staff 2011).

manifestation du 1^{er} mai 2012 a été planifiée et organisée par de nombreux responsables d'OWS en partenariat avec les syndicats. Enfin, l'initiative Occupy Sandy, visant à fournir une aide aux sinistrés après l'ouragan d'octobre 2012, et le mouvement de soutien à la grève des travailleurs de Walmart, autant celui du printemps 2012⁴⁵, que ceux d'octobre 2013 et de novembre 2014, témoignent de la pérennité du mouvement.

1.2.2 Représentations et répertoires du mouvement OWS

C'est d'abord le mécanisme d'*émulation* qu'OWS réussit avec succès à activer. En effet, le mouvement des Indignés en Europe et l'occupation de la place Tahir furent des adaptations réussies au répertoire d'actions collectives américain.

Le répertoire d'OWS contient des représentations classiques, telles que des manifestations, rassemblements et marches. Le «morning bell march» est une marche quotidienne, ayant lieu à 9h30 du matin, qui coïncide avec la cloche annonçant l'ouverture de la bourse à Wall Street (Los Angeles Times 2011). Des marches plus populaires sont également organisées en soutien au mouvement, telles que la marche du Union Square, celle devant le siège du NYPD, la grande marche sur Brooklyn Bridge ou encore la marche du Foley Square. OWS a également appelé à rejoindre des manifestations internationales, telles que la manifestation internationale du «United for #GlobalChange» et le «Global Day of Rage».

La création de l'Assemblée générale d'OWS (NYCGA), comme institution première du mouvement, permet d'offrir un lieu de rassemblement ouvert et permanent. À cet égard, le choix d'occuper un parc public en face de Wall Street est en plus d'être

⁴⁵ Lors de la première campagne nationale de grève contre Walmart, durant l'automne 2012, c'est plus de 1 000 points de ventes à travers les États-Unis qui ont été occupés (Manilov 2013, 208).

symbolique une tactique permettant de faciliter la visibilité du mouvement ainsi que de favoriser la participation effective des sympathisants. C'est dans ce lieu que le mouvement adopte des déclarations publiques importantes, dont les *Principes de solidarité*, la *Déclaration de l'Assemblée générale de New York*⁴⁶ et la *Déclaration d'autonomie*⁴⁷.

Les tactiques d'OWS désactivent efficacement la frontière ethnique, particulièrement importante aux États-Unis. Si les principes d'inclusion et de solidarité énoncés dans ces déclarations ont contribué à désactiver la frontière à petite échelle, ce sont d'autres initiatives qui ont contribué à en faire un véritable processus. Après seulement quelques jours le mouvement s'est diffusé, exportant ses méthodes aux quartiers pauvres où prédominent les «minorités visibles». L'initiative Occupy the Hood, proposé par Malik Rhasaan, avait pour but de rejoindre les «non-blancs» moins présents sur le site d'OWS. Elle eut du succès alors que de nombreux groupes se constituèrent dans différents quartiers de NY et plus généralement des États-Unis (Rebick 2013, 5-6). L'initiative «Occupy the Dream» en l'honneur de Martin Luther King est également au registre de ces tactiques participant à la *désactivation de frontière*.

Les tactiques d'OWS se révèlent également efficaces dans la manière d'activer le mécanisme de *diffusion*. Le mouvement inspire dès le début d'autres initiatives dans d'autres villes nord-américaines puis se répandent à travers plus de 900 villes dans le monde (Rogers 2011). Cette diffusion est rendue possible par la création d'organisations spécialisées telle que le *Movement Building Working Group*, qui était

⁴⁶ Les premiers sont rédigés le 17 septembre et adoptés le 29 septembre en AG, les seconds sont adoptés également le 29 septembre (Cf. NYCGA 2011c; NYCGA 2011a; NYCGA 2011b).

⁴⁷ Cette déclaration est adoptée le 10 novembre et sera amendé le 3 mars 2012. (Cf. NYCGA 2011e).

chargé de créer les structures et pratiques nécessaires afin de lier globalement le mouvement, et la création du site *InterOccupy.net*, qui répondait au besoin de créer un réseau de communication robuste à cette fin (Manilov 2013, 207).

De nombreuses représentations du mouvement OWS sont des initiatives ayant pour cible le système bancaire et financier. Strike Debt est une initiative visant à résister à un «système global de domination et d'exploitation»⁴⁸. Elle comprend la publication d'un document de base, *The Debt Resisters' Operation Manual* (analyse engagée des conséquences économiques et sociales de la dette), le soutien à la campagne «Occupy Student Debt», la tenue d'Assemblées et de formations, le lancement du Rolling Jubilee et diverses actions directes à portée symbolique et/ou pratique (Folks from Strike Debt 2012a). Elle vise la création d'un mouvement de portée nationale ayant pour but de lutter pour la «justice économique» et la «liberté démocratique» (Folks from Strike Debt 2012b). Si les initiatives de Strike Debt débordent le cadre du mouvement OWS, le Rolling Jubilee et l'appel au Bank Transfer Day ont été adoptés par le mouvement.

Le Rolling Jubilee vise à effacer les dettes personnelles des débiteurs américains par la création d'un fond de rachat des dettes qui a pour vocation de les détruire⁴⁹. Ainsi, la tactique du Rolling Jubilee consiste à utiliser un procédé financier en vigueur, soit l'achat de dette, pour ensuite l'éliminer plutôt que d'envisager de réaliser un profit. L'effet escompté est alors double: d'une part, créer un effet boule de neige, les débiteurs (ou des gens de leur entourage) ayant été informés que leur dette a été annulée peuvent reproduire cette initiative; d'autre part, et de manière plus importante

⁴⁸ Strike Debt est créé à l'issue d'une série d'Assemblées publiques qui ont commencé en mai 2012 à New York.

⁴⁹ Le Rolling Jubilee est une initiative qui précède Occupy mais qui sera intégré très tôt au mouvement par notamment Micah White, Thomas Gokey et David Graeber. Cf. (Debt Collective S.d.; Mauldin 2002; White S.d.)

encore, cette tactique à une vertu hautement pédagogique alors qu'elle permet de faire comprendre la nature du système de dette. Le Rolling Jubilee vise ainsi à légitimer le pardon, et par conséquent à rendre le défaut de paiement moralement acceptable (Cook 2013, 85). Bien que cette initiative soit restée à petite échelle, en comparaison au système de dettes quelle prétend vouloir abolir, le Rolling Jubilee a donné des résultats. Ainsi, à ce jour plus de 700 000 USD ont été amassés et plus de 30 millions USD de dette ont été abolis⁵⁰. L'Appel au Bank Transfer Day est une autre tactique similaire. Bien qu'étant une initiative du mouvement «move your money⁵¹», le mouvement OWS sert de courroie de transmission afin d'en augmenter la portée. L'idée est de coordonner le transfert des avoirs bancaires de modestes épargnants des grandes banques commerciales vers des institutions financières coopératives. Cette initiative semble avoir porté fruit alors que le nombre de membres des coopératives financières a augmenté et ce de manière apparemment durable⁵².

L'utilisation du web comme espace de réseautage est une tactique importante du mouvement⁵³. Le mouvement créé de nombreuses plateformes de diffusion⁵⁴. Occupy

⁵⁰ Le site officiel du Rolling Jubilee, mis en place par le collectif Strike Debt, rapporte 701 317 USD de fond amassé et l'équivalent de 31 982 455 USD de dettes abolies en date du 25 mai 2016. Voir Rolling Jubilee S.d.

⁵¹ Arianna Huffington, co-fondatrice du *Huffington Post* et femme politique américaine, en avait fait la promotion dès 2009 suite aux «bailouts» succédant à la crise de 2008.

⁵² Bill Cheney, PDG de la Credit Union Association rapporte que l'année se terminant le 30 juin 2012 a vu le nombre d'épargnants augmenter de 2,2 millions de nouveaux membres, une augmentation sans précédent depuis plus d'une décennie. La moyenne étant de 1,2 millions par année durant les dix dernières années (Cheney 2012).

⁵³ Judy Rebick observe que le mode d'organisation des campements Occupy ressemble de très près à celui des réseaux en ligne (Rebick 2013, 81).

⁵⁴ Un journal : *The Occupy Wall Street journal*, dont le site web offre de l'information en continue (<http://occupiedmedia.us/>); une chaîne de télévision web de diffusion 24/24h en streaming : *Globalrevolution.tv*; différents sites web : le site web officiel d'Occupy Wall Street créé dès le 14 juillet 2011 (<http://occupywallst.org/>), le site web de l'Assemblée générale de la Ville de New-York (<http://www.nycga.net/>), la page Facebook officielle d'Occupy Wall Street, créée dès le 5 juillet 2011. (<https://www.facebook.com/OccupyWallSt.org?>), la page facebook de la communauté Occupy Wall

the Boardroom compte également au nombre des tactiques du mouvement. Créée le 13 octobre⁵⁵, le site internet met à la disposition de tous les noms et fonctions des cadres des six principales banques américaines (sans toutefois divulguer l'adresse de ces personnes, les activistes s'assurant de transmettre les lettres aux destinataires). L'idée est d'adresser des lettres, ouvertes au public ou privées, à ces personnes de manière à ce qu'elles soient informées de ce que d'autres citoyens pensent. Cette tactique ne faisait toutefois pas consensus au sein du mouvement⁵⁶. En date du 28 octobre, plus de 6000 lettres avaient été envoyées aux administrateurs de Citibank, Wells Fargo, Morgan Stanley, Bank of America et JP Morgan Chase (Occupy the Boardroom 2011).

Le financement du mouvement Occupy repose essentiellement sur des dons individuels et d'organisations syndicales. Mais il repose également sur des campagnes innovatrices utilisant les médias sociaux. Ainsi, une campagne «Kickstarter» a permis d'amasser 12 500 USD, ce qui a rendu possible l'impression de six éditions successives du journal *The Occupy Wall Street* (Gamson et Sifry 2013, 160). En tout, les dons au mouvement ont totalisé 700 000 USD au cours des six premiers mois d'existence d'OWS (Cabrera 2012).

Enfin, d'autres tactiques s'observent à l'échelle réduite du mouvement. Le «micro humain» est la tactique de communication mise en place par les participants

Street qui a été créée le 17 septembre la journée de la première occupation (<https://www.facebook.com/OccupyWallSt>); un site tumblr *We are the 99%* constituant un blog collaboratif (<http://wearthe99percent.tumblr.com/>); la création de page web ad hoc, telle que celle du Occupy the Dream (<https://www.facebook.com/OccupyTheDream?ref=ts&fref=ts>).

⁵⁵ Le site d'origine, OccupyTheBoardroom.org, n'existe plus mais une page facebook (<https://www.facebook.com/occupytheboardroom>) a été créée le 2 novembre 2011 et existe toujours.

⁵⁶ Pour Mark Greif, cette initiative est un «mode de protestation bourgeois» dans la mesure où elle s'appuie sur les valeurs de la classe moyenne, c'est-à-dire composé de petits propriétaires, du moins de gens partie prenante au système, et qu'elle s'adresse à l'idéal américain renvoyant à la conception jeffersonienne de la démocratie (Lindgaard et al. 2012, 167–169).

d'Occupy dans le Liberty Square, suite à l'interdiction des autorités de New York d'utiliser des dispositifs d'amplification telle que le mégaphone. Cette tactique favorise l'écoute active alors que les participants doivent répéter ce qu'ils entendent, mais elle permet également de signifier à l'orateur les désaccords en ne répétant pas ses propos, par exemple. Cette pratique va de pair avec une volonté de mettre en place une structure horizontale du mouvement qui s'oppose au «verticalisme» de la «vieille gauche» (Frances Fox Piven 2013, 192).

1.2.3 Mise en scène, organisation interne et base sociale du mouvement

OWS se présente comme une communauté autonome possédant une cuisine collective, une librairie publique, des tentes, etc. La dignité du mouvement passe par la conservation de cet espace autonome. Par exemple, lorsque le maire décide de procéder à l'éviction des occupants pour cause de salubrité, le mouvement crée des groupes spécifiquement chargés d'assurer la propreté des lieux. L'unité passe par l'inclusion de tous ses membres. En effet, le mouvement attache énormément d'importance à l'intégration et aux respects des différences. Par exemple, après qu'un journaliste ait fait courir le bruit que le mouvement serait antisémite, près de 200 juifs se sont rendus sur le campement le jour du Yom Kippour afin de réciter la première prière: le Kol Nidre (Rebick 2013, 20). La masse s'exprime d'abord par l'identification au 99%. Par exemple, le site tumblr *We are the 99%* présente le mouvement comme celui de la vaste majorité des Américains. L'utilisation de cette vitrine participe du mécanisme d'*attribution de similitude* par lequel un acteur (militant d'OWS) reconnaît un autre acteur (l'américain moyen) comme relevant de sa catégorie. La tactique est ici de renforcer une identité commune d'un «nous» (le «99%») par opposition à un «eux» (le «1%») et de contrer la critique présentant le mouvement comme «une jeunesse utopique et immature» ou encore «une bande de hippies». Mais la masse s'exprime également par la présence constante d'occupants dans le parc et dans l'organisation de grandes marches à travers la ville.

L'engagement est au cœur du mouvement qui n'hésite pas à opposer ce terme à celui de «demandes». En effet, le mouvement ne formule pas de demandes précises et invite plutôt les gens à s'impliquer directement.

OWS est un mouvement qui a été décrit comme spontané et n'ayant pas de structures formelles, voir pas de structure du tout⁵⁷. Cependant, une étude attentive du mouvement nous informe, au contraire, que de nombreuses procédures formelles ont été mises en place, et que le fonctionnement interne demeure relativement complexe⁵⁸. La logistique mise en place est d'autant plus importante que le mouvement affirme dès le début s'inscrire dans la logique «the medium is the message» ce qui implique que l'organisation interne du mouvement est hautement politique (Lang 2012, 112). On peut ainsi distinguer trois types de rencontres: les Assemblées générales, les «Spokes Council» et les groupes de travail; quatre phases formelles lors des réunions (ordre du jour / propositions, rapports des groupes de travail, annonces et tribunes); cinq rôles de facilitateurs; huit signaux de la main; des règles sur les façons de faire des propositions, des règles sur le fonctionnement du consensus, etc. (Leach 2013, 184).

L'Assemblée générale de la ville de New York (NYCGA) occupe une partie importante du mouvement qui prétend mettre en œuvre une démocratie directe⁵⁹. La

⁵⁷ Cette opinion portant sur l'aspect supposément désorganisé du mouvement est souvent formulée comme un reproche présumant que le manque de structure formelle laisse place à une forme de pouvoir informelle d'autant plus pernicieuse qu'elle s'exerce de manière invisible. Ce raisonnement souvent évoqué pour dénoncer la «tyrannie de l'absence de structure», se fonde sur un article désormais célèbre de la féministe et politologue Jo Freeman (1972). Mais comme le fait remarquer Darcy K. Leach à propos d'Occupy: «the real problem is not how to avoid the tyranny of structurelessness, but how to sustain structures of tyrannylessness» (Leach 2013, 181).

⁵⁸ Manissa, militante ayant participé aux premières Assemblées d'OWS, qualifie ces procédures d'«hautement structurées», de «techniques» et «souvent laborieuses» (Maharawal 2013, 178).

⁵⁹ Les Assemblée étaient de durée variable (entre une heure et plus de sept heures) mais elle durait en moyenne 4 heures (McElgunn 2012, 33).

règle qui s'applique à OWS est celle du consensus à 90% des voix exprimées. Une décision peut toutefois être bloquée si une personne manifeste un désaccord si profond que le fait de maintenir la décision la contraindrait à quitter le groupe. L'Assemblée est alors amenée à trancher sur le maintien de la décision ou sa réouverture au débat⁶⁰. Pour atténuer le désavantage du consensus (celui de ne pas prendre suffisamment en compte la mesure des désaccords) un véritable système de signe a été élaboré. Afin de signifier leur appui, les participants sont invités à lever les bras au-dessus de leur tête, à agiter les doigts pour un appui plus modéré, à lever les bras à 45 degrés pour désapprouver, à mettre les bras croisés sur sa poitrine pour bloquer une proposition, à former un «c» avec la main pour demander des clarifications, etc. (Cf. Rebick 2013, 68; Lindgaard et al. 2012, 47).

OWS comprend entre 70 et 100 groupes de travail affectés à toute sorte de tâches allant du nettoyage du site, à l'élaboration d'innovations bancaires alternatives en passant par les comités d'éducation, d'action directe, d'instauration de lieux sûrs («safe spaces»), etc. (Rebick 2013, 67) On peut distinguer trois types de groupe de travail⁶¹: les groupes logistiques (premiers soins, confort, cuisine, assistance etc.) qui concernent les activités quotidiennes du camp; les groupes thématiques qui traitent moins des considérations quotidiennes que des problèmes plus généraux; les groupes de caucus qui regroupe les gens discriminés ou marginalisés (McElgunn 2012, 36).

⁶⁰ Judy Rebick explique que de telles obstructions ont souvent amenées l'AG à reconsidérer une décision et que ce mécanisme a d'autant plus d'importance que l'inclusion est un principe au cœur du mouvement (Rebick 2013).

⁶¹ Les principaux groupes de travail en terme d'effectifs ont été: «Think Tank», «Action directe», «Arts & Culture», «Politiques & réforme électorale», «Tech Ops», «Vision & Goals», «Facilitation», «Outreach», «Empowerment and Education», «Movement Building», «Alternative Banking», «Structure», «Political Action & Impact», «Finance, aka Accounting», «WOW (Women of Wall Street)», «People of Color», «Environmental Solidarity», et «Legal». Cf. Gitlin (2012, 32).

Au départ le mouvement est issu d'initiatives de groupes militants. Ainsi, la base sociale du mouvement repose d'abord sur un mince réseau de militants «radicaux» pratiquant l'action directe : les militants d'Adbusters, le groupe US Day of Rage, le groupe New Yorkers Against Budget Cuts, le groupe d'hacktivists Anonymous, etc. Mais le choix de s'établir dans un parc public et d'y tenir des activités ouvertes à tous contribue à attirer de nombreuses personnes y compris parmi les non-militants. Toutefois, lorsqu'on observe le noyau dur des activistes du mouvement, on se rend compte qu'il est constitué majoritairement de jeunes étant par choix ou non déconnectés des institutions sociales (Gitlin 2013, 15). Des marginaux de toutes sortes, on retient les sans-abris qui deviennent des alliés autant utiles que nuisibles au mouvement⁶². Les syndicats les plus revendicatifs constituent également une base pour le mouvement. Enfin, OWS peut compter sur de nombreux artistes et intellectuels qui témoignent leurs soutient au mouvement et contribuent à sa popularité.

La base sociale d'OWS est à la fois le produit des conjonctures et le résultat de mécanismes que le mouvement a su activer ou désactiver. Ainsi, les mécanismes d'*attribution de similitudes* et d'*intermédiation* ont été activés suite à l'adoption de campagnes novatrices et la création d'organisations spécialisées chargées de faire le pont entre différents secteurs de la société. Le mouvement participe à des activités et met en place des organisations spécialisées afin de créer des liens avec le monde syndical : soutient de manifestations syndicales, participation à l'organisation de la

⁶² Christopher Herring et Zoltan Glück expliquent : «D'un côté de l'équation, les sans-abri ont été décrits comme des alliés déterminants : ils rallient un grand nombre de gens à la cause, aident à maintenir en place les occupations de plus en plus clairsemées à mesure que l'hiver se fait plus vigoureux, partagent leurs techniques pour dormir à la dure et s'avèrent être de puissants symboles de la brutalité du système économique. Plus fréquemment cependant, les sans-abri ont été dépeints comme un handicap, ou un risque : ils détournent l'énergie des occupants des vrais combats à mener, exacerbent les problèmes de propreté dans le campement, heurtent la sensibilité des campeurs de la classe moyenne, agressent physiquement ou verbalement les passants et les participants et corrompent l'image d'une protestation ordonnée» (Lindgaard et al. 2012, 226–227). Sur cette question, voir également l'article de Rebecca Schein (2012).

manifestation du 1^{er} mai 2012; formation du OWS Labor Alliance, qui rassemble d'autres groupes de travail d'OWS et des organisations externes touchant à la thématique du travail, faisant le pont avec le milieu syndical⁶³. Les mêmes mécanismes sont activés afin d'aller chercher les différentes communautés ethniques : la création d'un groupe de travail «People of Color», la campagne «Occupy the Hood», l'initiative «Occupy the Dream⁶⁴» etc. Enfin, le mouvement s'allie à d'autres réseaux militants en créant des coalitions *ad hoc* : la campagne contre le projet de pipeline Keystone qui comprenait notamment les organisations 350.org, Greenpeace, Indigenous Environmental Network et des personnalités célèbres du militantisme, notamment Naomi Klein et James Hansen⁶⁵ (Rebick 2013).

1.3 Conclusion

En comparant les tactiques des mouvements Attac et OWS, on peut noter un certain nombre de similitudes. Tout d'abord, les deux mouvements adoptent des formes relativement classiques de représentations telles que les manifestations de rue, les rassemblements en marge d'évènements ou devant des lieux symboliques, la publication de documents publics (tracts, journaux, manifestes, déclarations, etc.) et la formulation de slogans. Les formes de représentations spécifiques aux deux acteurs

⁶³ «Art & Labor», regroupe des travailleurs et étudiants dans les domaines artistiques; «Immigrant Worker Justice», réuni militants pour la défense des travailleurs immigrants; «Labor Outreach Committee» est constitué de syndicalistes ayant pour but d'assurer la coordination entre les syndicats et le mouvement social; «Occupy the DOE» regroupe parents et étudiants dénonçant notamment les réformes du Département d'éducation de la ville de NY; «Occupy Your Workplace» rassemble des syndicalistes cherchant à diffuser sur les lieux de travail la culture de l'autogestion ouvrière.

⁶⁴ De nombreux groupes religieux de la communauté noire ont ainsi participé à des vigiles les 15 et 16 janvier 2012 et ont également participé au grand rassemblement de Washington D.C. du 12 au 15 avril 2012.

⁶⁵ Bill McKibben, fondateur de la *Tar Sands Action*, à la tête de la coalition exprima la convergence de la lutte écologiste et du mouvement occupy par le slogan «One movement, One Goal» (Lacey 2011).

ne sont pas non plus nouvelles. La production d'une contre-expertise et le recours à des pétitions nationales dans le cas d'Attac ainsi que la tactique d'occupation dans le cas d'OWS, font partie de répertoires d'action qui précèdent ces deux mouvements comme nous allons le voir dans le chapitre suivant. Toutefois, c'est dans la manière de combiner les différentes représentations du répertoire que les mouvements révèlent leur originalité.

L'innovation d'Attac apparaît dans sa conversion en véritable lieu de convergence des divers mouvements associatifs. Attac réussit à créer un mouvement suffisamment large capable de rassembler de nombreuses associations et tendances politiques qui ont toutes pour dénominateur commun la critique de la mondialisation libérale et qui voient la nécessité d'accroître le rapport de force de la société civile face aux gouvernements, firmes et institutions internationales. La tactique visant la création des FSM et des FSE est particulièrement représentative du répertoire d'Attac. En effet, ces Forums sociaux constituent des lieux de convergences majeurs où de nombreux militants d'association civile, syndicale ou gouvernementale peuvent échanger, établir des liens et élaborer des objectifs communs.

Si le mouvement OWS a utilisé des tactiques qui avaient été élaborées par d'autres mouvements (la tactique de l'occupation, le microphone humain, les signaux de la main, etc.), c'est le fait qu'il a adopté ces tactiques de mouvements sectoriels dans un mouvement de masse pour la justice sociale qui constitue l'une de ces principales innovations⁶⁶. L'aspect le plus novateur d'OWS aura été de faire de l'occupation le but ultime du mouvement. L'occupation de l'espace permet au mouvement de montrer (aux élites, mais surtout au public en général) le genre de société qu'il

⁶⁶ Pour le sociologue Darcy K. Leach l'une des innovations d'OWS est d'avoir importé des pratiques de franges de mouvements d'action directe (appartenant par exemple aux mouvements pour les droits civiques, les mouvements des femmes, les mouvements environnementalistes, etc.) dans le registre des pratiques d'un mouvement de masse pour la justice sociale (Leach 2013, 180-181).

revendique ainsi que sa capacité à l'organiser démocratiquement. L'espace occupé est par conséquent symbolique — rebaptisation du parc «la Place de la Liberté» et campement situé en face de la place financière —, mais plus que cela, il est la formation de microsociétés inclusives et égalitaires, régies par une démocratie directe vouée à la recherche de consensus. Comme le rappelle Rebecca Schein, OWS a été compris à la fois comme un lieu où mobiliser des ressources politiques (un espace de rencontre, de délibération et de prise de décision) et une étape préfigurative de la politique (Schein 2012, 17). Autrement dit, le mouvement met en acte, ou cherche à incarner, ce à quoi il aspire. Il constitue un espace oppositionnel, dans lequel on revendique une démocratie directe, une organisation transparente, inclusive et équitable, diamétralement opposée à l'espace public officiel, où la démocratie représentative est dénoncée comme étant colonisée par des intérêts privés et comme étant une organisation opaque, exclusive et inéquitable.

La comparaison des tactiques des deux mouvements nous permet également d'entrevoir quelques différences importantes. L'une d'elles réside dans la participation aux institutions politiques. Attac France a proposé une liste de candidats (100% alter) aux élections européennes en 2003. Bien que cette tentative ait échoué et qu'elle n'ait pas rallié un consensus, elle révèle toutefois une méfiance moins grande envers le système politique institué que ce que l'on retrouve chez OWS. Les diverses pétitions nationales qu'a fait circuler Attac, la production de rapports à l'usage des parlementaires, la participation à des missions d'information et la coordination avec des députés à l'Assemblée nationale atteste également de cette volonté d'influencer le gouvernement et de participer aux instances politiques. Cette volonté se manifeste aussi dans les tactiques visant la création de lieux de convergence. Même les FSM ou les FSE, qui se veulent des lieux autonomes face aux forums de Davos et aux rencontres de l'Union européenne, admettent des acteurs politiques institutionnels.

À l'inverse, les tactiques d'OWS visent la création d'un espace complètement autonome et extérieur aux institutions politiques. OWS a systématiquement rejeté la participation électorale ou le recours à toute forme de partisanerie comme tactique (Gautney 2012, 605). En plus de la création d'espaces autonomes, OWS opte pour des tactiques qui appellent davantage à l'action directe de la part de la société civile qu'à influencer l'action gouvernementale ou le processus électoral. Par exemple, l'appel du Bank Transfer Day ou le Rolling Jubilee sont des initiatives qui s'adressent directement aux personnes sans médiation institutionnelle, et qui appellent à une résolution directe et non pas à un changement au niveau législatif ou juridique.

On peut également constater une divergence au niveau de l'implication des participants dans les deux mouvements. Les participants newyorkais peuvent s'impliquer à tous les échelons: se joindre à l'Assemblée Générale (AG), participer ou diriger un groupe de travail et même organiser un nouveau campement. De plus, le mouvement Occupy admet une autonomie totale entre les diverses unités d'occupations, alors que l'AG (institution locale) demeure l'instance souveraine. Si les initiatives des militants français sont encouragées et si les organisations locales jouissent d'une grande autonomie, il n'en demeure pas moins que le collège des fondateurs a des prérogatives plus importantes que les autres membres et que l'association nationale jouit d'un statut plus important que les instances locales ou internationales. Il en est de même du rôle primordial qu'Attac attribue à la fonction de Président, contrastant avec la structure d'Occupy fonctionnant sans chefs, voire sans portes paroles. D'autre part, au moins deux facteurs rendent la participation à Attac relativement moins inclusive : la participation au comité scientifique, qui élabore les lignes d'Attac, s'adresse aux intellectuels jouissant d'une reconnaissance pour leurs compétences (souvent certifié par un diplôme universitaire) ; et la cotisation est obligatoire afin de jouir des privilèges des membres. Cela n'est pas le cas d'OWS où la simple présence sur le lieu d'occupation confère aux participants tous les droits de membre, soit le droit de vote, la participation et la création de groupes de travail, ainsi

que l'éligibilité à toutes autres fonctions nécessaires au bon fonctionnement de la communauté.

CHAPITRE II

STRUCTURE DE CONTRAINTES ET D'OPPORTUNITÉS POLITIQUES

Au chapitre précédent, nous avons mentionné les principales représentations caractéristiques des répertoires d'Attac France et d'OWS. Ces différences s'expliquent par des choix tactiques. Toutefois, ces choix sont eux-mêmes conditionnés par des facteurs extérieurs aux mouvements. Il convient donc de déceler ces facteurs afin de contextualiser les divers choix tactiques des mouvements et les stratégies auxquelles ils s'arriment. Dans le chapitre qui suit, nous dégagerons dans un premier temps le contexte d'émergence et les éléments du répertoire de conflit qui conditionnent les tactiques des mouvements sociaux. Dans un second temps, nous étudierons la structure des contraintes et des opportunités politiques des régimes français et étatsunien dans lesquels se déploient les mouvements Attac et Occupy. Ce chapitre, s'inspirant grandement de l'Approche par processus politiques (APP), fournit une contextualisation historique, structurelle et conjoncturelle, nous permettant de mieux apprécier les diverses tactiques des mouvements. Ce sera également l'occasion de vérifier une hypothèse qui dégage deux types de stratégie sur la base de la typologie des régimes élaborée par l'APP.

2.0 Hypothèse de Kitschelt : stratégies assimilatrice et confrontationnelle

Sur la base du modèle de l'APP, le régime français constitue le cas paradigmatique d'un régime relativement fermé et à forte capacité, alors que le régime étatsunien serait le cas typique d'un régime largement ouvert à faible capacité (Kriesi 2004, 71). Cela s'explique essentiellement par la nature formelle des institutions politiques des régimes à deux niveaux: le degré de centralisation du pouvoir et la séparation des pouvoirs. D'abord, le faible degré de décentralisation du régime unitaire français admet un accès plus restreint au pouvoir, contrairement au régime fédéral étatsunien admettant un plus grand accès au pouvoir dû à la multiplicité des acteurs politiques

aux différents paliers gouvernementaux. Ensuite, le degré plus faible de séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) en France par rapport aux États-Unis, confère au régime français une plus grande capacité. Par conséquent, le régime français bénéficie d'une marge de manœuvre plus grande que celle des États-Unis, pour influencer sur la population, les ressources, les activités, etc. de son territoire; mais le régime étatsunien bénéficie d'une ouverture plus grande que son homologue français (Kriesi 2004, 69-71). Ces différences institutionnelles entre les régimes modifient la structure d'opportunités politiques qui conditionne les mouvements sociaux.

L'hypothèse de Kitschelt est que les mouvements sociaux sont plus enclins à adopter des «stratégies assimilatrices» lorsqu'ils font face à des régimes relativement faibles et ouverts. Ils cherchent ainsi des moyens de travailler à l'intérieur des institutions politiques dans la mesure où ces dernières fournissent de multiples points d'accès. Ces stratégies impliquent un ensemble de tactiques allant de l'implication dans les élections, à la campagne référendaire en passant par le lobbying et la pétition. Au contraire, les mouvements sociaux adopteraient des «stratégies confrontationnelles» lorsqu'ils font face à des régimes de type fort et fermé. Ils développeraient alors des stratégies plus subversives à l'extérieur des institutions, n'ayant que peu d'opportunités institutionnelles. Ces dernières comprennent des tactiques telles que la désobéissance civile, l'occupation, les manifestations non autorisées (Kitschelt 1986, 66-67). Si l'on suit le raisonnement de Kitschelt, on devrait alors s'attendre à ce que le mouvement Attac France adopte une stratégie davantage confrontationnelle et OWS une stratégie davantage assimilatrice. Or, l'étude des tactiques du mouvement Attac France montre à l'inverse qu'il déploie des stratégies davantage assimilatrices que confrontationnelles. En effet, Attac vise à influencer le gouvernement et participe, par son expertise, aux débats parlementaires et aux processus législatif et juridique. À l'inverse, l'étude des tactiques d'OWS indique qu'il agit davantage sur le

mode confrontationnel même si l'État n'est pas considéré comme un interlocuteur. OWS s'organise dans un espace en marge des institutions politiques et, bien qu'il profite des diverses opportunités politiques qui se présentent à lui, refuse toute participation aux institutions étatiques.

2.1 Le cas d'Attac

2.1.1 Contexte d'émergence et répertoire de conflit

Le mouvement Attac et plus spécifiquement l'association Attac France naît du contexte plus large de l'application des politiques néolibérales autant au niveau national qu'international. La reconfiguration internationale des facteurs de production, accentuée par les délocalisations industrielles (surtout manufacturières) vers les pays dits émergents, elles-mêmes facilitées par la libre circulation des marchandises et des capitaux, caractérise la globalisation néolibérale. Ce développement économique international s'appuie notamment sur le consensus de Washington visant l'internationalisation des mesures néolibérales aux pays d'Amérique latine, puis au pays d'Europe de l'Est (notamment ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques). Les pays du Sud-est asiatique sont considérés comme les élèves modèles de la croissance économique. Or, la crise asiatique au début de 1997, suite à l'éclatement d'une bulle financière en Thaïlande, s'étend aux quatre Tigres asiatiques⁶⁷, puis à la Russie et à l'Argentine. Ces crises et les précédentes⁶⁸ révèlent avec plus d'acuité qu'auparavant les failles du néolibéralisme. Elles sont toutes amplifiées par les mouvements brusques de capitaux et la

⁶⁷ Les Quatre Tigres asiatiques correspondent aux pays d'Asie du Sud-est (Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong) qui ont connu une croissance économique fulgurante dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle et qui se sont hissés au rang de pays développés dans les années 1990.

⁶⁸ La crise du système monétaire européen (1992) et la crise mexicaine (1994-1995) notamment.

spéculation sur les devises étrangères facilitées par les mesures néolibérales, notamment la fluctuation des taux de change et l'élimination drastique des obstacles à la circulation des flux de marchandises et de capitaux. La crise de la bulle technologique en mars 2000 vient confirmer et accentuer le diagnostic sur le néolibéralisme.

À ce climat de crise économique, s'ajoute le rôle croissant des institutions financières et commerciales internationales (FMI, BM, OMC), des différentes rencontres et forums internationaux (Forum économique de Davos, G7, G8, G20) et des projets et accords d'intégration régionale (UE, ALÉNA, APEC). Le rôle de ces institutions est largement critiqué par un ensemble de mouvements et organisations qui dénoncent leur aspect antidémocratique et qui condamne plus largement le phénomène de la mondialisation⁶⁹. C'est dans ce contexte qu'apparaît le mouvement Attac. L'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI), négocié par les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), proposant une libéralisation des échanges accrue, est d'ailleurs le premier enjeu spécifique sur lequel se concentre Attac.

Attac s'inscrit aussi dans le cadre d'actions collectives transnationales qui se développe dans les dernières décennies du 20^e siècle. Plusieurs changements au niveau international ont encouragé ce développement. D'abord, l'effondrement de l'URSS a libéré l'action de groupes transnationaux (ONG) qui avait été bloquée durant la guerre froide, tout comme des organisations nationales, qui auraient été taxées d'être procommunistes avant la dissolution du Bloc de l'Est (Della Porta et

⁶⁹ En France, c'est le mensuel *Le Monde diplomatique* qui est le premier, et le seul jusqu'en 1987, à utiliser le terme de la mondialisation et en livrer une analyse. (Cf. Rullière 2004, 156). Depuis la fin des années 1980, de nombreux mouvements critiquent la mondialisation libérale et ses effets considérés comme néfastes. Cela implique des ONG (comme Amnistie internationale ou Greenpeace), des «think tanks» comme l'Observatoire sur la mondialisation ou la Fondation Copernic), des intellectuels «compagnons de route» (comme Pierre Bourdieu ou Jacques Kergoat), etc.

Tarrow 2005, 7). Ensuite, le développement des télécommunications et l'extension des voyages internationaux à prix abordables ont favorisé la coopération et la communication entre des mouvements autrefois isolés. Enfin, la croissance importante des firmes multinationales et des institutions internationales, des traités régulant l'économie internationale et des événements internationaux (p. ex. les sommets de la Banque mondiale, du G8, de l'OMC), est identifiée comme une menace par les mouvements sociaux.

Si Attac apparaît comme un mouvement relativement original, il développe son répertoire d'actions et d'associations en s'inscrivant dans un répertoire de conflits qui a déjà façonné le contexte de ses interventions. Ainsi, les mouvements d'éducation populaire en France existent depuis la seconde moitié du 19^e siècle. La Ligue de l'enseignement, créée en 1866, regroupait des milliers de représentants et des centaines de milliers de membres. Bien que ce mouvement avait peu de contact avec les exclus (chômeurs, sans abris, sans papiers), il jugeait que l'éducation populaire était indispensable afin d'informer, d'agir et de tisser des liens de solidarité sociale (Ruggiero 2002, 49). Cette adéquation entre éducation populaire, action et solidarité sociale se reflète également dans le réseau CNAJEP (Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire). Créée en 1968, cette association a pour objectif de «créer un espace de dialogue, de concertation et de représentation auprès des pouvoirs publics sur les questions concernant la jeunesse et l'éducation populaire» (CNAJEP S.d.).

Dans les années 1980 se développe un «mouvement d'expertise» qui regroupe des intellectuels, le plus souvent en contact étroit avec les milieux associatifs ou syndicaux, qui ont pour objectif de développer une contre-expertise (contre le discours dominant) sur des enjeux sociaux et politiques (Keucheyan 2010, 88-91). Plusieurs exemples de la mise en place de ces collectifs ou associations de contre-

expertise existent en France. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre le sida, les mouvements Act Up, Aides et Arcat ont fondé en 1992 le collectif «TRT-5» («Traitement Recherche Thérapeutique»). Dans la foulée des grèves de décembre 1995, Pierre Bourdieu fonde l'association et la collection «Raisons d'agir», tout comme Jacques Kergoat crée la Fondation Copernic en 1998, afin de fournir un discours critique du néolibéralisme.

Les manifestations contre les sommets mondiaux font également partie d'un répertoire de conflit préexistant au mouvement Attac et qui seront reprises dans le répertoire spécifique à Attac. Dès 1972, la Conférence sur l'environnement de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui se tiendra à chaque décennie, rassemble de larges coalitions opposées au discours néolibéral et à la mondialisation capitaliste (Dupuis-Déri 2009, 23). À partir de 1984, les sommets du G7, de la Banque mondiale ou du FMI mobilisent des milliers de manifestants. Plusieurs associations et syndicats ayant participé à la coalition de 1989 pour l'annulation de la dette du tiers monde se retrouveront comme membre fondateur d'Attac quelques dix années plus tard (Wintrebert 2007, 12). Enfin, c'est le mouvement de grève de décembre 1995 qui consolide le réseau associatif au sein duquel Attac France peut émerger. Comme le note Julien Lusson :

Attac a été lancée par une série d'acteurs et d'individus qui, pour la plupart, avaient constaté la convergence de leurs analyses sur la mondialisation néolibérale et la crise du politique et appris à travailler ensemble à partir de la mobilisation de novembre 1995, du mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 et de la mobilisation contre l'AMI de 1997, sans toutefois, jusque-là, participer d'une commune association structurée» (Lusson 2007, 118)

2.1.2 Structure de contraintes et d'opportunités du régime français

La cinquième république admet une structure institutionnelle qui la classifie dans un type de régime que l'on pourrait qualifier de relativement «fort» et «fermé». En effet, la branche exécutive est clairement dominante par rapport à la branche législative et

un petit nombre de groupes d'intérêts ont accès au processus d'élaboration des politiques. Depuis 1981, le système de parti français est caractérisé par l'alternance entre deux grands partis : le Rassemblement pour la République (RPR) devenu l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) en 2002 et le Parti Socialiste (PS), avec des périodes de cohabitation (1986-1988, 1993-1995 et 1997-2002). Ce clivage gauche-droite est accentué par le mode de scrutin (majoritaire), mais également par la montée de l'extrême droite, essentiellement celle du Front National (FN). Le système de partis français est ainsi caractérisé par des tendances centripètes, et les deux partis se disputant le pouvoir n'intègrent généralement pas de demandes transversales (Kitschelt 1986, 65).

Par contre, la situation change durant la période du gouvernement Jospin (1997-2002). Celui-ci est davantage dépendant des groupes de gauche dont l'appui est nécessaire à sa légitimité. En effet, le gouvernement de Lionel Jospin, formé suite à la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997, forme une coalition réunissant le Parti socialiste, le Parti communiste français, le Parti radical de gauche, le Mouvement des citoyens, les Verts. Appelée la Majorité plurielle ou la Gauche plurielle, cette coalition de partis constitue la majorité parlementaire⁷⁰. Cette situation exceptionnelle permet à Attac d'avoir un impact plus grand sur le gouvernement, l'appui des communistes et des verts étant particulièrement important. Cette caractéristique du régime n'est pas sans impact sur les tactiques d'Attac, qui consacre beaucoup d'effort à peser sur les débats à l'Assemblée nationale. Les tactiques consistant à faire circuler des pétitions adressées aux élus locaux, nationaux et européens, à créer des observatoires visant à informer les élus, voire à la constitution de missions parlementaires, n'auraient probablement pas été possible si Attac n'avait pas été en présence de ce type de gouvernement. Ainsi, le gouvernement de Jospin est un

⁷⁰ Le Parti socialiste est largement prédominant ayant obtenu 242 sièges, alors que les autres partis de la coalition n'ont cumulé que 77 sièges.

élément important de la structure des opportunités politiques d'Attac qui a exercé une influence déterminante sur ses tactiques.

Sur le plan juridique, Attac se saisit d'une autre opportunité importante en accédant au statut d'«Association nationale de jeunesse et d'éducation populaire». La loi sur l'agrément de la jeunesse et d'éducation confère à l'association une légitimité dans son champ d'activité. En tant que mouvement visant à fournir une expertise éclairant le citoyen et influençant les élus, cette disposition légale accorde à l'association une reconnaissance hautement importante certifiant son rôle d'éducation populaire.

L'Union européenne devient un acteur de plus en plus important en Europe à partir de la signature du Traité de Maastricht en 1992. À ce traité s'ajoute le Pacte de stabilité et de croissance adopté au Conseil européen en 1997. Ce dernier fixe les conditions minimales devant être respectées par les États membres afin de faire partie de l'UE. Par exemple, il établit un seuil minimal de déficit budgétaire et d'endettement public, ainsi qu'un seuil maximal de taux d'inflation et d'intérêt. Comme toute forme d'organisation supranationale, l'Union européenne implique des contraintes s'imposant aux différents gouvernements nationaux et par conséquent, modifie la structure d'opportunités et de contraintes du mouvement Attac.

En effet, Attac adresse ses critiques et se mobilise à la fois contre le gouvernement français et contre celui de l'Union européenne qu'elle accuse d'être le principal «moteur» de la mondialisation libérale (Attac-France 2002a, 36). Cela l'oblige à dédoubler ses différentes représentations (au niveau national et européen) et par conséquent à investir davantage de temps, d'efforts et de ressources. Par exemple, la tenue d'universités d'été d'Attac France et celle d'Attac Europe crée des situations où les membres ont à choisir entre l'une et l'autre. Mais l'Union européenne constitue également une opportunité importante pour le mouvement qui, la prenant pour cible, dépasse les intérêts et considérations spécifiquement françaises. Ainsi, les universités

d'été européennes, mais également les diverses manifestations contre les politiques européennes permettent la diffusion du mouvement à l'échelle du continent.

Les syndicats constituent un allié de poids du mouvement Attac. Les années 1990 voient une modification de l'équilibre syndical et un rapprochement de certains syndicats avec le mouvement associatif (Wintrebert 2007, 11). Les grèves de décembre 1995 viennent conforter ce rapprochement. Cependant, les grandes confédérations syndicales sont très centralisées et institutionnalisées au sein de la structure du régime⁷¹. Mis à part la grève de 1995 et le soutien de la CGT aux travailleurs immigrants, les grandes centrales syndicales ne constituent plus une grande force de contestation sociale en France. Depuis les années 1980, non seulement le taux de syndicalisation a atteint l'un des niveaux les plus bas des pays développés, mais en plus l'orientation politique des confédérations syndicales s'est tempérée⁷². C'est dans ce contexte que de nombreux syndicats indépendants, ou œuvrant au sein de ces confédérations, se sont distancés de la structure syndicale. Cette marginalisation d'acteurs syndicaux constitue une opportunité pour le mouvement Attac, qui rallia plusieurs de ces syndicats ne trouvant plus de voix institutionnelles pour faire entendre leurs revendications. Ainsi, des 48 personnes morales ayant fondé Attac France, 15 représentaient des syndicats⁷³.

⁷¹ Des cinq grandes organisations syndicales françaises, la CGT est la plus importante en terme de représentativité des salariés avec 29,74 %, suit la CFDT avec 26,77%, la CGT-FO avec 18,23%, la CFE-CGC avec 10,78% et enfin la CFTC avec 10,63%. Ces pourcentages expriment la représentativité syndicale des salariés français en 2013. Nous reprenons ces chiffres que pour donner une indication du poids relatif des grandes centrales syndicales dans le paysage français. Cf. document du (Ministère du Travail (France) 2013).

⁷² Le taux global de syndicalisation en France est ainsi passé de 18,3% en 1980 à 8,7% en 1995 (OECD 2015).

⁷³ Des fédérations de la CGT : Fédération des finances CGT, UGICT-CGT, SNPTAS Équipement CGT ; des fédérations de la CFDT : FGTE-CFDT, Fédération des banques CFDT ; la FSU en tant que telle et ses composantes SNES, SNESup, SNUIPP ; le Groupe des Dix en tant que tel et deux de ses composantes fortes SUD-PTT et le SNUI ; des syndicats paysans : Confédération paysanne, Modéf. Cf. Wintrebert (2007, 13).

Le développement du mouvement associatif en France est marqué et soutenu dans les années 1990 : l'Association Pénombre, fondée en 1993, le Club Merleau-Ponty en 1994, le Réseau d'alerte sur les inégalités en 1995, Raisons d'agir en 1995, l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique est lancé le 25 décembre 1995, Acrimed en 1996, les États généraux du mouvement social les 23 et 24 novembre 1996, l'Observatoire de la mondialisation en 1996, le communiqué « Nous sommes la gauche » le 21 mai 1997, la Fondation Copernic en 1998, l'Appel pour l'autonomie du mouvement social le 3 août 1998, etc. (Wintrebert 2007, 11). Toutes ses associations, et d'autres encore forment un vaste réseau associatif à travers lequel Attac se constitue.

Au niveau européen, la Confédération européenne des syndicats ou CES constitue également un allier. La CES regroupe 90 confédérations syndicales nationales réparties dans 39 pays ainsi que dix fédérations syndicales européennes (Confédération Européenne des Syndicats S.d.). Attac profite ainsi de la capacité de mobilisation de la Confédération en participant aux nombreuses manifestations organisées contre les politiques de l'UE, notamment les rassemblements en marge des réunions du Conseil européen. Attac peut alors y diffuser des critiques plus radicales que celles de la CES, c'est-à-dire allant au-delà des revendications traitant uniquement d'équité des conditions de travail (Attac-France 2002a, 37).

2.2 Le cas d'OWS

2.2.1 Contexte d'émergence et répertoire de conflit

Suite à une crise du crédit hypothécaire à l'été 2007, les cours de la bourse s'effondrent. La crise économique de 2008 se propage rapidement dans le monde entier. La crise n'a cependant pas que des répercussions économiques, elle soulève la

question du «déficit démocratique». Aux États-Unis, le plan de relance économique, le plan Paulson, octroie des sommes gigantesques, 700 milliards USD, visant le sauvetage des banques d'investissement. En Europe, des mesures similaires sont prises par les différents gouvernements afin de prévenir un approfondissement de la crise. Ces plans de relance économique apparaissent après plus de deux décennies marquées par un discours néolibéral limitant l'intervention de l'État dans l'économie et prônant la diminution des dépenses liées aux programmes sociaux.

À cette crise économique et ses répercussions politiques s'ajoutent les soulèvements populaires dans le monde arabe. Le soulèvement postélectoral d'Iran en juin 2009 initie une séquence de soulèvements politiques dans le monde arabe. Le «Printemps arabe», série de vagues contestataires, débute en Tunisie avec l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010, suivi par le soulèvement de Tunis le 27 décembre. Le mouvement se propage en Algérie, au Liban, en Jordanie, en Mauritanie, au Oman, puis en Arabie Saoudite. Le point culminant de ces révoltes a lieu en Égypte en janvier 2011 avec l'occupation de la place Tahir par plus de 250 000 personnes.

Le Mouvement 15-M⁷⁴ répond au printemps arabe et initie un mouvement social de grande ampleur qui se propage en Europe, que l'on désigne par le vocable des Indignés. Ce mouvement est un des précurseurs du mouvement Occupy. En effet, «le mouvement Occupy Wall Street de New York s'est construit sur le modèle du mouvement espagnol.» (Emeran 2013, 103). Les slogans du mouvement M-15 résonne d'ailleurs avec Occupy : « Pas d'alcool. Pas de drogue. Pas de violence. Nous ne sommes pas un parti politique. Nous ne sommes pas une association. Nous ne sommes pas un syndicat. Nous sommes juste des citoyens, des citoyens comme vous

⁷⁴ Le Mouvement 15-M est nommé ainsi par rapport à l'occupation de la *Puerta del Sol* en Espagne le 15 mai 2011 (Emeran 2013, 103).

et nous » (Weber 2011, 97). Aux États-Unis, des occupations ont d'ailleurs lieu durant la même période. Dès le 14 février 2011, une vague d'agitation populaire secoue le Wisconsin à Madison et atteint rapidement les campus universitaires à proximité des villes de Milwaukee, Green Bay et Columbus dans l'Ohio. La révolte a une cible spécifique : le « Budget Repair Bill », qui rognait sur les avantages syndicaux et les droits de négociation collective. Les vagues de protestation atteignirent 70 000 et 100 000 manifestants les 19 et 26 février 2011. L'occupation du Capitole par les manifestants dura du 20 février au 3 mars bien que des manifestations quotidiennes continuent de s'y tenir. Ces expériences constituent un précédent majeur pour le mouvement OWS.

Le mouvement OWS puise au sein d'un répertoire de conflit large. En plus des événements et mouvements déjà mentionnés, plusieurs autres pratiques inspirent directement ou indirectement le répertoire d'action spécifique d'OWS. Aux États-Unis, de nombreux mouvements ont utilisé des tactiques d'occupation. À titre d'exemple, le syndicat des travailleurs unis de l'automobile (UAW) a mené une campagne spectaculaire d'occupation des usines GM au Michigan, en 1936-1937; le mouvement des droits civiques a rendu célèbres les sit-ins, après l'occupation d'une cafétéria, tactique reprise par les mouvements antiracistes des années 1970-1990; le mouvement étudiant a occupé des campus durant la campagne antiguerre au Vietnam, dont l'Université de Californie à Berkley fut l'un des premiers campus à être occupé dès 1964⁷⁵. Bref, l'occupation en tant que tactique est largement utilisée et fait partie d'un répertoire connu autant sur la scène internationale que dans la culture de la contestation américaine.

⁷⁵ La Déclaration de Port Huron (1962) du mouvement étudiant pour une société démocratique (SDS) constitue une référence au mouvement Occupy (Flacks 2013)

On peut voir le fonctionnement des assemblées d'Occupy comme empruntant à l'expérience des Forums sociaux mondiaux et du mouvement altermondialiste⁷⁶. La charte du FSM énonce trois mécanismes au cœur du principe d'horizontalité que partagent les AG d'Occupy: l'impératif de diversité qui implique le pluralisme politique, social et culturel, doublé de l'élargissement du réseau à de nouveaux acteurs; le fait que tout intervenant ou représentant d'organisme peut exprimer n'importe quelle opinion, mais qu'elle doit parler en son nom et non pas au nom du mouvement; enfin, le fait que les décisions doivent être prises par consensus. Judy Rebick, militante ayant participé à la fois au FSM et au mouvement Occupy, explique que les intervenants en Inde et en Afrique discutaient davantage de leurs problèmes pratiques et quotidiens que de questions politiques et théoriques. Pour cette militante, ces considérations ainsi que la nature «organique de l'espace ouvert» des FSM se retrouve dans OWS (Rebick 2013, 66-67).

Le consensus remonte à la Société des Amis (les quakers) qui appliquait ce procédé dans la prise de décision consistant à déterminer l'«opinion générale». L'historien Paul Hare fait remonter cette pratique à plus de 300 ans (Lindgaard et al. 2012, 78-79). Cette pratique est entrée dans l'activisme populaire américain à l'été 1976 lorsque la Clamshell Alliance mena une campagne contre la construction d'une centrale nucléaire à Seabrook. Aussi, les différentes techniques employées dans les Assemblées d'OWS avaient déjà été utilisées par d'autres mouvements. Par exemple, celle du «micro humain» (People's Mic) par le mouvement antinucléaire des années 1980 et par celui pour une justice globale dans les années 90, et les signaux de la main utilisé dans le processus de consensus par le Disability Justice Movement (Costanza-Chock 2012, 381).

⁷⁶ Une étude montre que les militants expérimentés qui animaient les Assemblées générales avaient également expérimentés la démocratie directe et les pratiques du consensus dans le mouvement altermondialiste (Juris 2012).

2.2.2 Structure de contraintes et d'opportunités du régime étatsunien

Les États-Unis d'Amérique sont une fédération impliquant trois niveaux de gouvernement: fédéral, étatique et local. Nous commencerons par explorer les structures d'opportunité politique au niveau fédéral et étatique (en particulier de l'État de New York). Cependant, puisque le mouvement OWS est essentiellement un mouvement se développant à l'échelle locale, nous concentrerons notre analyse sur la ville de New York, sans oublier que les deux autres paliers de gouvernements ont une influence sur celle-ci.

Selon l'approche par processus politique, le régime étatsunien pourrait être caractérisé de «faible» et «ouvert». Le degré d'ouverture du régime demeure toutefois ambigu. En effet, il comporte à la fois des structures permettant une ouverture à l'articulation des intérêts, mais également une fermeture relative à l'intégration des nouvelles demandes (Kitschelt 1986, 66). La force relative du Congrès et du pouvoir judiciaire, ainsi que l'absence de structure d'intermédiation entre les divers groupes d'intérêts, les législateurs et l'administration limitent fortement la capacité du régime. Les nouvelles demandes disparaissent souvent dans le cadre de la formation de coalitions plurielles ou lorsque des agences gouvernementales faibles doivent faire face à des groupes d'intérêts bien organisés (*idem*). Aussi, la fragmentation de l'administration en de nombreuses agences gouvernementales⁷⁷, le contrôle limité qu'exerce le gouvernement sur l'économie et le rôle indépendant que joue la Cour suprême face à l'exécutif concourent à l'ouverture du régime.

⁷⁷ En 2012, les unités de gouvernements sur le territoire des États-Unis atteignaient le nombre de 90 106 unités administratives. Cf. Government Organization Summary Report: 2012, U.S. Census Bureau, september 2013.

Les politiques néolibérales mises de l'avant d'abord sous la présidence de Reagan (1981-1989) puis sous celle des gouvernements successifs, qu'ils soient républicains (Bush père et fils) ou démocrates (Clinton et Obama), contribuent probablement au cynisme politique des militants. L'alternance entre deux grands partis qui tendent vers le centralisme autorise peu d'opportunité pour des mouvements sociaux soucieux de transformer radicalement la société. La dynamique politique fédérale change toutefois lors de l'élection présidentielle de Barack Obama. Après l'ère républicaine de l'administration Bush (2000-2008), le président démocrate annonce de grands changements. Le Congrès est également dominé par les démocrates dans les deux chambres depuis la législative de 2007⁷⁸. Cependant, la composition de la chambre change lors de la législative de 2011 où la Chambre des représentants est remportée par une majorité de républicains⁷⁹.

Le mouvement Occupy apparaît après l'obamania, dans un climat de désenchantement qui succède aux espoirs de nombreux progressistes face à l'élection du premier candidat afro-américain à la présidence. Avant même son entrée en fonction, Obama réitérait le plan de sauvetage Paulson élaboré sous l'administration de son prédécesseur. La réforme de la santé proposée par les démocrates (Affordable Care Act ou Obamacare) a été obtenue avec beaucoup de difficulté et constitua une faible réforme aux yeux de nombreux militants⁸⁰. Quoiqu'il en soit, la dynamique de partis étatsunienne est caractérisée par un duopole qui n'admet pas de changements radicaux. En effet, les partis visent le centre afin d'aller chercher un maximum

⁷⁸ 57 démocrates contre 41 républicains au Sénat; et 257 démocrates contre 178 républicains à la Chambre des représentants.

⁷⁹ L'écart devient plus serré au Sénat: 53 démocrates contre 47 républicains; alors que la Chambre des représentants est désormais dominé par les républicains: 242 contre 193 démocrates.

⁸⁰ L'opposition au Sénat (majoritairement républicaine, mais également constituée de démocrates pro-vies) força l'adoption de multiples amendements, réduisant ainsi considérablement la portée de cette réforme. De nombreux sondages montrent qu'un nombre important de la population s'opposait à cette réforme parce qu'elle n'allait pas assez loin.

d'électeurs. Pour le mouvement OWS, qui a pour vocation une transformation radicale de la société, cette dynamique de partis le contraint à agir en dehors des institutions politiques.

Le pouvoir judiciaire étatsunien pose différentes contraintes et opportunités pour le mouvement OWS. En 2010, la Cour suprême statue dans un jugement (*Citizens United v. Federal Election Commission*) que les corporations peuvent en vertu du Premier amendement à la Constitution, dépenser des montants illimités pour influencer le cours des élections (Lubin 2012). Cette décision, largement médiatisée, confortait le type de critique s'attachant à dénoncer la collusion entre le monde des affaires et la politique américaine. En même temps, l'invocation du premier amendement a maintes fois été utilisée par les occupants afin de contrer leur éviction du parc.

La privatisation des espaces publics est un facteur important pour comprendre les tactiques et les stratégies du mouvement OWS⁸¹. La pratique permettant de concéder à des développeurs privés des édifices dépassant les normes établies en échange de l'aménagement d'un espace public (qu'il soit une cour extérieure, une cour intérieure ou une galerie) est en vigueur au Département de planification urbaine de New York depuis 1961 (Dekker and Duyvendak 2013, 13). Non seulement le nombre de ces espaces a augmenté depuis, mais ils sont devenus plus sélectifs contraignant de plus en plus de gens à la marginalité⁸². Cet élément constitue une opportunité dont s'est

⁸¹ Dans leur étude sur le mouvement OWS, Dekker et Duyvendak recueillent de nombreux témoignages d'occupants qui affirment que les espaces publics de propriété privée sont au nombre des causes pour lesquelles ils se réapproprient de tels espaces à travers l'occupation (2013).

⁸² Certains chercheurs ont démontré qu'après les réformes de 1975 et 1977, ces espaces sont devenus plus sélectifs, cherchant à attirer un «public désirable» et exclure les «indésirables» (Schmidt, Nemeth et Botsford 2011, 271). Par ailleurs, une étude montre que près de 40% de ces espaces peuvent être considérés comme négligés par leur propriétaire et que près de la moitié de ces espaces ont été illégalement fermés (Kayden 2000).

rapidement saisi le mouvement. En effet, le parc Zuccotti est un espace public de propriété privée ce qui fait qu'il est tenu de demeurer ouvert 24 heures sur 24, il n'est ainsi pas soumis au couvre-feu en vigueur dans les lieux publics (Schwartz 2011). Par conséquent, la ville est privée des recours juridiques habituels pour expulser les occupants. De nombreux témoignages de participants attestent que cette tactique était largement connue, et ce dès le début du mouvement (Lindgaard et al. 2012, 85).

Le mouvement dispose de peu d'alliés de poids. Les syndicats devraient apparaître comme les principaux alliés du mouvement. Or, depuis les trois dernières décennies, les syndicats se sont passablement affaiblis. Le taux de syndicalisation a atteint un plancher record en 2011, étant au plus bas depuis les 70 dernières années, soit 6,9% dans le secteur privé (Greenhouse 2011). L'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) est la plus grande fédération syndicale des États-Unis. La plupart des syndicats ont adopté le modèle du syndicalisme d'affaires, se concevant comme partenaire du patronat et concentrant le pouvoir au sein de la direction en ne laissant que très peu de pouvoir et d'initiative à la base syndicale. Les principales conséquences de cette orientation syndicale sont d'une part, l'affaiblissement de la démocratie syndicale, dont témoigne l'absence d'implication des syndiqués de la base, et d'autre part, l'absence de combativité, dont atteste la diminution marquée des grèves durant les dernières décennies⁸³.

À cela s'ajoute la loi sur le travail qui est largement restrictive aux États-Unis, limitant sensiblement la marge de manœuvre pour l'action syndicale. Dans la ville de New York, les employés du secteur public n'ont pas le droit de faire la grève en vertu du *Public Employees Fair Employment Act* de 1967. La fragmentation des forces

⁸³ Le nombre de grèves aux États-Unis est passé de 424 en 1950 à seulement 5 en 2009 (Collado 2012).

syndicales est une autre particularité de la ville de New York⁸⁴. Le Conseil central du travail de New York (NYCCLC) est la plus grande organisation syndicale de la ville, chapeautant plus de 300 syndicats locaux et représentant près de 1,3 million de travailleurs du secteur public et privé (NYCCLC S.d.). L'organisation demeure fragmentée et dominée par les syndicats de bâtiment qui sont relativement conservateurs (Collado 2012). Ces différents facteurs empêchent la constitution d'un mouvement syndical fort. Occupy est dès lors contraint de chercher ses appuis chez les syndicalistes plus contestataires qui sont en marge du NYCCLC.

À partir du milieu des années 1970, la ville de New York voit le taux de criminalité augmenter jusqu'au début des années 1990 où elle atteint un sommet. La désindustrialisation croissante et la diminution concomitante du nombre d'emplois disponibles, ainsi que l'effondrement du budget métropolitain concourent à faire augmenter un certain nombre d'activités illicites: prostitution, graffiti, nombre de sans-abris, trafic de drogue de rue, etc. Les deux mandats du maire Ed Koch (1978-1989) sont alors consacrés à ramener les sièges des grandes entreprises afin de réorienter la ville autour des secteurs de l'immobilier, de l'assurance et de la finance (Lindgaard et al. 2012, 112). Ces mutations sont concomitantes avec la montée d'une classe moyenne aisée et d'un secteur des affaires, exigeant les forces policières à améliorer la qualité de vie de New York. Par conséquent, le NYPD est appelé à changer de stratégie et intervenir davantage.

La stratégie dite «des vitres cassées», souvent associée à celle de la «tolérance zéro» est d'abord adoptée sous la mairie de David Dinkins. L'idée au cœur de cette approche est que la lutte à la «criminalité grave» et pour la réhabilitation de quartiers défavorisés doit passer par une lutte agressive de tolérance zéro envers les délits

⁸⁴ Comme le rappelle Ed Ott, directeur exécutif du Conseil central du travail de New York (NYCCLC): «No one speaks for labor in New York City on any issue. In a way, New York's labor movement is comprised of fiefdoms» (Cité dans Collado 2012).

mineurs menaçant l'ordre public. À cette pratique qui se généralise, s'ajoute la tactique policière nommée «strategic incapacitation» ou «command and control», qui se développe suite aux événements de Seattle en 1999 et aux attentats du World Trade Center en 2001 (Hammond 2013; Gillham, Edwards et Noakes 2013). Cette approche devenue paradigmatique met l'accent sur un contrôle préventif des manifestants. En effet, cette tactique transformant les manifestants en contrevenants potentiels n'a pas pour but premier de condamner mais d'intimider et d'empêcher les manifestations (Schrader et Wachsmuth 2012, 245). Ces techniques préventives ont également pour effet d'éviter la publicité négative générée par une démonstration de force massive (Knuckey, Glenn et MacLean 2012, 29).

Dès le premier jour d'occupation, le NYPD a bloqué les édifices du New York Stock Exchange et a désigné une zone de liberté d'expression («freespeech zone»)⁸⁵. À travers ces contraintes, le mouvement OWS a réussi à créer sa propre zone de liberté d'expression, plutôt que de se la faire imposer par les policiers. Comme le démontre l'étude de Gilham, Edwards et Noakes (2003), les tactiques policières ont été un élément déterminant dans le choix du Zuccotti Park comme lieu d'occupation. Les manifestants rassemblés pour envahir la NYSE, s'étant butés à une série de barricades policières, ont été invités à se diriger vers le lieu prévu par le NYPD (la zone de libre expression). Confronté à ce choix, ils ont plutôt opté pour un parc à proximité dans lequel ils pouvaient créer eux-mêmes leur propre zone de liberté d'expression. Le choix du lieu d'occupation a également été motivé par le fait qu'une grande partie des lieux environnant Wall Street avait été transformée en «Zone dure», c'est-à-dire en un

⁸⁵ Les zones de liberté d'expression sont des lieux spécifiquement circonscrits, que la police détermine d'avance, dans lesquels est permise légalement la contestation, et qui sont généralement situés loin de la cible de la contestation (Gillham, Edwards et Noakes 2013, 84).

lieu où les droits prévus par le premier amendement sont momentanément suspendus par les autorités⁸⁶.

Bien que la répression directe d'OWS implique davantage les autorités locales, la répression du mouvement s'opère également à une échelle plus vaste. Des sources révèlent que des agents anti-terroristes avaient identifié dès septembre 2011 des établissements dans le bas Manhattan comme risquant d'être la cible d'attentats terroristes (Schmidt et Moynihan 2012). En effet, des documents internes du FBI (Federal Bureau of Investigation) révèlent que le mouvement Occupy était sous haute surveillance⁸⁷. Plus encore, ce que révèlent ces sources est que la répression du mouvement a été coordonnée par une entité nommée «Domestic Security Alliance Council» regroupant le Domestic Homeland Security (DHS), le FBI, la police locale et le secteur privé. Un article de *The Guardian* rapporte également que cela montre clairement que les arrestations de nombreux occupants ont été planifiées par ces services de sécurité en partenariat avec des institutions financières du secteur privé (Wolf 2012).

2.3 Conclusion

La structure de contraintes et d'opportunités politiques (SOP) des régimes français et étatsuniens est fort différente. L'approche par processus politique (APP) prévoit en effet deux régimes diamétralement opposés : le régime unitaire français étant davantage «fort et fermé» et le régime fédérale étatsunien «faible et ouvert». En suivant l'hypothèse de Kitschelt, nous devons nous attendre à ce que les

⁸⁶ Comme le note les auteurs précités: «Hard zones are areas where targets of protest gather and other places police deem off limits to everyone without proper credentials and security clearance.» (Gillham, Edwards et Noakes 2013, 99)

⁸⁷ Ces documents ont été rendu publics par le Partnership for Civil Justice Fund, une organisation sans but lucratif s'occupant des droits et libertés civiles aux États-Unis. Voir, PCJF 2012.

mouvements Attac France et OWS développent respectivement des stratégies confrontationnelles et assimilatrices. Or, il semble que ce soit l'inverse qui se soit produit. En effet, les tactiques observées au premier chapitre indiquent qu'Attac adopte une stratégie assimilatrice en utilisant la pétition, en participant à des missions d'informations et à des commissions parlementaires, en coordonnant leurs actions à celle de députés, etc. À l'inverse, OWS privilégie la tactique d'occupation, fait la promotion d'actions directes et de désobéissance civile, participe à des marches non autorisées, etc. Ces tactiques s'inscrivent davantage dans une stratégie confrontationnelle. Une étude attentive de la structure des contraintes et des opportunités nous permet toutefois de fournir une explication à cette conclusion apparemment contradictoire.

Dans le cas d'Attac, la situation de cohabitation ainsi que la force relative d'éléments radicaux au sein de la coalition formant le gouvernement modifient substantiellement la structure d'opportunités du régime. En effet, d'une part la force du Président est limitée par une majorité parlementaire lui étant politiquement opposée, et d'autre part, au sein même du gouvernement le parti socialiste doit bénéficier du soutien de plusieurs députés situés sur sa gauche. Cette configuration politique rend plus effectives les tactiques visant le travail à l'intérieur des institutions établies. Le rôle historique et l'importance attribuée aux mouvements d'éducation populaire dans la société française ne sont pas non plus étrangers au succès de telles tactiques. La reconnaissance juridique de l'agrément de la jeunesse et d'éducation populaire confère au mouvement une légitimité importante qui augmente sa crédibilité auprès de la société civile et des députés. Ces éléments contribuent à l'ouverture relative du régime et permettent à Attac de faire entendre ses revendications et d'obtenir des gains.

Outre les tactiques visant à influencer l'action gouvernementale, les principales tactiques que nous avons identifiées chez Attac (essentiellement la création de lieux

de convergence des mouvements sociaux et la production-diffusion d'une contre-expertise) ne peuvent réellement faire l'objet d'une répression directe en régime démocratique. Sur le terrain de la «bataille d'idées», Attac fait déjà face à des organisations bien implantées, telles qu'organismes gouvernementaux, laboratoires d'idées privés, médias de masse, etc. (Lusson 2007, 122). À l'inverse, la principale tactique d'OWS visant l'occupation d'un espace public peut faire l'objet d'une répression même en régime démocratique. L'accroissement de la répression policière et la privatisation des espaces publics contraignent de plus en plus de gens à la marginalité, sont des éléments qui contribuent grandement à la fermeture relative du régime.

La répression du régime, dans ce cas celle du NYPD, a été particulièrement déterminante pour le mouvement OWS. Le choix du Zuccotti Park comme lieu d'occupation a été conditionné par différents facteurs : il s'agissait d'un espace public de propriété privée à proximité de Wall Street où les autres espaces avaient été condamnés par les policiers. Mais la tactique même de l'occupation est davantage due aux différentes techniques de répression directes et indirectes qui s'exercent dans les villes étatsuniennes en général et à New York en particulier. La lutte à la marginalité passant par la transformation de la nature des espaces publics, durant les trois dernières décennies, constituent des formes de répressions indirectes. La politique de la «tolérance zéro» passant par la pénalisation des petits délits et le changement tactique policière accentuant les mesures coercitives et préventives, caractérisent la répression directe. Cet accroissement de la répression du régime explique peut-être l'accent mis sur la réappropriation de l'espace public et sur la valorisation de la marginalité qui sont au cœur des tactiques du mouvement Occupy.

À cette répression du régime s'ajoute l'absence d'allié de poids pour le mouvement new-yorkais. Malgré l'appui de quelques syndicats combattifs, les grandes organisations syndicales ne s'associent pas au mouvement. Du fait de sa

fragmentation et de son orientation politique, le principal acteur syndical (le NYCCLC) laisse OWS sans grands appuis le poussant par conséquent à se marginaliser davantage. Il en est de même de l'administration Bloomberg qui est peu encline à coopérer avec le mouvement. En France, Attac se trouve dans une situation similaire. Les principales centrales syndicales sont également institutionnalisées et peu réceptives aux idées du mouvement. Par contre, la présence de nombreux syndicats indépendants et d'un vaste réseau associatif offre davantage d'alliés de poids au mouvement Attac. C'est aussi la situation de cohabitation qui permet d'avoir l'appui de députés sympathisants et ayant un certain poids dans le gouvernement.

En somme, l'APP nous permet de comprendre le choix des tactiques en fonction de l'éventail de possibilités (répertoires de conflits) qui s'offrent aux mouvements et des contraintes et opportunités (SOP) qui favorisent l'emploi de telles ou telles tactiques. Cependant, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, les tactiques d'Attac sont davantage assimilatrices et celles d'OWS confrontationnelles. Nous croyons que cette conclusion n'invalide toutefois pas le modèle. Elle nous indique d'abord que l'approche par processus politique n'est pas un modèle nomothétique à caractère prédictif, mais plutôt un modèle compréhensif faisant intervenir de nombreuses variables. Elle nous indique également que d'autres facteurs doivent être considérés afin de comprendre les stratégies.

Il faut noter que les deux régimes dans lesquels nous observons les mouvements sociaux constituent les pôles opposés de la typologie des régimes démocratiques de l'APP. Or, si l'ouverture relative du régime français constitue bel et bien une explication du fait qu'Attac ait été en mesure d'utiliser un ensemble de tactiques visant à influencer l'action gouvernementale, elle ne peut pas expliquer pourquoi telle fut sa stratégie. Autrement dit, affirmer qu'une chose est possible ne nous informe pas sur pourquoi une telle chose est advenue. Dans le cas d'OWS, on pourrait objecter que malgré l'ampleur du mouvement, s'étendant dans près de 1000 villes à travers le

monde, les formes organisationnelles du mouvement sont demeurés locales et que par conséquent, il ne s'inscrivait pas dans le cadre national du régime étatsunien⁸⁸. En effet, OWS se construit dans la ville de New York, affronte des acteurs locaux (administration et police new-yorkaises) et trouve des alliés locaux (syndicats, associations et résidents de New York). Mais encore une fois, l'APP ne nous dit ni pourquoi ce mouvement choisit de se construire localement et non nationalement, ni pourquoi il refuse catégoriquement toute participation aux instances politiques.

L'APP prend davantage en considération les tactiques des mouvements sociaux dans son modèle explicatif. Elle nous permet de comprendre les choix tactiques des mouvements jusqu'à un certain point. Or, il semble que la stratégie ne peut s'expliquer uniquement en fonction des tactiques. Pour comprendre les stratégies des mouvements il faut également considérer l'intentionnalité des acteurs, soit comment ils posent le problème social et comment ils entendent le résoudre. Il faut par conséquent s'attarder au discours que produit le mouvement. Ainsi, afin de compléter l'explication que fournit ce modèle nous nous tournerons dans le chapitre suivant vers un autre modèle : la théorie des processus de cadrage.

⁸⁸ Ici nous ne voulons pas minimiser la portée et l'ampleur du mouvement Occupy. Pour donner une idée de son étendue géographique et des nombreux foyers d'occupations à travers le monde voir note infra 42 en p.37. Pour ce qui est de l'organisation à l'échelle locale et non nationale ni mondiale du mouvement Occupy, voir la note infra 7 en p.12.

CHAPITRE III

LES CADRES DE L'ACTION COLLECTIVE

Afin d'apprécier les tactiques des mouvements sociaux, nous avons relevé leur contexte d'émergence ainsi que les répertoires de conflit dans lesquels ils s'inscrivent. Nous avons ensuite dégagé les éléments de la structure de contrainte et d'opportunité politique des régimes dans lesquels évoluent et se développent les deux mouvements. Ces éléments nous ont permis de comprendre les choix tactiques des acteurs mais ils ne nous permettaient pas de reconstruire l'élaboration des stratégies. Pour comprendre les stratégies d'un mouvement social, il faut s'intéresser à la manière dont il se représente le problème social et comment il entend le résoudre, soit la finalité de son action. C'est en quelque sorte tout le projet du mouvement que l'on doit esquisser. Les cadres de diagnostic, de pronostic et de motivation dégagent les éléments de la stratégie des mouvements sociaux. La Théorie des processus de cadrage permet de porter une attention particulière à la manière dont les acteurs des mouvements sociaux formulent les choses. À cette fin, nous retenons essentiellement le discours des militants et des intellectuels participant et se revendiquant des mouvements à l'étude. Une vaste production intellectuelle a traité de ces mouvements, mais dans les prochaines sections nous nous concentrerons sur les acteurs du mouvement social qui expriment leurs idées si l'on peut dire de l'intérieur.

3.1 Le cas d'ATTAC

De nombreux intellectuels et militants contribuent à forger les cadres de diagnostics, de pronostics et de motivation du mouvement. Le conseil scientifique d'Attac produit plusieurs articles, brochures, pamphlets et livres détaillant l'analyse des enjeux et des solutions devant être préconisées par le mouvement. Aussi, les militants s'expriment à travers des journaux, notamment *Le Monde diplomatique*. C'est à travers cette documentation que nous tenterons de relever dans un premier temps la définition du

«eux» et du «nous» et les cadres de diagnostics, et dans un second temps les cadres de pronostics et de motivation. Nous nous attacherons particulièrement à faire ressortir la manière dont les acteurs du mouvement formulent leurs idées.

3.1.1 Définition du «eux» et «nous» et cadres de diagnostic

Attac se définit comme un «mouvement altermondialiste» et un «mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action citoyenne». C'est un «regroupement de citoyens» qui vise à faire converger les associations d'éducation populaire, les organisations du «mouvement social» et les «organisations syndicales» (Attac-France 2002a, 9). Attac adopte donc une identité assez large, mais il s'adresse plus directement aux organisations et associations de la société civile, c'est-à-dire aux citoyens «organisés» qui sont «producteurs de démocratie» (Attac-France 2002a, 9). Le mouvement s'oppose à la mondialisation libérale et à ses «fers de lance», soit les multinationales, les marchés financiers, les gouvernements convertis au néolibéralisme, les institutions internationales et les différents think tanks faisant la promotion de la mondialisation. Ainsi, «eux» désigne tout aussi bien les grandes corporations privées gagnantes de la mondialisation financière, que les institutions internationales (OCDE, OMC, BM, FMI), ainsi que les gouvernements facilitant et faisant la promotion de cette mondialisation.

La plateforme d'Attac de juin 1998, pose le diagnostic en identifiant deux problèmes: la mondialisation financière et l'idéologie qui en fait la promotion. Ce sont ces deux problèmes qui constituent les cadres de diagnostic principaux desquels découlent de nombreux autres. La cause principale aux problèmes identifiés par Attac est donc la «mondialisation libérale» et son corolaire idéologique, le «néolibéralisme». Ainsi, Bernard Cassen indique : «Pour nous, la mondialisation libérale est le phénomène inaugural. Tous les clivages ne peuvent se faire qu'à partir de ça» (Ancelovici 2004, 51).

La «mondialisation libérale» aurait pour effet, d'une part, d'aggraver l'«insécurité économique» et les «inégalités sociales» et, d'autre part de substituer la logique des entreprises transnationales et des marchés financiers à l'intérêt général promu par les institutions démocratiques des États souverains. L'insécurité économique et les inégalités sociales se traduisent par «l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté» (Attac-France 1998).

Cette mondialisation financière, rime avec une «liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives» dictant les impératifs des «gros investisseurs» aux États souverains (Attac-France 1998). La «dictature des marchés» implique que ce sont les forces économiques qui s'imposent sur la souveraineté populaire, sur l'intérêt général garanti par l'État souverain (Cf. Cassen 2003; Attac-France S.d. [a]; 1999; 1998). Par conséquent, le problème central est la «perte de souveraineté étatique», seul garant de l'intérêt général et des institutions démocratiques, au détriment des forces du marché⁸⁹.

Outre ses aspects dévastateurs, c'est l'aspect prétendument «irréversible» de la mondialisation qui est dénoncé par Attac (Cassen 2001). Cette vision du monde qui présente la mondialisation financière comme une fatalité pose problème. La diffusion hégémonique de cette vision du monde est facilitée par les grands médias dont les propriétaires sont eux-mêmes bénéficiaires de la mondialisation (Attac-France 1998). Ce qui pose problème est donc l'«hégémonie de l'ultralibéralisme» ou le «discours néolibéral». Lors de la première rencontre, en mars 1998, visant à mettre sur pied l'association, l'un des points forts ressortant était que «la rupture avec l'hégémonie de l'ultralibéralisme passe par la construction d'alternatives crédibles, portée par le plus

⁸⁹ «La globalisation financière consacre la suprématie des forces du marché sur les politiques économiques» (Attac-France 1999, 18).

grand nombre» (Attac-France 2002a, 11). La plate-forme d'Attac du 3 juin 1998 évoque une «croisade libre-échangiste» et l'«hégémonie des États-Unis» (Attac-France 1998). D'autres évoquent enfin l'«idéologie totalitaire ultralibérale» (Halimi 2001; Celdran et Laugier 2004, 122-123). Attac décrit un monde soumis au processus de marchandisation où règne le «tout-argent» ou le «tout-marché» qui remplace toute autres valeurs et attributs (Cassen 1998b). Le cadre «Le monde n'est pas une marchandise⁹⁰» apparaît comme une amplification du cadre de diagnostic de la «mondialisation néolibérale» dans la mesure où il étend son diagnostic au-delà des problèmes de nature économique. Ce serait même tout l'héritage culturel et politique occidental, qui serait menacé par la «marchandisation». Au cours d'un entretien, Christian Celdran, membre fondateur d'Attac, dit :

Les institutions démocratiques républicaines, la tradition intellectuelle et culturelle occidentale, grecque, etc., sont détruites. Par exemple le lien entre les Stoïciens et le droit romain, toutes ces constructions collectives, ce patrimoine politique sont détruits. Les réflexes traditionnels d'organisation, de défense sont systématiquement détruits pour laisser place à ce totalitarisme de la marchandisation.» (Celdran et Laugier 2004, 123)

Au cœur de la critique d'Attac se trouvent les institutions internationales qui imposent la «dictature des marchés» et les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale qui mine la souveraineté populaire (George 2002b, 98). Bien que la question de l'Europe demeure ambiguë et fait l'objet de dissension au sein d'Attac, l'association pose le problème de l'Union européenne⁹¹. Attac dénonce ainsi le «déficit démocratique» de l'UE alors que les orientations néolibérales ne peuvent faire l'œuvre d'un débat populaire étant donné que les traités européens se négocient et s'imposent aux différents cadres nationaux au-dessus de la

⁹⁰ Thème sous lequel Attac organise un grand rassemblement en marge des négociations de l'OMC à Seattle en novembre 1999. Ce thème est également récurrent dans nombres de documents d'Attac.

⁹¹ Gustave Massiah affirme au cours d'un entretien que «pendant les deux premières années d'ATTAC, il y avait un accord sur l'idée que l'Europe ne devait pas être discutée, parce que le sujet divisait très fortement au sein du mouvement.» (Lemahieu 2003, 19).

tête des citoyens (Heine 2008b, 611). On dénonce la faiblesse des assemblées élues dans le processus de prise de décisions européennes. La critique porte sur le «cadre monétariste» de l'Union monétaire, où la Banque centrale européenne lève ses taux d'intérêt lorsqu'elle perçoit des signes d'inflation, plutôt que de les utiliser comme instrument afin de stimuler les investissements (Heine 2008b, 609).

Les critiques portent aussi sur les règles budgétaires européennes, qui limitent le déficit budgétaire et la dette des États membres, les contraignant à «diminuer les dépenses publiques» dans un contexte de faible croissance et de chômage. Au cœur de la critique se trouve la contradiction entre une «concurrence accrue» sur les marchés des biens, des services et des capitaux et l'absence d'une harmonisation des politiques sociales et fiscales. Cette contradiction accentue l'affaiblissement du secteur public et la «concurrence à la baisse» des conditions sociales, des salaires et des systèmes d'imposition dans la mesure où les grandes firmes multinationales mettent les différents États européens en concurrence (Heine 2008b, 609). On dénonce également dans un esprit keynésien, les restrictions européennes en matière de politiques d'emploi. C'est l'accent mis sur les stratégies visant l'offre plutôt que la demande qui sont critiquées. Il faudrait plutôt mettre en place des mesures d'incitation à l'emploi par l'activation des chômeurs, des politiques de demande visant le plein emploi et par conséquent l'accroissement de la consommation susceptible de résorber la crise économique (Heine 2008b, 609).

Le «profit immédiat» ou la «rentabilité à court terme» est alors cerné comme l'un des problèmes majeurs de la mondialisation financière. On dénonce la recherche inlassable de «profit instantané» déconnecté des rapports de production du commerce des biens et services (Attac-France 2002a, 22-23). Le problème est que le profit est clairement séparé de l'acte de production, suivant une logique spéculative plutôt que celle de l'économie réelle. La critique envers la compagnie Danone est révélatrice à

cet égard : «L'affaire Danone, c'est-à-dire la fermeture d'un site de production non pas parce qu'il perdait de l'argent, mais parce qu'il n'en gagnait pas assez, montre que le capitalisme prend une forme nouvelle dans le contexte de la globalisation financière.» (Attac-France 2002b). La «spéculation» est alors perçue comme une pratique particulièrement problématique découlant ou accompagnant la mondialisation financière⁹². Dans un article concernant l'AMI, Christian de Brie dénonce le fait qu'un tel accord favorise non pas les «vrais investisseurs», mais les «spéculateurs» qui font des «placements volatiles» (Brie 1998).

3.1.2 Cadres de pronostic et de motivation

Contre le discours qui présente la mondialisation libérale comme une fatalité il s'agit d'affirmer qu'une alternative existe. Le cadre de motivation principal serait «un autre monde est possible» qui répond directement au cadre néolibéral du «there is no alternative». Il ne s'agit toutefois pas d'affirmer simplement que des solutions sont possibles, mais de proposer des «alternatives crédibles» (Attac-France 2002a, 11). La «taxation des transactions financières» apparaît comme un moyen crédible de résoudre les problèmes⁹³. La «taxe Tobin» est à la fois un cadre de pronostic et de motivation dans la mesure où elle apparaît comme une solution raisonnable ayant des chances d'être mise en œuvre. En effet, elle jouit d'une reconnaissance internationale et d'une forte légitimité, alors qu'elle a d'abord été mise de l'avant par un économiste ayant reçu un prix Nobel – James Tobin. Par ailleurs, la Taxe Tobin vient répondre

⁹² Contre les institutions démocratique et «les choix des peuples», la mondialisation financière «leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers» (Attac-France 1998);

⁹³ Dans son article «Désarmée les marchés», Ignacio Ramonet proposait : «Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en œuvre de cet impôt mondial de solidarité.» (Ramonet 1997).

non seulement au pronostic des inégalités économiques, mais également au problème de la dictature des marchés qui mine la souveraineté nationale. Pour Attac, un tel dispositif permettrait, en plus de «mettre du sable dans les rouages de la spéculation», de redonner «des marges de manœuvre aux citoyens et aux États» et «surtout, signifierait que le politique reprend le dessus» (Attac-France 2002a, 24).

Le cadre du «politique contre le marché mondialisé⁹⁴» implique de se donner les moyens économiques de reprendre publiquement (à l'échelle nationale, européenne et voire même locale) le contrôle du marché. Ce cadre est central dans le discours d'Attac.

C'est dans le cadre d'un «mouvement d'éducation populaire tournée vers l'action⁹⁵» qu'Attac vise essentiellement à «produire et de diffuser de l'information pour agir en commun» (Attac-France 1998). Attac se situe donc dans l'objectif large de contribuer à la «délibération démocratique⁹⁶». Le cadre «se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde» pose la question du politique au sens large. Il est le cadre de motivation invitant tous ses membres et sympathisants à investir le champ politique. Attac se présente ainsi comme un acteur qui est appelé à agir sur la scène politique avec ou

⁹⁴ Nous reprenons la formulation de Marcos Ancelovici. (Cf. Ancelovici 2002; 2004).

⁹⁵ «ATTAC se doit de produire et de communiquer une information tournée vers l'action sur tous les aspects de la domination de la sphère de la finance. » Lignes d'Attac n°1 (Attac-France S.d. [b]); Voir également (Attac-France 2002a, 31-34).

⁹⁶ Au cours d'un entretien Christian Celdran dit : «La rupture du cadre légal, c'est une question qui se pose au deuxième degré. L'action politique classique de résistance conduit, bien entendu, à remettre en cause les pouvoirs politiques. Et les pouvoirs politiques peuvent déterminer eux-mêmes ce qui est légal et ce qui n'est pas légal. C'était Goebbels, je crois, qui disait : « C'est nous qui définissons ce qu'est le droit. » Très bien. Mais, en face de ça, les autres peuvent dire, de la même façon : « C'est nous qui refusons que vous décidiez ce qu'est le droit », et donc, à ce moment-là, on entre dans la délibération, on sort du totalitarisme, et on entre dans la délibération démocratique qui consiste à élaborer le droit par discussion, par conversation.» (Celdran et Laugier 2004, 124).

contre d'autres acteurs politiques, dont les partis politiques⁹⁷. Cependant Attac n'est pas un parti politique, il est un mouvement de la société civile. Il a pour vocation de favoriser l'émergence de «contre-pouvoirs» dans la société civile et la conquête citoyenne d'«espaces de libertés⁹⁸». En somme, le mouvement vise à créer un «rapport de forces de mobilisation citoyenne» (Fack 2000, 41).

Toutefois, le «contrôle citoyen» passe d'abord par la «pression sur les élus⁹⁹». En effet, pour de Brie la première urgence à laquelle doit répondre tout mouvement citoyen est d'alerter les élus tant nationaux que locaux pour les informer des mécanismes complexes de la finance et du système économique européen (Brie 1998). Cassen (2000) évoque également cette priorité : «Grâce au travail de comités locaux d'ATTAC, lors de la campagne européenne notamment, un vrai travail pédagogique a été fait dans les régions et auprès des élus».

Attac doit viser «l'action décentralisée» et la «conciliation des diverses tendances politiques». Pour François Dufour, un des deux vice-présidents de 1998 à 2002, la réussite tient à «la capacité d'Attac à rassembler des gens de sensibilités différentes pour débusquer la machine infernale libérale, à avoir une cohérence dans la

⁹⁷ Dans la déclaration de l'organisation, on y lit : «Portant des objectifs politiques, Attac se situe donc dans le champ politique. Il est donc assez naturel que nous nous trouvions confrontés à d'autres acteurs politiques. Nous sommes donc amenés à débattre avec eux, à agir avec eux ou contre eux.» (Attac-France 2002a, 25).

⁹⁸ «Nous voulons construire des contre-pouvoirs dans la société pour que les citoyens puissent conquérir des espaces de liberté qui leur permettent d'influencer le cours des choses. C'est dans cette dialectique compliquée entre pouvoir et contre-pouvoir qu'il faut situer les rapports entre Attac et les partis politiques.» (Attac-France 2002a, 26)

⁹⁹ Une militante d'Attac se confie ainsi : «c'est nécessaire que nos élus rentrent dans un mouvement comme ça, si on veut faire avancer les choses. On a des institutions démocratiques. C'est pas nous qui allons aller à l'Élysée, ou à l'Assemblée, pour demander qu'on vote. C'est nos députés. Et il faut aussi leur faire comprendre que, nos députés, il faut qu'on les ait à l'oeil, pour qu'ils appliquent ça, et qu'ils ne fassent pas un phénomène de récupération, par exemple au moment des élections. Et ça, c'est à nous de contrôler : c'est le contrôle citoyen» (Fack 2000, 44).

construction de la réflexion décentralisée et l'action» (Luneau 2002, 20). Cette cohérence dans une unité des tendances doit par conséquent mettre entre parenthèses les diverses tensions politiques au sein du mouvement¹⁰⁰.

Sur le plan mondial, il est nécessaire de réformer les institutions financières internationales : en les démocratisant (abandonnant le principe du 1 dollar = 1 vote, en vigueur au FMI par exemple); en subordonnant la logique de la finance mondiale aux droits fondamentaux, contenus dans la charte des Nations Unies; et en instaurant des mécanismes juridiques permettant aux États et aux citoyens de poursuivre les organisations internationales, les dirigeants gouvernementaux et les firmes multinationales qui violent les droits fondamentaux (Attac-France 2002b, 10). Sur le plan de l'Union européenne, les cadres du «keynésianisme» et de l'«économie sociale» sont abordés comme pronostic à la mondialisation libérale. Comme le souligne Sophie Heine (2008b), la vision économique qui se dégage d'Attac France est «sociale keynésienne». En ce sens bien que l'accent mis sur les droits sociaux, l'importance accordée aux services publics et la volonté de convergence sociale au niveau européen soient d'inspiration socialiste, les pronostics économiques du mouvement demeurent typiquement keynésiens (2008b, 608). Ainsi, ce sont des «solutions keynésiennes» qui sont proposées contre la «théorie du libre-échange» (Cassen 1999). L'alternative proposée est la mise en place d'une convergence progressive «vers le haut» en matière de normes sociales et fiscales, et une «redistribution» vers les États membres les plus pauvres, ainsi qu'une sortie des services publics des règles de concurrence (Attac-France 2005). Dans cette optique, Attac va jusqu'à revendiquer l'«annulation de la dette des pays du tiers-monde»

¹⁰⁰ Comme l'indique Wintrebert: «Le projet d'Attac est donc avant tout un pari politique : il est possible de faire tenir ensemble – et de s'enrichir de – la diversité des références politiques. Il ne s'agit pas de nier les enjeux propres à chaque fondateur ou même la tentation d'utiliser Attac à ses fins, mais plutôt de mettre entre parenthèses cette tension, de considérer qu'il n'y a pas lieu de poser la question en ces termes, ou du moins de ne forcer quiconque à y répondre en ces termes.» (Wintrebert 2007, 31)

(Attac-France 1999, 88; George 2002a, 88). À la diminution des dépenses imposées aux gouvernements, Attac suggère de rétablir la «marge de manœuvre» des États par l'emprunt afin de relancer l'économie avec des politiques contra-cycliques (Heine 2008b, 609).

Dans cette perspective, le mouvement estime qu'il faut favoriser la «participation citoyenne» dans le mécanisme de prise de décision européenne (Cassen 2006). À ce titre, le parlement européen devrait se voir conférer un pouvoir plus grand, soit une plus grande autonomie dans les propositions législatives et un contrôle plus important de la Commission, de la Banque centrale européenne et de la Cour de Justice (Attac-France 2002c). Par conséquent, il faut viser la création d'une assemblée constituante chargée de statuer sur les modifications des traités (Attac-France 2005). Enfin, une stricte séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire des institutions de l'UE est nécessaire dans la mesure où la commission européenne cumule les trois pouvoirs dans certains domaines (Attac-France 2002d). Attac en appelle ultimement à la création d'un mouvement social européen : un «nouvel internationalisme» répondant au «contrôle citoyen», miné par la subordination des politiques nationales aux impératifs du marché mondial¹⁰¹.

¹⁰¹ Bernard Cassen affirme: «dans la mesure où les politiques nationales sont surdéterminées par des orientations décidées au niveau international, c'est aussi à ce niveau que doivent se porter la contestation et l'élaboration de propositions alternatives. [...] Il appartiendra ensuite aux différents mouvements, syndicats et élus de décliner, pays par pays, et en fonction des rapports de force locaux, la traduction de ces premières alternatives globales. C'est donc bien un nouvel internationalisme [...] Il a vocation à décloisonner des combats jusqu'ici isolés, mais qui seront désormais dotés de la légitimité que confère la référence à un socle commun de propositions portant la "griffe" d'un lieu emblématique.» (Cassen 2001)

3.2 Le cas d'OWS

Afin de dégager les cadres de diagnostic, de pronostic et de motivation d'OWS, nous accordons une place centrale aux discours d'activistes militants. Les textes de l'NYCGA, la «Déclaration, les Principes de solidarité» et la «Déclaration d'autonomie» notamment, exposent sommairement les diagnostics et pronostics que formule le mouvement. Les six éditions du *Occupied Wall Street Journal*, les pages Facebook d'OWS, le site de l'organisation et celui d'Adbusters, fournissent également une documentation importante. Enfin, pour approfondir et étayer ces diagnostics et pronostics, nous retenons également des études et analyses de militants ayant participé au mouvement.

3.2.1 Définition du «eux» et «nous» et cadres de diagnostic

Le cadre principal par lequel le mouvement s'auto-identifie et identifie l'ennemi est celui du «We are the 99%; They are the 1%». Le «nous» désigne la vaste majorité des gens, soit le 99%. Ce cadrage résonne avec un discours populaire rependue dans la société américaine¹⁰². Le «eux» désigne une fraction (1%), des plus riches et des plus puissants de la société américaine, et par extension du monde. La richesse est hyper concentrée aux mains d'une petite minorité qui se l'accapare au détriment de la majorité (Hedges 2011). Ceux-ci utilisent leurs positions au sein des banques et des corporations afin de manipuler, corrompre et opprimer l'immense majorité. Leur seul objectif est le profit. Ils sont avarés. Ils ne se soucient de personne et n'ont pas de responsabilité sociale. Ce sont les membres de l'élite économiques (banquiers,

¹⁰² Le slogan «Nous sommes les 99%» aurait été choisi lors des rencontres du premier groupe de travail d'Occupy qui s'était rassemblé durant les 5 semaines précédant le premier jour d'occupation du parc Zucotti. Le slogan est attribué à David Graeber, militant anarchiste et anthropologue, qui aurait amené l'idée en séance de travail. Mais la popularisation de l'idée voulant que la société soit divisée en deux blocs inégaux, le 1% captant plus du quart des revenus et le 99% se partageant le reste, vient d'un article de *Vanity Fair* écrit par Joseph Stiglitz en mai 2011 (Lindgaard et al. 2012, 16).

propriétaires, grands actionnaires de sociétés financières, commerciales et industrielles), mais ce sont également les membres de l'élite politique jugée comme corrompue. «Wall Street» est utilisé comme symbole de la concentration de la richesse et comme le lieu d'expression de l'avidité : «Greed» est le mal dont souffre cette élite qui concentre la richesse et le pouvoir.

Le «capitalisme», faisant du «profit» le principal incitatif des agents économiques, est largement dénoncé et associé à une série d'effets néfastes. Ainsi, la déclaration de l'NYCGA attribue au profit les problèmes suivants : les négligences de l'industrie alimentaire et la monopolisation des fermes; la torture, la séquestration et la cruauté envers les animaux; le dépouillement des droits des travailleurs à négocier de meilleurs salaires et conditions de travail; l'endettement des étudiants privant ceux-ci du droit à l'éducation; la sous-traitance, étant utilisée comme levier afin de couper dans la couverture médicale des travailleurs; la personnalité juridique des entreprises ayant donné des droits similaires aux personnes sans toutefois les responsabilités qui s'y rattachent; la lutte légale que ces mêmes corporations ont menée pour se dégager de toute responsabilité concernant la couverture médicale; la marchandisation de la vie privée; l'utilisation de la force militaire et policière afin de limiter la liberté de presse; le refus de rappeler les produits défectueux menaçant la santé publique, sous l'exigence de profit; l'entêtement à poursuivre des politiques économiques malgré la faillite apparente qu'elles ont et qu'elles continuent de causer; les dons que reçoivent ces politiciens qui mettent en œuvre de telles politiques; le refus systématique de considérer d'autres formes d'énergie que le pétrole; le refus de considérer les médicaments génériques comme forme alternative aux médicaments brevetés; le fait d'avoir délibérément masqué les déversements de pétrole, les accidents, la comptabilité frauduleuse, dans le but de faire du profit; la diffusion de la peur et la désinformation à travers le contrôle médiatique; le meurtre de prisonniers, par contrat privé; le colonialisme intra et extra-muros; la torture et le meurtre de civils innocents; la fabrication perpétuelle d'armes de destruction massive (NYCGA 2011c).

Le cadre du «Wall Street» est un *processus d'amplification* du cadre du 1% dans la mesure où il clarifie et développe un schéma interprétatif déjà existant — la concentration des richesses et la prédominance de la finance sur l'économie par exemple — mais qui n'a pas débouché sur une volonté d'engagement — ce qu'identifie le slogan «Occupy Wall Street» (Mathieu 2004, 67; Lípová 2012, 17). Plus qu'une simple institution, Wall Street est la «cathédrale du capitalisme» (Gupta 2011). Ainsi, le mouvement situe le 1% dans un lieu, celui de la finance, associe la pratique du 1%, celle de la spéculation boursière, à Wall Street et enfin lie cette dernière au capitalisme. Tel que le fait remarquer Frances Fox Piven, les slogans qui affirment nous sommes le 99% et ils sont le 1%, soulignent l'accroissement historique des inégalités durant les dernières décennies aux États-Unis (2012). Le cadre «We are the 99%, They are the 1%» résonne donc avec le constat d'une croissance des inégalités économiques¹⁰³ que ravive la crise de 2008, constat partagé par de plus en plus d'analystes économiques. Mais plus que les inégalités économiques c'est le traitement différencié entre les élites économiques et les pauvres et la classe moyenne qui est dénoncé. Les inégalités constatées vont de pair avec une injustice flagrante.

Le cadre du «Banks got bailed out; We got sold out¹⁰⁴» souligne l'injustice d'un système économique en crise, responsable de l'accroissement des inégalités, qui est sauvé par les fonds publics, donc par l'ensemble des contribuables qui sont perçus comme les victimes de ce système. La déclaration de principes de l'Assemblée générale de la ville de New York (NYCGA) commence par dénoncer les injustices

¹⁰³ Tel que le rappelle un militant: OWS «is fighting the astoundingly unfair distribution of wealth in our country while 46 million Americans live in poverty» (Kempa 2011).

¹⁰⁴ Le slogan «Banks got bailed out, we got sold out» est largement utilisé dans la documentation produite par le mouvement (Gitlin 2013, 18).

perpétrées par les élites économiques et politiques (NYCGA 2011c). Elle dénonce ensuite le processus, jugé comme étant illégal, de saisie des propriétés; le fait d'avoir été chercher l'argent du plan de sauvetage économique dans les poches des contribuables, tout en continuant d'octroyer des bonus aux dirigeants d'entreprise (NYCGA 2011c). Le cadre de l'accroissement des inégalités économiques fait le pont avec les cadres de nombreux syndicats, permettant ainsi d'élargir le cadre d'injustice. Le président du syndicat TWU (Local 100) John Samuelson affirme: «Occupy's messaging around the growing wealth disparity in the economy resonated with us as did Occupy's focus on joblessness and on the big banks for crashing the economy. The Occupy message dovetailed perfectly with the fight we were in the middle of taking on.» (Collado 2012).

Aux revendications matérielles s'ajoutent les revendications identitaires: la discrimination, dans les lieux de travail, basée sur l'âge, la couleur de la peau, le sexe, le genre, ainsi que l'identité et l'orientation sexuelle (NYCGA 2011c). Le cadre de la «discrimination» est particulièrement important pour le mouvement. Il permet d'étendre le diagnostic à d'autres catégories sociales qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans un mouvement qui à l'origine est majoritairement blanc et masculin. Le «cynisme» et le «désespoir¹⁰⁵» apparaissent également comme les deux grands maux empêchant toute perspective de changement.

Le cadre d'injustice s'étend à une perception particulière du capitalisme et du rapport entre la sphère politique et celle de l'économique. Ce qui est dénoncé est la collusion entre les gouvernements et le capital. Interviewé par un journaliste, un manifestant d'OWS rapporte ceci: «Pour bien comprendre le monde dans lequel on vit, il faut comprendre ce que signifie le mot capitalisme. Il signifie collusion entre le capital et

¹⁰⁵ Comme l'affirme Arun Gupta: «It's clear that the biggest obstacles to building a powerful movement aren't the police or corporate powers – but our own cynicism and despair.» (Gupta 2011)

les gouvernements. Les gouvernements font des lois pour organiser la vie économique autour du capital et le système se perpétue. Il y a une fusion entre la finance et les gouvernements.» (Renier 2013). Ce cadre pourrait être résumé par la formule: «Wall Street and Capitol Hill are one in the same¹⁰⁶». Le système politique dans son ensemble est décrié comme étant corrompu, reposant sur une logique bipartisane et un système électoral jugés comme étant stériles¹⁰⁷. Ce qui est dénoncé c'est la corruption endémique et irréversible que génère le capitalisme et qui, dès lors, rend le régime, et la forme de démocratie qui l'accompagne, illégitime (Graeber et Houtman 2012, 17).

3.2.2 Cadres de pronostic et de motivation

Au départ, tel que le slogan l'indique «what is our one demand?», les participants d'OWS cherchent à formuler une demande générale. L'objectif est de formuler une demande suffisamment large pour rallier tous les griefs sous un même chapeau. La demande principale suggérée dans l'appel initial est la création d'une commission présidentielle chargée de statuer sur la séparation de l'argent et de la politique (Adbusters Staff 2011a). D'autres demandes plus spécifiques tournaient autour de trois revendications centrales : l'imposition d'une «Taxe Tobin» sur les transactions financières, le rétablissement du «Glass-Steagall Act» et la révocation de la personnalité juridique des corporations. Mais, ne trouvant pas consensus les participants formulent des principes généraux et abandonnent très vite l'idée de formuler des demandes précises.

¹⁰⁶ David Kempa mentionne qu'Occupy Wall Street «is fighting the reality that Wall Street and Capitol Hill are one in the same.» (Kempa 2011).

¹⁰⁷ Chris Hedges écrit à ce propos: «We are not pleading with the Congress for electoral reform. We know electoral politics is a farce. We have found another way to be heard and exercise power. We have no faith in the political system or the two major parties.» (Hedges 2011).

Cette volonté affichée de ne pas formuler de demandes, dévoilerait un axe programmatique du mouvement. Cela constitue d'abord une tactique dans la mesure où elle permet un seuil minimum de l'engagement au mouvement. En effet, circonscrire un ensemble de demandes spécifiques risquerait de diviser les acteurs du mouvement qui ne les embrasseraient pas forcément toutes (Milkman et al. 2012, 195). Le refus d'avancer des demandes particulières indique également une volonté de mettre sur un même pied d'égalité tous les enjeux. Cela répondrait à un objectif de reconnaître et de célébrer les différences. Mais l'absence de demandes constitue aussi une stratégie en soi, dans la mesure où elle empêche une réappropriation médiatique et politique de ce qui est revendiqué. Elle s'inscrit dans une volonté d'autonomisation du mouvement qui refuse de considérer l'État et ses représentants comme des interlocuteurs légitimes. En effet, toute formulation de demandes implique une certaine reconnaissance minimale de l'État.

Le cadre de pronostic du mouvement est essentiellement «Occupy Wall Street», dans la mesure où Wall Street a été identifié avec le lieu de la corruption, de l'avidité, de l'activité du 1% qui concentre richesse et pouvoir au détriment du 99%. La solution ne passe donc pas par la formulation de demandes précises, qui seraient adressées aux médias ou aux politiques (corrompus et soumis au dictat de la finance), mais par l'occupation ferme d'un lieu public et la mise en place directe et immédiate des solutions aux problèmes dénoncés¹⁰⁸. Ainsi, l'extension du cadre est d'occuper d'autres lieux concernant différentes facettes du problème et de la solution: «Occupy Homes», «Occupy Student Debt», «Occupy the Dream», etc. Pour finalement reprendre possession de tout lieu : «Occupy Everywhere».

¹⁰⁸ Comme le rappelle Nathan Schneider: «Instead [of making demands], to begin with, they opted to make their demand the occupation itself—and the direct democracy taking place there—which in turn may or may not come up with some specific demand. When you think about it, this act is actually a pretty powerful statement against the corruption that Wall Street has come to represent.» (Schneider 2011).

Le cadre du «rebellion» ou «revolution¹⁰⁹» évoque également que le mouvement n'entend pas proposer des réformes ou lutter contre des enjeux spécifiques. C'est une transformation radicale des rapports sociaux qui est visée par le mouvement, une rébellion contre l'ordre établi et le début d'une révolution (Gupta 2011; Hedges 2011). Cette transformation radicale passe par des actions directes et la promotion de la désobéissance civile non violente. Le cadre du «direct action and mass civil disobedience» est à la fois un pronostic de transformation radicale et une motivation à s'impliquer directement. Une implication visant à transformer le monde passant par des gestes concrets à la portée de tous et toutes. La désobéissance civile et l'action directe sont conçues en opposition aux formes de protestation classique, soient les marches disciplinées des travailleurs en grève, par exemple. Ce cadre s'étend au cadre de motivation «stop complaining about other people stand up for each other» qui vise l'établissement d'une solidarité passant par l'implication immédiate sans intermédiaire.

Le cadre «This is what democracy looks like», propose la mise en œuvre d'une démocratie directe et d'une organisation horizontale et sans chef. Ce cadre allie le pronostic et la motivation du mouvement. À travers un «processus de démocratie directe», les membres de l'Assemblée disent vouloir: s'engager dans une démocratie participative, directe et transparente; exercer ses responsabilités personnelles et collectives; reconnaître que les privilèges inhérents aux individus ont une influence sur toutes les interactions; se renforcer (empowering) les uns les autres contre toutes formes d'oppression; redéfinir comment le travail est valorisé; affirmer le caractère

¹⁰⁹ «The Occupy movement is indeed revolutionary, but not in the sense of victory, overthrow, and replacement of authority. That cycle seeks simply to entrench a new regime (figure) within the same environment (ground). The Occupiers appear to be groping instead for something more sustainably iterative than the steady state of a single solution. The only sort of permanence in the occupation is the ongoing process of revolution, itself.» (Rushkoff 2013, 171)

sacré de la vie privée; la conviction que l'éducation est un droit humain; et faire des technologies, de la connaissance et de la culture, des ressources ouvertes à tous, à la création, la modification et la distribution (NYCGA 2011a). Le mouvement revendique donc une démocratie réelle contre un régime jugé corrompu par l'argent. Ce qu'exprime bien le slogan : «Democracy not corporatocracy» (Adbusters Staff 2011b).

La solution envisagée passe par l'application immédiate de ce qui est revendiqué. James Clark, étudiant et participant d'OWS, souligne que le but du mouvement est le mouvement en soi, c'est-à-dire la volonté mise en pratique de s'organiser politiquement, économiquement et socialement (Clark 2012, 14). Une membre du «groupe d'assistance» et secrétaire de l'NYCGA affirme: «We are trying to create within OWS what we want to see in the wider world. Too much happens behind closed doors in our society, so it's incredibly important to put it all out there, both the good and the bad, so people can make up their own minds.» (Taylor 2012, 32) On peut entendre le même son de cloche d'un autre participant: «What is so extraordinary about what we're doing here together is that we are pre-figuring the world we want to create in the here and now together.» (NYCGA 2011b).

Le cadre «We are all leaders» permet également d'allier le pronostic à la motivation du mouvement en favorisant la participation de tous. Le mouvement se présente comme étant parfaitement horizontal, décentralisé et sans chef. Le cadre du «speak with us, not for us¹¹⁰» évoque la volonté d'autonomisation du mouvement. Il résonne avec l'idée d'une organisation sans chef où la participation de tous est effective.

¹¹⁰ La déclaration d'Autonomie adoptée en Assemblée générale stipule: «We wish to clarify that Occupy Wall Street is not and never has been affiliated with any established political party, candidate or organization. Our only affiliation is with the people.» (NYCGA 2011e)

Un trait significatif du mouvement OWS est le refus de gommer les différences entre les diverses expériences d'oppression vécues. Le cadre du respect des différences répond au diagnostic de la discrimination. Cela peut être résumé par la formule suivante : «empowering one another against all forms of oppression» (Cf. NYCGA 2011a). Lors des discussions entourant l'élaboration de la déclaration commune de l'NYCGA, les propositions libérales concernant les droits de l'individu et la référence à la «race humaine» furent vite objet de dissension. Certains trouvaient dangereuse l'utilisation de concepts aussi abstraits qui ont comme effet de laminer les différences (Clark 2012, 14). Le cadre «Occupy Wall Street is not a "white thing"¹¹¹» permet l'extension du cadre du mouvement aux communautés afro-américaine et latino-américaine, notamment en s'opposant aux critiques considérant que le mouvement est majoritairement blanc.

Le mouvement se présente et est perçu comme la mise en place de nombreux laboratoires dans les villes au sein desquels sont expérimentées de nouvelles tactiques qui sont susceptibles de se développer à une échelle nationale, voire internationale (Manilov 2013). Le cadre «for a global democracy» étend la volonté d'une démocratie locale à une échelle mondiale. Le mouvement milite pour un changement global passant par la suppression des institutions internationales, jugées non démocratiques et non représentatives, et leur remplacement par une «gouvernance globale du peuple, pour le peuple, par le peuple» (NYCGA 2011d).

3.3 Conclusion

Les cadres de diagnostic, de pronostic et de motivation nous permettent d'entrevoir les différences stratégiques entre les deux mouvements. Ce qui caractérise plus particulièrement cette divergence stratégique est leur conception particulière du

¹¹¹ Ces paroles sont de Nellie Hester Bailey, activiste afro-américaine. (NewsOne Staff 2011)

développement du capitalisme, du rôle et de la nature de l'État ainsi que de l'autonomie du mouvement.

Tout d'abord, l'opposition effectuée par les mouvements entre le «eux» et le «nous» révèle une grande différence. Attac s'adresse à des militants, ainsi qu'à des organisations de la société civile. En effet, l'altermondialisme dont il devient la figure de proue se veut une convergence de mouvements sociaux, d'organisations et d'associations qui s'inscrivent déjà sur la scène militante. À l'inverse, OWS s'adresse au 99%, c'est-à-dire à un ensemble de gens qui n'ont pas forcément d'expérience militante¹¹². En s'adressant aux réseaux militants, Attac vise à coordonner les diverses actions de la société civile. Il propose un espace de convergence. OWS, pour sa part, est davantage un espace de création d'alternatives et d'expérimentation qu'un lieu de convergence des luttes. Bien qu'il profite de l'expérience militante de chacun de ses membres, le mouvement cherche à créer des communautés autonomes.

La différence fondamentale entre les deux mouvements est manifeste en ce qui a trait à leur façon de cadrer leur diagnostic respectif. Attac présente la mondialisation comme étant essentiellement un «choc exogène» au système: la démocratie, la souveraineté, le modèle social français (et européen) ainsi que les normes sociales et environnementales seraient attaqués par une logique extérieure¹¹³. En effet, bien que la mondialisation libérale ait été rendue possible grâce à l'action de gouvernements et

¹¹² Comme le rappelle David Graeber lors d'une entrevue : «the camps were a wonderful opportunity to reach out to people who'd never had the opportunity to experience directly democratic decision-making, alternative economics or the very idea of organization through mutual aid» (Graeber et Houtman 2012, 18).

¹¹³ Comme le rappelle Marcos Ancelovici : «Dans la logique du cadre du «politique contre le marché mondialisé», les coupables sont les marchés financiers, les multinationales sans racine et leurs alliés, c'est-à-dire les institutions financières internationales (FMI, BM, OMC) et les gouvernements qui se sont résignés à la logique de la mondialisation. Cette dernière est ainsi comprise comme un projet politique contingent plutôt que comme un processus inévitable et irréversible» (Ancelovici 2004, 52-53).

la création d'institutions, elle implique que «tout un univers d'intérêts se déploie par-dessus les États et les nations» (Attac-France 2001, 15). La mondialisation libérale détruit les espaces de démocratie et mine la souveraineté des États au profit du droit des investisseurs. Le cadre du politique contre le marché mondialisé suppose qu'un ordre politique doit être préservé contre un ordre économique globalisé.

À l'inverse, OWS présente la corruption comme un trait endémique au système capitaliste, donc endogène, et désormais irréversible. Dans cette perspective, il n'y a pas un ordre politique obéissant à une logique distincte (bien commun) qu'il conviendrait de préserver. Comme le révèle le cadre de diagnostic d'Occupy, le capitalisme et l'État ne font qu'un : «Wall Street and Capitol Hill are one in the same» (Kempa 2011). La corruption endémique découle d'une contradiction inhérente au développement capitaliste. En effet, bien que le développement capitaliste des trente dernières décennies voit les dépenses de l'État diminuer drastiquement en terme de services publics, de programmes sociaux et d'infrastructure, les dépenses dans les domaines militaire, policier, pénal, etc. ne cessent d'augmenter¹¹⁴. Or, comme le rappelle le militant et anthropologue David Graeber (2011), ces dépenses ne contribuent pas à la croissance économique qui, au gré des crises, est de moins en moins soutenable. À cette contradiction de la rentabilité du capitalisme s'ajoute le problème écologique. En effet, ce qui est présumé dans le discours de Graeber c'est que le capitalisme arrive à sa fin dans un processus désormais irréversible. Il n'est donc pas possible ni souhaitable de réformer des institutions qui sont vouées à être dépassées dans un avenir proche¹¹⁵.

¹¹⁴ Cette analyse est partagée notamment par Saul Newman qui ajoute: «As if in anticipation of future insurgencies, the power of the state has exponentially increased in recent years. Securitization becomes the dominant paradigm of the state – the matrix for an unprecedented deployment of strategies and technologies of control, surveillance and preemption, and for a permanent war-like mobilization » (Newman 2011).

¹¹⁵ Graeber parle d'une génération ou deux (Graeber 2011).

Cette différence fondamentale de diagnostic conduit à une divergence au niveau des pronostics. Pour Attac, le «retour» à l'État nation, bien qu'insuffisant comme seul remède, constitue une partie importante de la solution¹¹⁶. Martin Vanier, membre du Conseil scientifique d'Attac, affirme que «l'État nation est encore le cadre redistributif majeur des richesses prélevées sur l'efficacité économique» et qu'il est également «le cadre régulateur majeur des mouvements sociaux» (Attac-France 2001, 65). La revendication de la Taxe Tobin s'inscrit d'ailleurs dans une tentative de redonner une marge de manœuvre aux États¹¹⁷. Pour Bernard Cassen (1998a), la nation «reste une idée neuve : un espace de démocratie, de solidarité et de résistance à la loi des marchés, en même temps qu'une plateforme pour une vraie coopération internationale». Il en est de même pour l'espace européen qui doit faire l'objet de critique, mais toujours dans le cadre de «pression», d'«affrontement de projets», de négociation entre la société civile organisée, la Commission européenne et les États.

À l'inverse, pour OWS la forme que prend l'ordre politique moderne, organisé autour de l'État nation, ne peut pas faire partie de la solution. Les luttes démocratiques doivent être orientées à la fois contre le capitalisme et l'État nation. L'idée que la politique doit prendre le dessus, qu'expose les membres d'Attac, s'exprime dans le cadre d'OWS, par une rupture du lien entre le sujet et l'État¹¹⁸. Au «retour à l'État

¹¹⁶ «Le recours (le retour) à l'État-nation s'il n'est pas négligeable (l'État non seulement dispose encore de marges de manœuvre, mais joue un rôle clef au plan international: simplement il n'est plus le seul) ne peut constituer à lui seul une réponse appropriée, encore moins en Europe...» (Lusson 2007, 122)

¹¹⁷ Traitant de la question de la Taxe Tobin, Bernard Cassen affirme : «Nombre de représentants politiques, conscients de leur impuissance dans certains domaines, y voient une mesure intéressante pour une reprise en main du politique sur le financier.» (Cassen 2000)

¹¹⁸ Dans un article d'Adbusters, écrit quelques mois avant la naissance du mouvement Occupy, Saul Newman décrit ce que doit être le mouvement social et sa relation avec l'État: «Therefore the appearance of social movements on a global scale suggests the attempt to constitute an alternative political space, a new body politic: no longer the body of obedient citizens who respect the formal democratic mandate of power, but rather a rebellious, dissenting body – citizens who do not obey and

providence» et à l'adoption de mesures néo-keynésiennes à l'échelle internationale promue par Attac, la stratégie d'OWS s'apparente davantage à l'invention de nouvelles formes d'espace et d'organisation au niveau local et à l'extérieur des institutions étatiques¹¹⁹. L'opposition entre le pronostic d'Attac et celui d'OWS est importante car elle nous révèle deux stratégies différentes. Pour OWS la solution au «déficit démocratique» passe par la mise en œuvre d'une démocratie directe ou réelle, alors que pour Attac, elle passe par l'élargissement de la démocratie représentative ou formelle.

Le cadre de pronostic d'Attac nous révèle que l'autonomie passe par la restauration de la souveraineté de l'État. Dans la mesure où l'État est un acteur important ayant contribué à initier la mondialisation financière il doit faire partie de la solution visant à l'enrayer¹²⁰. Agissant en tant que mouvement d'éducation populaire, Attac crée un espace de convergence au sein de la société civile afin de faire pression sur l'État. Pour ce faire, il fait la promotion de réformes permettant de redonner à l'État sa marge de manœuvre passablement affectée par la mondialisation libérale. En fait, l'autonomie passe par l'accroissement du rapport de force des citoyens en leur permettant d'avoir un impact au niveau des processus législatif, exécutif et judiciaire. Le mouvement Occupy consiste en la création de communautés autonomes pouvant s'organiser sans le support du gouvernement. Cette autonomie revendiquée et mise en

who refuse to recognize the authority of those who represent them, thus breaking the bond between the subject and the state» (Newman 2011).

¹¹⁹ Dans un article d'Adbusters, Newman résume cette idée: «Democracy today consists in the invention or reinvention of spaces, movements, ways of life, economic exchanges and political practices that resist the imprint of the state and which foster relations of equal liberty. The struggles that take place today against capitalism and the state are democratic struggles» (Newman 2011).

¹²⁰ «La globalisation néolibérale, c'est la poignée d'États capitalistes dominants qui l'a « inventée », dans l'objectif de rouvrir une ère de superprofit pour les firmes auxquelles ils sont étroitement» (Attac-France 2001, 34)

œuvre fait d'OWS un acteur social et non politique¹²¹. L'autonomie d'OWS consiste en l'expérimentation concrète de forme d'organisation démocratique plutôt qu'en la restauration de formes de représentations imaginées. L'autonomie implique que le mouvement doit se créer de lui-même sans chercher d'appui de l'extérieur. Hardt et Negri, dans un article paru dans le magazine *Adbusters*, formulent une idée qui se trouve au cœur de la stratégie d'Occupy. Ceux-ci exhortent tous militants à ne pas prétendre fournir des réponses toutes faites aux problèmes auxquels ils font face, mais plutôt à être confiant que ceux et celles qui s'insurgent contre le système seront capables d'imaginer des solutions que l'on ne peut encore envisager en ce moment. En somme, les processus de cadrage propre aux mouvements permettent d'identifier des différences majeures qui informent leurs stratégies respectives.

¹²¹ Un militant formule cette idée de la manière suivante : «It's no longer political. It's social». Ou encore : «The State, whether capitalist or socialist [...] will always engage us, through direct repression and countless covert tactics» (Hedges 2011).

CONCLUSION

En observant les diverses représentations des mouvements Attac France et OWS nous avons d'abord été en mesure de dégager un ensemble de tactiques précises. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons pu cerner les principales tactiques caractérisant les deux mouvements. Maintenant que nous avons esquissé un portrait d'ensemble des mouvements, il nous est possible de relever les principales stratégies de ceux-ci.

Les tactiques d'Attac se déclinent en quatre stratégies, celles visant à : créer un lieu de convergence des mouvements sociaux, associations et organisations de la société civile; diffuser le savoir et produire une «contre-expertise»; réformer les institutions politiques et redonner une marge de manœuvre aux États; et faire pression sur les élus et influencer le processus électoral. La première implique l'organisation et la participation à des forums sociaux (FSM et FSE), à des contre-sommets et à de nombreux autres événements en marge des rencontres officielles (G7, G8, G20, Rencontre ministérielle de l'OMC, etc.). L'inclusion au sein du collège des fondateurs de nombreux acteurs des milieux associatifs, syndicaux, journalistiques, est également au registre de ces tactiques. La seconde, comprend l'élaboration et la diffusion d'une contre-expertise permettant d'ajouter de la crédibilité au mouvement. La création d'un Conseil scientifique, d'Universités d'Été, de colloques, de kiosques d'information, ainsi que la production d'une documentation foisonnante permettent de répondre à ces objectifs. La troisième stratégie concerne des propositions de réformes de toutes sortes s'inscrivant dans l'économie sociale ou néokeynésienne. La proposition de la Taxe Tobin est représentative à cet égard. Enfin, la quatrième implique des tactiques telles que des campagnes portant sur des enjeux politiques spécifiques, l'utilisation de pétitions à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen, la participation à des missions d'information parlementaire, etc.

La stratégie caractérisant plus que toute autre Occupy Wall Street est l'établissement d'un espace de préfiguration politique visant l'expérimentation de la démocratie

directe et de rapports horizontaux, exempts de hiérarchie. L'occupation et le maintien d'un espace autonome implique des tactiques qui s'observent au niveau local et microsociologique : la création d'une Assemblée générale journalière ouverte à toutes et tous, mécanisme de prise de décision par consensus, «micro humain», formation libre et décentralisée de groupe de travail, etc. Ces tactiques permettent de préfigurer la forme d'organisation sociale et politique que le mouvement revendique et prétend incarner. La stratégie d'OWS consiste ensuite à étendre cet espace autonome à toutes les sphères de la réalité sociale. À cet égard, les différentes initiatives ayant cet objectif sont autant de tactiques du mouvement : «Occupy the Hood», «Occupy Homes», «Occupy Student Debt», «Occupy Together», «Occupy the Dream», «Occupy Everywhere», etc. Enfin, une autre stratégie caractéristique d'OWS est de proposer des alternatives concrètes sans médiation institutionnelle et d'éviter la réappropriation politique et médiatique. À cet égard, le refus de formuler des demandes est une tactique importante car elle exprime l'autonomie du mouvement ou du moins sa volonté de l'être. Ce refus d'exprimer des demandes s'articule au refus de reconnaître l'État comme interlocuteur ou comme agent médiateur du conflit. Les tactiques s'inscrivant dans cette stratégie tentent d'éviter le plus possible les médiations institutionnelles. C'est le cas des actions directes et de désobéissance civile. C'est aussi le cas des initiatives du Bank Transfer Day et du Rolling Jubilee qui ne s'adressent pas aux gouvernements ou aux institutions régulatrices, mais directement aux consommateurs et aux débiteurs. Ce type de tactique contraste avec les demandes de réformes visant à faire pression sur le gouvernement afin d'éliminer ou d'atténuer les effets dénoncés du capitalisme.

En étudiant le contexte d'émergence des mouvements et en analysant la structure des contraintes et d'opportunités politiques, nous sommes parvenus à comprendre la composition des répertoires propres aux mouvements sociaux, c'est-à-dire l'agencement particulier des diverses représentations. Les déterminants structureaux du régime politique, tels que son degré d'ouverture et sa capacité d'intervention, mais

également plus conjoncturels, tels que le jeu des alliances, nous ont permis de comprendre l'utilisation de telles ou telles tactiques. Par ailleurs, celles-ci s'inscrivent dans un contexte et dans des répertoires de conflit plus large qui président à leur élaboration.

En suivant l'Approche par processus politiques (APP), nous avons mise à l'épreuve l'hypothèse de Kitschelt. Sur la base de cette dernière, nous étions en droit de nous attendre à ce qu'Attac France adopte une stratégie confrontationnelle dans le cadre du régime hexagonal «fort et fermé» et OWS une stratégie assimilatrice dans le cadre du régime étatsunien «faible et ouvert». Toutefois, l'analyse des éléments de la structure de contrainte et d'opportunité politique, nous a mené à nuancer la typologie des régimes.

Nous avons ainsi fait ressortir des éléments importants du régime français permettant à Attac de saisir des opportunités cruciales, relativisant ainsi la fermeture du régime. La période de cohabitation (1997-2003) ouvre une première brèche dans le régime présidentiel, assurant une plus grande intégration des demandes de groupes de la société civile. La configuration particulière de la coalition gouvernementale permet également d'obtenir des alliés de poids, alors que le parti socialiste devait composer avec plusieurs députés situés sur sa gauche. C'est également une conjoncture française particulière où se développe un large réseau associatif qui permet à Attac de bénéficier d'une base sociale importante. Cette configuration lui permet de se présenter en tant que mouvement de convergence et à cette fin, de participer à la création de lieux rassemblant les militants de divers horizons. C'est notamment à travers les expériences récentes de ces multiples associations que se développe un répertoire de conflit au sein duquel Attac puise afin d'élaborer son répertoire spécifique. Attac a également été en mesure d'activer le mécanisme de certification non seulement par sa présence sur la scène parlementaire, mais également en s'agréant au registre des Associations nationales de jeunesse et d'éducation populaire.

Cela lui permit de jouir d'une crédibilité nécessaire afin d'avoir l'attention des élus et du public concernant les demandes et projets de réformes qu'il proposait.

En ce qui concerne OWS, la tactique d'occupation rend possible la répression directe du régime dans la mesure où le mouvement concentre son activité dans un lieu physique et public. Plusieurs tactiques du répertoire d'OWS s'expliquent par cette répression directe. Le choix du Zuccotti Park comme lieu d'occupation a été, entre autres, motivé par le fait que les policiers aient bloqué les autres espaces environnant la place financière. Les tactiques policières s'inscrivant dans la politique de «tolérance zéro», ainsi que la méthode dite de «strategic incapacitation» afin de réprimer les manifestations, ont probablement joué un grand rôle dans le choix de créer un espace autonome. À cette répression directe s'ajoute une répression indirecte passant par l'institutionnalisation de pratiques visant à exacerber l'exclusion et créer de la marginalité. Le rôle des espaces publics de propriété privée est ici une contrainte du régime que le mouvement a su transformer en véritable opportunité. Si l'occupation a pu durer deux mois, c'est en partie grâce au premier amendement, qui a mainte fois été évoqué pour prévenir l'éviction du parc, mais également au statut juridique de l'espace occupé (espace public de propriété privée). Enfin, l'absence d'allié de poids a grandement concouru à l'isolement du mouvement. Le mouvement syndical est généralement affaibli depuis les dernières décennies et les lois concernant le droit de grève sont très restrictives, notamment dans la ville de New York. La faiblesse relative des acteurs syndicaux, dont le NYCCLC, fragmentée et relativement conservateur, participa à la marginalisation du mouvement.

Cependant, nous devons aller plus loin afin de saisir les stratégies propres aux acteurs. L'APP permet de comprendre les contraintes et les opportunités qui s'exercent sur l'action des mouvements et donc justifient le choix de telles ou telles tactiques. Cette approche ne permet toutefois pas de rendre compte de leur stratégie. Ainsi, le lien entre la typologie des régimes (fort-fermé/faible-ouvert) et les stratégies

(confrontationnelle/assimilatrice) demeure plutôt faible. Par conséquent, pour comprendre les stratégies des mouvements il faut également tenir compte de la perception et de l'intentionnalité des acteurs. La Théorie des processus de cadrage (TPC), en relevant les cadres de diagnostics, de pronostics et de motivation nous permet de questionner la perception et l'intentionnalité des acteurs et ainsi d'esquisser le projet du mouvement social.

Le diagnostic d'Attac France présente la mondialisation financière comme un phénomène relativement contingent et extérieur au développement du capitalisme. Elle est par conséquent distincte d'une autre logique qui est celle du cadre étatique garant des institutions représentatives. Le cadre européen est également susceptible de garantir les institutions nécessaires pour contrer la logique des marchés mondiaux, à condition d'être réformé. Le cadre du politique contre le marché mondialisé indique qu'aux formes de régulation du marché, Attac oppose un «retour» à des formes de régulation politiques. Sur le plan économique, cela se traduit par la promotion de mesures néo-keynésiennes susceptibles de redonner aux États leurs marges de manœuvre. Cette conception de l'État et de son rapport avec la mondialisation permet également de comprendre la visée réformiste d'Attac et son attachement à participer aux institutions politiques.

OWS développe un diagnostic différent en posant la corruption comme problème inhérent au développement du capitalisme. L'État et le capitalisme se développent dans une symbiose contradictoire où la libéralisation des marchés, l'accentuation de la concurrence et l'accroissement des normes de productivité côtoient le développement d'un État de plus en plus répressif, augmentant ses dépenses militaires, policières et pénales. Dans cette optique, l'État n'a jamais été un lieu permettant l'expression de la volonté populaire, mais un appareil de domination autoritaire, violent et centralisateur. De ce diagnostic découle le cadre de pronostic qui envisage de se saisir d'espaces afin de mettre en œuvre une démocratie directe.

Par conséquent, le mouvement doit se construire à l'extérieure des institutions politiques. La stratégie passe par la création d'un espace géré de manière autonome et ainsi par l'invention ou la réinvention de pratiques «réellement» démocratiques.

En somme, les stratégies d'Attac France et d'OWS semblent avoir donné de bons résultats. Attac fournit toujours une documentation foisonnante ainsi que des études sérieuses émanant de son Conseil scientifique sur les multiples facettes de la mondialisation libérale. Les FSM et FSE continuent d'attirer de nombreux militants et permettent l'échange d'information, la mise en commun d'expériences militantes et la coordination de projets.

Attac a marqué le paysage politique français en se posant comme un acteur incontournable qui est désormais présent dans plus de 40 pays. Enfin, de nombreux moyens de pression à différents niveaux politiques ont permis des gains : avortement des négociations sur l'AMI, adoption du principe de la Taxe Tobin à l'Assemblée nationale, rejet français du TCE, etc. Si ces gains ne sont pas exclusivement attribuables à Attac, il en demeure incontestablement un acteur important. Mais il est difficile d'évaluer concrètement les tactiques d'Attac alors que sa stratégie ne vise pas seulement des réformes concrètes, mais également de contribuer au débat démocratique et à consolider le rapport de force citoyen.

OWS a été un mouvement très court, alors que sa campagne principale, l'occupation du Zuccotti Park, ne dura que 2 mois. Cependant, il fut à l'origine d'un mouvement beaucoup plus vaste qui s'exprima intensivement durant l'automne 2011 et qui demeure encore présent à l'esprit de beaucoup. Si l'on voit la stratégie d'Occupy comme un stade préfiguratif de la démocratie «réelle» alors on peut dire qu'elle a donné des résultats. De nombreuses initiatives ont été créées à partir des expériences d'OWS visant la diffusion du mouvement. Ainsi les différentes modalités d'occupation («Occupy our Homes» «Occupy Harlem», «Occupy our Mail»,

«Occupy the Dream», «Occupy Sandy», etc.) offrent des solutions aux différentes facettes du problème principal, soit la corruption endémique au système. Il est alors difficile d'évaluer les tactiques et stratégies d'OWS dans la mesure où les changements sont diffus et d'ordre culturel. OWS aura certainement contribué à alimenter la culture autonomiste de la contestation américaine.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

15-M	Mouvement des Indignés
AC!	Agir ensemble contre le chômage
Act Up	AIDS Coalition to Unleash Power
AFL-CIO	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
AGCS	Accord général sur le commerce des services
Aides	Association française de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales en France
AITEC	Association internationale de techniciens, experts et chercheurs
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
APP	Approche par processus politique
Arcat	Association française de recherche, de communication et d'action pour l'accès aux traitements des personnes séropositives au VIH et celles atteintes du sida
ATTAC	Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne.
BM	Banque mondiale
CADTM	Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde
CCC-OMC	Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC
CEDETIM	Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale
CES	Confédération européenne des syndicats
Cetim	Centre Europe tiers-monde
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail
CNAJEP	Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire
CNCL	Conférence nationale des comités locaux
CRID	Centre de recherche et d'information pour le développement
DAL	Droit au logement
FFMJC	Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture
FMI	Fonds monétaire international
FSE	Forum social européen
FSM	Forum social mondial
FSU	Fédération syndicale unitair
G20	Groupe des vingt pays représentant les plus grandes puissances économiques
G7	Groupe des sept pays représentant les plus grandes puissances économiques
G8	Groupe des huit pays représentant les plus grandes puissances économiques
MDC	Mouvement des citoyens

MNCP	Mouvement national des chômeurs et précaires
Modéf	Mouvement de défense des exploitants familiaux
MRAP	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
NYCGA	Assemblée générale de la ville de New York
NYPD	Département de police de la ville de New York
NYSE	New York Stock Exchange
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
OWS	Occupy Wall Street
PET	Partenariat économique transatlantique.
PS	Parti socialiste de France
SNES	Syndicat national des enseignements de second degré
SNUI	Syndicat national unifié des impôts
SOP	Structure d'opportunités politiques
SUD-PTT	Solidaires unitaires démocratiques - postes, télégraphes et téléphones
TPC	Théorie des processus de cadrages
UE	Union européenne
UFAL	Union des familles laïcs de France

ANNEXE A
CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS POUR ATTAC

Décembre 1997 : Éditorial d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique* « Désarmer les marchés » concluant : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une Taxe Tobin d'aide aux citoyens, ATTAC ».

1998

Janvier : première annonce dans *Le Monde diplomatique* de la volonté de créer une ONG au nom d'Attac.

16 mars : Première réunion visant la mise sur pied de l'ONG, à laquelle ont participé des représentants d'une quinzaine d'organisations syndicales et de nombreuses associations, ainsi que des membres des équipes de *Charlie Hebdo*, de *Politis*, de *Transversales* et du *Monde diplomatique*.

Mai : Publication d'un dossier spécial «Un autre monde est possible» dans *Le Monde diplomatique*. Bernard Cassen annonce les thèmes généraux sur lesquelles devra se pencher les prochaines réunions.

3 juin: Assemblée générale constitutive d'Attac, dont le nom officiel devient «Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens». Un conseil d'administration, un bureau provisoire et un conseil scientifique sont créés. Attac se dote également d'un siège social situé au 9bis, rue de Valence, Paris.

9 juin : Première conférence de presse internationale

17 octobre : Première rencontre nationale d'Attac à La Ciorat dans les Bouches-du-Rhône.

Décembre: Première réunion internationale à l'issue de laquelle a été publiée la « plateforme internationale d'Attac ».

1999

Janvier : Pétition nationale pour l'instauration de la Taxe Tobin et pour le retrait du gouvernement des négociations concernant l'AMI et le PET (*Le Monde diplomatique* 1999a).

25-30 janvier : Participation à l'organisation de la semaine l'«Autre Davos» à Paris en parallèle au Forum économique mondial de Davos se tenant du 28 janvier au 3 février.

24-26 juin : Rencontres internationales à Paris sur le thème : « la dictature des marchés ? Un autre monde est possible », avec 70 délégations étrangères, 95 organisations (p. ex. Confédération paysanne, Droits devant!, la Fédération des finances CGT, la FSU), la participation de partis politiques (les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et le Parti communiste). En tout plus de 1200 personnes participèrent à ces rencontres.

27-30 novembre : Attac anime l'organisation de rassemblements unitaires en France contre le sommet de l'OMC à Seattle. Plus de 70 000 personnes se mobilisent.

Mobilisation à Seattle le 30 novembre, sous le thème «Le monde n'est pas une marchandise».

Décembre : Parution du livre collectif *Contre la dictature des marchés*.

2000

28-29 janvier : Colloque national de Morsang-sur-Orge, co-organisé avec la municipalité, sous le thème «Face à la mondialisation libérale, les collectivités, ancrages du sursaut citoyen ». À l'issue de la rencontre, les participants adoptent l'«Appel de Morsang» qui servira de plateforme pour de nombreux événements traitant l'impact de la mondialisation libérale sur les territoires.

16 février : Le président d'Attac France rencontre deux représentants associatifs brésiliens pour discuter d'un éventuel Forum Social Mondial.

Mars 2000 : Première réunion à Paris des Attac européens et d'organisations proches. En tout, quinze pays sont représentés.

22-25 juin : Co-organisation d'un sommet alternatif regroupant associations, syndicats et ONG à Genève en marge du Sommet social des Nations Unies «Copenhague +5». Lors de cette rencontre est adoptée une résolution «Construire les voies d'un autre monde : mondialisons les résistances ». Annonce du premier Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2001.

23-26 août : Première université d'été d'Attac à La Ciotat. Plus de 700 adhérents y participent.

4 septembre : Parution du premier numéro de *Villes d'Attac*, destiné aux collectivités, du groupe « Mondialisation et territoires » d'Attac, former suite à l'Appel de Morsang.

26-28 septembre : À Prague, Attac participe aux manifestations contre la tenue de l'assemblée générale annuelle de la BM et du FMI.

13-14 octobre : À Bayonne, contre-sommet à l'occasion de la réunion du Conseil européen.

27-28 octobre : Assises et Assemblée générale d'Attac à Saint-Brieuc, auxquelles participent 1200 adhérents.

6-7 décembre : À Nice, contre-sommet à l'occasion de la réunion du Conseil européen qui va adopter un nouveau traité prolongeant celui d'Amsterdam (1997).

16 décembre : Première réunion de la Conférence nationale des comités locaux (CNCL) créée dans la foulée de l'assemblée générale de Saint-Brieuc. La CNCL se réunira désormais trois fois par an.

2001

25-30 janvier : Attac participe à la création du premier Forum social mondial à Porto Alegre, qui regroupera 15 000 personnes en marge du Forum économique à Davos.

10 mars : Le président d'Attac s'entretient à Xochimilco avec le sous-commandant Marcos à la veille de la marche de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) à Mexico qui regroupera près de 400 000 personnes. Marcos déclare son intention d'éventuellement constituer une organisation politique s'incorporant au réseau international d'Attac.

Avril : À Québec, Attac participe aux forums et manifestations organisés contre le « sommet des Amériques » destiné à créer une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Mai-juin : Attac soutient et relaie la campagne de boycottage contre la multinationale Danone. La campagne est initiée par les employés de Calais et Ris Orangis, dont la fermeture des usines avaient été annoncé par les actionnaires.

15-21 juillet: Attac participe au contre-sommet de Gênes (Genoa Social Forum) où plus de 200 000 manifestants se retrouvent.

24-28 août : À Arles, deuxième université d'été d'Attac, en présence de plus de 700 personnes.

3-4 novembre : À Tours, Assises et assemblée générale d'Attac.

10 novembre : Attac co-organise de nombreuses manifestations à travers la France, en marge de la conférence ministérielle de l'OMC à Doha, Qatar. Les négociations portent notamment sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) : des centaines de collectivités se déclarent « zone hors AGCS ».

19 novembre : l'Assemblée nationale vote un amendement à la loi de finances 2002 prévoyant la mise en place de la taxe Tobin en France, sous réserve que les autres pays européens en fassent autant.

2002

19 janvier: Présentation des analyses et propositions d'Attac lors du lancement du *Manifeste 2002* au Zénith à Paris devant plus de 6 000 personnes.

31 janvier-5 février : Deuxième Forum social mondial à Porto Alegre, réunissant 50 000 participants. Pour la première fois, l'ensemble des Attac du monde (une quarantaine) se réunissent et décident d'actions communes, aux plans régional et mondial.

8 mars : À Bruxelles, première réunion de préparation du Forum social européen de 2002. Une dizaine d'Attac d'Europe sont présentes.

14-16 mars : Contre-sommet alternatif au Conseil européen de Barcelone. Plusieurs centaines de membres et sympathisants d'Attac tentent de s'y rendre, dont plusieurs sont bloqués à la frontière espagnole. La manifestation du 16 mars regroupe 400 000 personnes.

8 avril : Constitution du collectif français de préparation du Forum social européen.

7-10 novembre: Premier Forum social européen (FSE) à Florence, avec la présence de 60 000 délégués représentants organisations, mouvements sociaux, ONG, syndicats venant de toute l'Europe. Les participants occupèrent la Forteresse de Basso et les rencontres culminèrent avec une grande manifestation antiguerre de 1 million de personnes.

2003

23-28 janvier : 3e Forum social mondial (FSM), avec près de 120 000 participants, 5 000 organisations de 121 pays, représentées par 30 000 délégués, participant à des travaux dans des dizaines de conférences, panels, témoignages et tables de dialogue et de controverses, ainsi que dans plus de 1 500 ateliers et séminaires.

Printemps : Attac anime le débat sur les retraites pendant une forte mobilisation sociale.

Juin 2003 : Forte mobilisation lors du contre G8 à Annemasse.

Août 2003 : Rassemblement altermondialiste du Larzac. 300 000 personnes y participent.

12-15 novembre : Deuxième Forum social européen à Paris, admettant 40 000 inscrits et une participation de 150 00 personnes à la marche de clôture.

2004

16-21 janvier : 4^e Forum social mondial à Bombay, en Inde, avec environ 80 000 participants.

14-17 octobre : 3^e Forum social européen à Londres, avec une assistance de plus de 20 000 personnes de 70 pays différents.

2005

Janvier : Attac se lance dans la campagne pour le NON au traité constitutionnel européen qui aboutira, après une forte mobilisation, au rejet du projet le 29 mai.

26 au 31 janvier : 5^e Forum social mondial à Porto Alegre, réunissant 155 000 participants. Le Manifeste de Porto Alegre est rédigé.

2006

Janvier-mars : 6^e Forum social mondial. Le Forum se tient dans plusieurs pays, ce qui lui vaut l'appellation de « forum polycentrique » : du 24 au 29 janvier à Caracas (Venezuela), réunissant près de 100 000 participants; du 19 au 23 janvier à Bamako (Mali), réunissant 5 000 participants; et en mars à Karâchi (Pakistan).

4-7 mai : 4e Forum social européen à Athènes.

Juin 2006 : Crise suite à des allégations de fraudes dans le processus d'élection à Attac France.

2006 (?) : Large débat autour de la rédaction du Manifeste d'Attac, qui paraîtra en janvier 2007, avec comme mot d'ordre «bâtir un monde solidaire, écologique et démocratique».

ANNEXE B

CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS POUR OWS

Juin 2009: Soulèvement postélectoral à Téhéran en Iran. Les manifestations ont lieu suite à l'élection d'Ahmadinejad, dont les résultats avaient été contestés.

17 décembre 2010: Immolation de Bouazizi. Mouvements de révoltes en Tunisie.

27 décembre 2010: soulèvement de Tunis

2011

Janvier-mars: Le mouvement se propage à l'ensemble du Moyen-Orient: Algérie (28 déc), Arabie Saoudite (14 jan), Jordanie (14 jan), Mauritanie (17 jan), Yémen (18 jan), Liban (24 jan), Égypte (25 jan), Palestine (28 jan), Maroc (30 jan), Soudan (30 jan), Barhein (14 fév), Lybie (15 fév) Oman, Syrie (18 mars).

25 janvier: Révoltes en Égypte.

31 janvier: occupation de la place Tahir (Égypte) par 250 000 personnes.

14 Février: Aux États-Unis, une vague d'agitation populaire a secoué le Wisconsin à Madison et rapidement atteint les campus universitaires à proximité et les villes de Milwaukee, Green Bay, et Columbus, dans l'Ohio. L'occupation de l'hôtel de ville à Madison durera du 14 juin au 5 juillet

19 février: Grande manifestation de 70 000 personnes.

20 février: Occupation du Capitole à Madison. L'occupation dura du 20 février au 3 mars bien que les manifestations quotidiennes continuent de s'y tenir jusqu'en juin de la même année.

26 février: Grande manifestation de 100 000 manifestants à Madison contre le budget proposé.

Été 2011: Le printemps arabe continue: les mouvements de révoltes gagnèrent l'Afrique sub-saharienne, l'Amérique Latine, l'Asie et l'Europe. Le mouvement 15M s'établit dans près de 60 villes espagnoles. Le mouvement des indignés gagne l'Europe.

14 juin: Occupation du Park Place sur Broadway entourant l'édifice Woolworth. Les occupants manifestent contre les coupures du maire Bloomberg dans les services aux citoyens et les licenciements d'employés de la ville. L'action est initiée par le groupe New Yorkers Against Budget Cuts.

2011

9 juin: Kalle Lasn d'Adbusters (une organisation anticonsumériste canadienne) enregistre le nom d'adresse OccupyWallStreet.org.

13 juillet: Adbusters propose la tenue d'une manifestation pacifique pour occuper Wall Street.

2 août: Un groupe s'autoproclamant «New Yorkers Against Budget Cuts» pris l'initiative de créer une Assemblée générale avec un autre groupe issue d'une session stratégique de OWS. Les deux groupes manifestèrent au Bowling Green Park à Manhattan contre la demande républicaine de réduire le déficit gouvernemental plutôt que d'augmenter le plafond de la dette nationale. Après la manifestation les deux

groupes se rassemblèrent afin de former un groupe de travail chargé de planifier l'évènement du 17 septembre.

9 août: Dylan Ratigan critique les liens entre banques et politiques américaines dans son show télévisé sur la chaîne MSNBC.

14 août: Warren Buffett publie un article "Stop Coddling the Super Rich" dans la section éditorial-opinion du New York Times.

15 août: Un appel à occuper Wall Street est lancé sur la page facebook créé à cet effet. L'invitation porte le slogan «Yes we camp».

23 août: Le groupe hacktiviste Anonymous fait un appel large à ses sympathisants de se joindre au mouvement de contestation.

Septembre

3 : L'ancien secrétaire au travail Robert Reich publie un long article d'opinion dans le New York Times affirmant que les gains de productivité des 30 dernières années n'ont bénéficié qu'au cinquième des salariés les plus riches. Une première séance de planification d'Occupy Wall Street se tient au Tompkins Square Park.

17 : Première journée d'occupation au Zuccotti park. Le rassemblement est estimé à 1 000 personnes. Le Département de police de NY (NYPD) interdit aux manifestants d'ériger des tentes en vertu des règles concernant le flânage. Le soir, plus de 700 activistes assistent à la première Assemblée générale (NYCGA).

20 : Arrestation de manifestants masqués.

21 : Le show télévisé *The Colbert Report* et les journaux *The Guardian* et *The New York Times* commencent à couvrir les évènements entourant le mouvement OWS.

24 : La police de NY procède à environ 80 arrestations lors d'une grande marche vers le Union Square au centre-ville de Manhattan ayant paralysée de nombreuses rues. Lors de cette manifestation un policier utilise du poivre de cayenne sur une manifestante. La vidéo de l'incident est largement diffusée sur le web et devient rapidement virale.

25 : Une déclaration d'Anonymous menaçant le département de police de N-Y aurait été diffusé sur YouTube vers 4:30 pm: «We, as it is our duty to uphold the freedoms of the people will constitute a declaration of war against the NYPD if the brutality does not stop. If we hear of brutality in the next 36 hours then we will take you down from the internet as you have taken the protesters voices from the airwaves».

26 : Noam Chomsky fait une sortie publique en soutien au mouvement OWS. Le réalisateur et activiste Michael Moore se rend au parc Zuccotti où il adresse un discours de soutien aux occupants.

27 : Plus de 700 pilotes d'avion de Continental et de United, joints par d'autres pilotes, appartenant à d'autres syndicats, ont manifesté devant Wall Street contre la fusion de United Airlines (United) et Continental Airlines (Continental). Une marche d'OWS se rallie à une manifestation des postiers contre la réduction de la semaine postale à 5 jours. Le conseiller de ville Charles Barron se rend au parc Zuccotti afin d'annoncer son support au mouvement. Le professeur et activiste Cornel West s'y rend également et participe à l'ouverture de l'Assemblée Générale.

28 : Le conseil du syndicat des travailleurs du transport (TWU Local-100) vote un support au mouvement Occupy Wall Street. Le commissaire de police Kelly affirme publiquement que le département de police ne peut empêcher la tenue des activités des occupants du parc Zuccotti dans la mesure où il s'agit d'un espace public, mais de propriété privée.

29 : Michael Moore se rend au Zuccotti parc pour y réaliser un tournage pour la chaîne MSMBC.

30 : Parution de la première édition du *Occupied Wall Street journal*. Plus de 1 000 manifestants, incluant des représentants de nombreux syndicats, marchent pacifiquement vers le siège du NYPD, près du New York City Hall, afin de dénoncer les «interventions maladroites» de la police lors de la semaine précédente.

Octobre

1er : Grande marche sur Brooklyn Bridge. Vers 3 pm, environ 2 000 manifestants se joignent aux occupants de Zuccotti park et se déplacent vers le pont de Brooklyn. Les forces policières procèdent à plus près de 700 arrestations. De nombreux manifestants affirment que les policiers ont permis aux manifestants d'entrée sur le pont avant de les arrêter, ce qui laisse croire certains qu'il s'agissait d'un piège.

2 : Allocution de Joseph Stieglitz au Zuccotti Park. Le vidéo sur youtube devient viral.

5: Grande manifestation de 5 000 à 12 000 personnes débutant au Foley Square et se propageant dans les rues de Wall Street. Dans la soirée les tensions montent entre manifestants et policiers, lorsque 200 personnes ont tenté de détruire les barricades de Wall Street. Un policier fait usage de poivre de cayenne sur des manifestants. Début d'un soutien politique et syndical large au mouvement.

6 : Le mouvement s'étend à 146 villes américaines, dans 45 États américains, ainsi qu'à 28 villes à l'étranger. Michael Moore se rend à Zuccotti park où il prononce un discours.

9: Le philosophe Slavoj Zizek prononce une allocution devant une foule au zuccotti park.

10: Le maire Bloomberg déclare qu'il n'a pas l'intention de déloger les occupants de Wall Street en autant qu'ils respectent la loi. Cette déclaration a été perçu par le mouvement comme une victoire.

13: Le maire déclare publiquement que les occupants doivent évacuer le parc et le NYPD distribue un avis d'éviction pour cause de salubrité publique.

14: Des milliers de manifestants investissent le parc à partir de 6h le matin. La police abandonne la poursuite des opérations. Le bureau de Brookfield properties déclare vouloir suspendre sa décision et tenter de trouver arrangements avec les occupants.

15: Grande manifestation internationale menée sous les slogans «United for #GlobalChange» et «United for Global Democracy», ayant lieu dans plus de 950 villes, dans 82 pays. Dans la journée, près de 400 personnes se rassemble au Washington Square Park afin de déterminer un autre lieu d'occupation dans la ville de New York. Un groupe de manifestants occupent une filiale de la Citybank, pendant que d'autres essaient en masse de fermer leur compte bancaire. Le soir

quelques 5000 personnes manifestent à Times Square où 70 personnes sont arrêtées. Un contingent d'environ 1000 personnes retourne au Washington Square Park pour y tenir une seconde AG, avant d'être dispersé par la police faisant respecter le couvre-feu de minuit.

16: Le président Barack Obama dit vouloir travailler à ce que l'intérêt des 99% soit représenté.

17: Le «Global Day of Rage», réuni dans plus d'un millier de ville dans le monde et plus de cent villes aux É.-U., des centaines de milliers de personnes, manifestants contre les inégalités économiques et le système bancaire, en soutien à OWS. Jesse Jackson se joint à une chaîne humaine dans Zuccotti park afin d'encercler une tente ayant été ciblée par des policiers pour être démantelée.

26: Plusieurs milliers de manifestants, appelés par le mouvement OWS, ont investis le Union Square à Manhattan en support à un vétéran de la guerre d'Iraq blessé par une douille de gaz lacrymogène lors d'une manifestation antiguerre

Novembre

15: Évacuation, sans sommation, des occupants du Zuccotti park par les forces de police. Entre 1h du matin et 4h du matin la place est vidée de tous ses occupants. Près de deux cents arrestations sont reportées, dont le conseiller de ville Ydanis Rodriguez. Les effets personnels (des ordinateurs, des livres et autres équipements dont une partie considérable a été détruite) des occupants ont été confisqués et envoyés au département d'assainissement.

17: Journée nationale d'action pour protester contre l'éviction d'OWS. Le matin, à partir de 7h am, plusieurs groupes d'action directe ont tenté de bloquer plusieurs endroits de Wall Street (eg. l'édifice du Marine Midland, l'entrée du NYSE). Les blocages échouèrent et près de 150 arrestations eurent lieu. Vers 15 h une autre série d'action direct impliquait l'occupation de wagons de métro dans 16 stations. À 16h le maire Bloomberg confirmait qu'il y avait 177 arrestations et le NYPD reportait une participation de 30 000 manifestants dans la journée. Vers 17 h des dizaines de milliers de personnes se rassemblent au Foley Square, un point de ralliement pour une grande marche syndicale qui culmine sur le pont de Brooklyn où se tient une AG.

Décembre

17: Un appel à réoccuper Manhattan, coïncidant avec le 3e mois d'anniversaire d'OWS, amène des centaines de manifestants à occuper une église. Les policiers ont empêché les manifestants d'entrer et ont procédé à 50 arrestations.

ANNEXE C

DÉFINITION DES MÉCANISMES ET PROCESSUS ABORDÉS

Mécanismes :

- *Attribution de similitude* : mécanisme par lequel un acteur politique reconnaît un autre acteur comme relevant de la même catégorie que lui.
- *Activation/désactivation de frontière* : augmentation/diminution de l'importance attribuée à la distinction nous/eux qui sépare deux acteurs politiques.
- *Certification* : signal émis par une autorité extérieure montrant qu'elle est disposée à reconnaître et à soutenir l'existence et la revendication d'un certain acteur politique (dans la décertification, une autorité extérieure signale qu'elle retire à un acteur politique sa reconnaissance et son soutien).
- *Déplacement de frontière* : modification des personnes ou des entités situées d'un côté ou de l'autre d'une frontière existante.
- *Diffusion* : propagation d'un site à un autre d'une représentation conflictuelle, d'un thème de conflit ou d'une interprétation.
- *Émulation* : imitation consciente d'une représentation observée ailleurs.
- *Formation de frontière* : création d'une distinction nous/eux entre deux acteurs politiques.
- *Intermédiation* : production d'une nouvelle liaison entre deux acteurs jusque-là disjoints ou faiblement connectés.

Processus :

- *Appropriation sociale* : des organisations ou réseaux non politiques entrent en campagne avec tout leur équipement organisationnel et institutionnel, se transformant ainsi en acteurs politiques.

- *Changement d'échelle* : augmentation ou diminution du nombre d'acteurs et/ou de la portée géographique d'une revendication coordonnée.
- *Changement d'identité* : apparition de nouvelles réponses collectives aux questions « Qui êtes-vous ? », « Qui sommes-nous ? » et « Qui sont-ils ? ».
- *Formation d'une coalition* : établissement, entre deux plusieurs acteurs jusque-là distincts, d'une coordination visible et directe des revendications.
- *Institutionnalisation* : incorporation de représentations ou d'acteurs politiques dans les routines de la vie politique organisée.
- *Internationalisation* : combinaison de deux évolutions, (1) l'augmentation de la densité horizontale des relations entre États, gouvernements, administrations et acteurs non étatiques. (2) la multiplication des relations verticales entre tous ces acteurs et les institutions ou organisations internationales.
- *Interprétation* : adoption et diffusion d'une définition partagée d'un problème ou d'une représentation.

ANNEXE D
PRINCIPALES STRATÉGIES ET TACTIQUES D'ATTAC FRANCE ET D'OCCUPY
WALL STREET

	Stratégies	Tactiques
Attac France	Faire converger les différents mouvements et organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation et participation aux forums alternatifs (FSM et FSE) • Inclusion de nombreuses organisations dans le collège des fondateurs • Formation de «collectifs» et coalitions larges
	Diffuser le savoir indispensable à la réflexion et à l'action politique dans une démocratie	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'observatoires, missions d'information parlementaire, production de rapports, etc. • Organisation de kiosques, colloques, conférences, points de presse • Création d'un Comité scientifique • Université d'Été (européenne et française)
	Réformer les institutions et redonner aux États leur marge de manœuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition de la Taxe Tobin • Promotion de mesures keynésiennes et de l'économie sociale
	Faire pression sur les élus et influencer le processus électoral	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes publiques sur des enjeux spécifiques (campagnes contre l'AMI, le PET, le TCE, etc.) • Campagne des cartes postales • Projet de liste 100% alter • Pétions à l'Assemblée nationale • Coordination de députés
OWS	Créer un espace de préfiguration politique visant l'expérimentation de la démocratie directe, sans hiérarchie et sans chef	<ul style="list-style-type: none"> • Occupation du Zuccotti Park • Assemblées générales journalières ouvertes à tout le monde • Formation libre de groupes de travail • Micro humain • Adoption du consensus comme processus décisionnel • Élaboration de nombreuses procédures facilitant la participation de tous et toutes aux Assemblées • Refus d'avoir des porte-paroles
	Étendre cet espace à toutes les facettes de la réalité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Occupy the Hood, Occupy Homes, Occupy Student Debt, Occupy Together, Occupy the Dream, Occupy Everywhere, etc.
	Proposer des alternatives concrètes sans médiation institutionnelle et éviter la réappropriation politique et médiatique	<ul style="list-style-type: none"> • Appel au Bank Transfer Day • Rolling Jubilee • Participation libre aux activités de l'occupation • Refus de formuler des demandes spécifiques

BIBLIOGRAPHIE

- Adbusters Staff. 2011a. « A shift in revolutionary tactics ». *Adbusters blog*. En ligne. <<https://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/occupywallstreet.html>>. Consulté le 11 juin 2015.
- . 2011b. « #Occupy Wall Street ». *Adbusters blog*. En ligne. <<https://www.adbusters.org/blogs/adbusters-blog/occupywallstreet.html>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- AFP World News. 2011. « Protesters Blocked in Bid to ‘Occupy’ Wall Street ». *InterAksyon*. En ligne. <<http://www.interaksyon.com/business/13282/protesters-blocked-in-bid-to-occupy-wall-street>>. Consulté le 30 octobre 2014.
- Agrikoliansky, Eric. 2007. « L’altermondialisme en temps de crise: Réflexions sur un déclin annoncé ». *Mouvements*, vol. 50, no 2, p. 33-41.
- Agrikoliansky, Eric, Olivier Fillieule, et Nonna Mayer (dir.). 2005a. *L’altermondialisme en France: la longue histoire d’une nouvelle cause*. Paris : Flammarion.
- . 2005b. « La dynamique altermondialiste en France ». *L’Économie politique*, vol. 25, no 1, p. 82-90.
- Agrikoliansky, Eric et Isabelle Sommier. 2005. *Radiographie du mouvement altermondialiste: le second Forum social européen*. Coll. « Pratiques politiques 2 ». Paris : Dispute.
- Ancelovici, Marcos. 2002. « Organizing against Globalization: the Case of ATTAC in France ». *Politics & Society*, vol. 30, no 3, p. 427-463.
- . 2004. « Attac et le renouveau de l’antilibéralisme ». *Raisons politiques*, no 16, p. 45-59.
- Angotti, Tom et Marie Kennedy. 2012. « Occupy Urban Planning! » *Progressive Planning*, no 191, p. 2-5.
- Attac. 2003. « les 21 propositions d’Attac. » *Attac Pays d’Aix*. En ligne. <<http://local.attac.org/13/aix/spip.php?article100>>. Consulté le 16 décembre 2014.
- Attac d’Europe et Attac France. 2011. « Les Attac d’Europe réunis à Fribourg proposent des alternatives au chaos financier », *Attac France*. En ligne. <<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/articles/les-attac-deurope-reunis-fribourg-proposent-des-alternatives-au-chaos-financier>>. Consulté le 25 mai 2016.
- Attac-France. 1998. « Plateforme Attac - Attac France ». *ATTAC - Textes fondateurs*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article7>>. Consulté le 14 juin 2015.
- . 1999. *Contre la dictature des marchés*. Coll. « Hors collection ». Paris : La dispute.
- . 2001. *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*. Paris : Mille et une nuits.
- . 2002a. *Tout sur ATTAC*. Paris : Éditions Mille et une nuits.
- . 2002b. *Que faire du FMI et de la Banque mondiale?* Coll. « Les petits livres 42 ». Paris : Mille et une nuits.
- . 2002c. *ATTAC au Zénith: manifeste 2002*. Paris : Mille et une nuits.
- . 2002d. « Autre mondialisation, autre Europe. Introduction ». *ATTAC-France*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article264>>. Consulté le 2 août 2015.

- . 2003. « Agrément au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire - Attac France ». *ATTAC - Textes fondateurs*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article2174>>. Consulté le 14 juin 2015.
- . 2005. *Cette Constitution qui piège l'Europe*. Paris : Mille et une nuits.
- . 2006. « Elections ATTAC : synthèse des rapports d'experts ». *Attac France*. En ligne. <https://france.attac.org/archives/article.php3?id_article=6562#outil_sommaire_2>. Consulté le 2 août 2015.
- . 2007. *Manifeste altermondialiste: construire un monde solidaire, écologique et démocratique*. Paris : Mille et une nuits.
- . 2008. « 1ère Université d'Été des Attac d'Europe : une nouvelle étape est franchie ». En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article8797>>. Consulté le 25 mai 2016.
- . 2009. « Statuts d'Attac et Règlement intérieur - Attac France ». *ATTAC - Textes fondateurs*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article10155>>. Consulté le 14 juin 2015.
- . S.d. [a]. « Lignes d'Attac no1 ». *Attac France*. En ligne. <<https://france.attac.org/nos-publications/lignes-d-attac/>>. Consulté le 18 septembre 2014.
- . S.d. [b]. « Lignes d'Attac ». *Attac France*. En ligne. <<https://france.attac.org/nos-publications/lignes-d-attac/>>. Consulté le 18 septembre 2014.
- Attac-International. S.d. [a]. « The international Attac network | Another world is possible! » % *Attac*. En ligne. <<http://www.attac.org/fr>>. Consulté le 27 novembre 2014.
- . S.d. [b]. « Plate-forme du mouvement international "ATTAC" ». % *Attac*. En ligne. <<http://www.attac.org/fr/plate-forme-du-mouvement-international-attac>>. Consulté le 12 novembre 2014.
- Beudet, Pierre, Marie-Josée Massicotte, et Raphaël Canet (dir.). 2010. *L'altermondialisme: forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Benford, Robert D., David A. Snow et Nathalie Miriam Plouchard. 2012. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan ». *Politix*, vol. 99, no 3, p. 217-255.
- Bourdieu, Pierre. 1998. « L'essence du néolibéralisme ». *Le Monde Diplomatique*, mars 1998.
- Brand, Ulrich. 2012. « Contradictions and crises of neoliberal-imperial globalization and the political opportunity structures for the Global Justice Movements ». *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, vol. 25, no 3, p. 283-298.
- Brie, Christian De. 1998. « Comment l'AMI fut mis en pièces ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1998.
- Cabrera, Claudio E. 2012. « Occupy Wall Street Running Out of Money? » *The Root*. En ligne. <http://www.theroot.com/articles/culture/2012/03/occupy_wall_street_running_out_of_money.html>. Consulté le 21 juin 2015.
- Cassen, Bernard. 1998a. « La nation contre le nationalisme ». *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

- . 1998b. « Les “dix commandements” de la préférence citoyenne ». *Le Monde diplomatique*, mai 1998.
- . 1998c. « Attac, mode d’emploi - Attac France ». *Textes fondateurs*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article640>>. Consulté le 14 juin 2015.
- . 1999. « Fallacieuse théorie du libre-échange ». *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.
- . 2000. « Abjurer un dogme ». *l’Humanité*, 11 juillet 2000.
- . 2001. « Irréversible, la mondialisation? » *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.
- . 2003. « On the Attack ». *New Left Review*, no 19, p. 41-60.
- . 2006. « Démocratiser les institutions politiques européennes ». *ATTAC-France*. En ligne. <<https://france.attac.org/archives/spip.php?article6303>>. Consulté le 2 août 2015.
- Castañeda, Ernesto. 2012. « The Indignados of Spain: A Precedent to Occupy Wall Street ». *Social Movement Studies*, vol. 11, no 3-4, p. 309-319.
- Celdran, Christian et Sandra Laugier. 2004. « Attac, force de résistance? » *Cités*, vol. 17, no 1, p. 121-124.
- Cheney, Bill. 2012. « Bank Transfer Day One Year Later: Yes, It Worked! ». *The Huffington Post*. En ligne. <http://www.huffingtonpost.com/bill-cheney/bank-transfer-day_b_2056292.html>. Consulté le 20 mai 2016.
- Clark, James. 2012. « Anti-imperialism, the Arab Spring and the Occupy Movement “Occupy Everywhere” ». *Against the Current*, vol. 27, no 2, p. 11-14.
- Clausewitz, Carl von. 1999. *De la guerre*. Paris: Perrin.
- CNAJEP. S.d. « CNAJEP en bref ». *Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d’Education Populaire*. En ligne. <<http://www.cnajep.asso.fr/>>. Consulté le 10 août 2015.
- Collado, Suzanne. 2012. « Occupy’s Alliance With Labor ». *Social Text: Periscope*. En ligne. <<http://what-democracy-looks-like.com/occupys-alliance-with-labor-2/>>. Consulté le 19 août 2015.
- Confédération Européenne des Syndicats. S.d. « Organisation et personnel | ETUC ». *A propos*. En ligne. <<https://www.etuc.org/fr/composition-et-organisation>>. Consulté le 12 novembre 2015.
- Cook, Eli. 2013. « Can David Graeber become the Marx of the debtor class ». *Raritan*, vol. 33, no 2, p. 83-100.
- Corcuff, Philippe et Lilian Mathieu. 2009. « Partis et mouvements sociaux : des illusions de « l’actualité » à une mise en perspective sociologique ». *Actuel Marx*, vol. 46, no 2, p. 67-80.
- Costanza-Chock, Sasha. 2012. « Mic Check! Media Cultures and the Occupy Movement ». *Social Movement Studies*, vol. 11, no 3-4, p. 375-385.
- Crespy, Amandine. 2010. « Contre « Bolkestein »: Le Parlement européen entre idéologie et stratégie institutionnelle ». *Revue française de science politique*, vol. 60, no 5, p. 975-996.
- Crettiez, Xavier et Isabelle Sommier. 2006. *La France rebelle: tous les mouvements et acteurs de la contestation*. Paris : Michalon.
- Davenport, Christian, Hank Johnston et Carol McClurg Mueller. 2005. *Repression and Mobilization*. Minnesota : University of Minnesota Press.

- Debt Collective. S.d. « Rolling Jubilee ». En ligne. <<http://rollingjubilee.org>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- Dekker, M. J. T. et W. G. J. Duyvendak. 2013. « Reclaiming Urban Public Spaces. Protest Form as Means and End in Occupy ». Colloque. Communication. *International RC21 Conference 2013. Session: 11, Contentious Cities* (Berlin, 29 août 2013). En ligne. <<http://www.rc21.org/conferences/berlin2013/RC21-Berlin-Papers-7/11.3%20Dekker-Duyvendak.pdf>>. Consulté le 14 décembre 2014.
- Della Porta, Donatella, et Sidney G. Tarrow (dir.). 2005. *Transnational protest and global activism*. Coll. « People, passions, and power ». Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- Duménil, Gérard et Gustave Massiah. 2012. « La stratégie altermondialiste ». *Actuel Marx*, vol. 51, no 1, p. 180-197.
- Dupuis-Déri, Francis. 2008. « L'ambition politique d'Antonio Negri. Philosophie radicale et mouvement altermondialiste ». *Monde commun (Revue du CIRCEM, Université d'Ottawa)*, p. 22-54.
- . 2009. *L'altermondialisme*. Coll. « Collection Boréal express 24 ». Montréal : Boréal.
- Eisinger, Peter K. 1973. « The Conditions of Protest Behavior in American Cities ». *American Political Science Review*, no 67, p. 11-28.
- Emeran, Christine. 2013. « Occupy, un mouvement social au XXI^e siècle ». *Cités*, vol. 54, no 2, p. 101-112.
- Fack, Gabrielle. 2000. « Militer à ATTAC (entretien) ». *Terrains & travaux*, vol. 1, no 1, p. 37-70.
- Fillieule, Olivier, Eric Agrikoliansky, et Isabelle Sommier (dir.). 2010. *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*. Coll. « Recherches ». Paris : La Découverte.
- Flacks, Richard. 2013. « Where Is It Likely to Lead? » *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 202-206.
- Folks from Strike Debt. 2012a. « Strike Debt ». *Facebook | Strike Debt*. En ligne. <<https://www.facebook.com/pages/Strike-Debt/244850825627699>>. Consulté le 3 juillet 2015.
- . 2012b. « Strike Debt! » En ligne. <<http://strikedebt.org/>>. Consulté le 3 juillet 2015.
- Fougier, Eddy. 2006. *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*. Paris : Ellipses.
- . 2014. « L'altermondialisme, vingt ans après : la grande désillusion ». *Revue internationale et stratégique*, vol. 93, no 1, p. 63-71.
- Freeman, Jo. 1972. « The Tyranny of Structurelessness ». *Second Wave*, vol. 2, no 1, p. 20-33.
- Gamson, William A. 1990. *The strategy of social protest*. 2^e éd. Belmont, Calif : Wadsworth Pub.
- Gamson, William A., Bruce Fireman et Steven Rytina. 1982. *Encounters with unjust authority*. Coll. « The Dorsey series in sociology ». Homewood, Ill : Dorsey Press.
- Gamson, William A. et Micah L. Sifry. 2013. « The# Occupy Movement: An Introduction ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 159-163.
- Gautney, H. 2012. « Occupy x: Repossession by Occupation ». *South Atlantic Quarterly*, vol. 111, no 3, p. 597-607.

- George, Susan. 2002a. « ATTAC: A citizens' movement for global justice responds to September 11th ». *Development*, vol. 45, no 2, p. 97-98.
- . 2002b. « Vers une offensive américaine sur les OGM ». *Le Monde diplomatique*, mai 2002.
- Gillham, Patrick F., Bob Edwards et John A. Noakes. 2013. « Strategic incapacitation and the policing of Occupy Wall Street protests in New York City, 2011 ». *Policing and Society*, vol. 23, no 1, p. 81-102.
- Gitlin, Todd. 2012. *Occupy nation: The roots, the spirit, and the promise of Occupy Wall Street*. Harper Collins.
- . 2013. « Occupy's predicament: the moment and the prospects for the movement ». *The British Journal of Sociology*, vol. 64, no 1, p. 3-25.
- Goldstein, Joseph. 2011. « Demonstrations Test Police Trained for Bigger Threats ». *The New York Times*, 27 septembre 2011.
- Graeber, David. 2011. « Bursting capitalism's bubble ». *Adbusters*. En ligne. <<https://www.adbusters.org/magazine/97/capitalism-eating-itself.html>>. Consulté le 15 août 2015.
- Graeber, David et Gustaaf Houtman. 2012. « The Occupy Movement and debt. An interview with David Graeber ». *Anthropology Today*, vol. 28, no 5, p. 17-18.
- Greenhouse, Steven. 2011. « Union Membership in U.S. Fell to 70-Year Low Last Year ». *The New York Times*, 21 janvier 2011. En ligne. <<http://www.nytimes.com/2011/01/22/business/22union.html>>. Consulté le 18 août 2015.
- Gupta, Arun. 2011. « The revolution begin at home ». *The Occupied Wall Street Journal*, 30 septembre 2011, 1 édition.
- Halimi, Serge. 2001. « Eternelle récupération de la contestation ». *Le Monde diplomatique*, mars 2001.
- Hammond, Jack. 2013. « The significance of space in Occupy Wall Street ». *Interface*, vol. 5, no 2, p. 499-524.
- Hedges, Chris. 2011. « This Rebellion Will not Stop ». *The Occupied Wall Street Journal*, 8 octobre 2011, 2 édition.
- Heine, Sophie. 2008a. « Le mouvement Attac en Belgique ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2003-2004, no 18, p. 5-72.
- . 2008b. « Les résistances altermondialistes à l'Union européenne : Analyse comparative des idéologies d'Attac-France et d'Attac-Allemagne ». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, no 4, p. 605-617.
- Johnsen, Oyvind Mikal Rebnord. 2014. « Global, transnational and national social movements: the case study of occupy wall street ». Stellenbosch : Stellenbosch University. En ligne. <<http://scholar.sun.ac.za/handle/10019.1/86540>>. Consulté le 13 décembre 2014.
- Juris, Jeffrey S. 2012. « Reflections on #Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation ». *American Ethnologist*, vol. 39, no 2, p. 259-279.
- Kayden, Jerold S. 2000. *Privately owned public space: the New York City experience*. New York : John Wiley.
- Kempa, David. 2011. « The Occupied Wall Street Journal ». *The Occupied Wall Street Journal*, 30 septembre 2011, 1 édition.

- Kern, Thomas et Sang-Hui Nam. 2013. « From 'Corruption' to 'Democracy': Cultural Values, Mobilization, and the Collective Identity of the Occupy Movement ». *Journal of Civil Society*, vol. 9, no 2, p. 196-211.
- Keucheyan, Razmig. 2010. *Hémisphère gauche: une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Montréal : Lux Éditeur.
- Kingkade, Tyler. 2011. « Occupy Wall Street Protesters Propose A National Convention, Release "Demands" ». *The Huffington Post*. En ligne. <http://www.huffingtonpost.com/2011/10/18/occupy-wall-street-planning-convention_n_1018570.html>. Consulté le 7 décembre 2015.
- Kitschelt, Herbert P. 1986. « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies. » *British Journal of Political Science*, vol. 16, no 1, p. 57-85.
- Klein, Naomi. 2011. « Occupy Wall Street: The Most Important Thing in the World Now ». *The Nation*, 6 octobre 2011. En ligne. <<http://www.thenation.com/article/occupy-wall-street-most-important-thing-world-now/>>. Consulté le 12 décembre 2015.
- Knuckey, Sarah, Katherine Glenn et Emi MacLean. 2012. *Suppressing Protest: Human Rights Violations in the US Response to Occupy Wall Street*. New York : NYU Law School and Fordham Law School. En ligne. <<http://www.documentcloud.org/documents/403969-suppressing-protest.html>>. Consulté le 19 juin 2015.
- Kolb, Felix. 2005. « The impact of transnational protest on social movement organisations: mass media and the making of Attac Germany ». Dans *Transnational protest and global activism*, sous la dir. de Donatella Della Porta et Sidney G. Tarrow, p. 95-119. Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- Koopmans, Ruud, Paul Statham, Marco Giugni et Florence Passy. 2005. *Contested citizenship: immigration and cultural diversity in Europe*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Kriesi, Hanspeter. 2004. « Political context and opportunity ». Dans *The Blackwell companion to social movements*, sous la dir. de Hanspeter Kriesi, David A. Snow, et Sarah A. Soule, p. 67-90. Malden, Mass : Blackwell.
- Lacey, Stephen. 2011. « Keystone-pipeline protestors link their movement to Occupy Wall Street ». *Grist*. En ligne. <<http://grist.org/oil/2011-10-08-mckibben-links-occupy-wall-street-anti-keystone-pipeline/>>. Consulté le 12 juin 2015.
- Lang, Amy Schrager. 2012. *Dreaming in public the building of the occupy movement*. Oxford, UK : New Internationalist.
- Langman, Lauren. 2013. « Occupy: A new new social movement ». *Current Sociology*, vol. 61, no 4, p. 510-524.
- La Roche, Julia. 2011. « Check Out The "Occupy Wall Street Journal" The Official Newspaper Of The Protesters ». *Business Insider*. En ligne. <<http://www.businessinsider.com/occupied-wall-street-journal-2011-10-03>>. Consulté le 12 juin 2015.
- Leach, Darcy K. 2013. « Culture and the Structure of Tyrannylessness ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 181-191.
- Lemahieu, Thomas. 2003. « Le passage obligé ». *Vacarme*, vol. 23, no 2, p. 19-25.

- Lindgaard, Jade, Laure Motet, Judith Strauser, Keith Gessen, Astra Taylor et Eli Schmitt. 2012. *Occupy Wall Street! textes, essais et témoignages des indignés*. Paris; les Arènes.
- Lípová, Barbora. 2012. « Occupy Wall Street: A Frame Analysis ». Brno, République tchèque : Masaryk University. En ligne. <http://is.muni.cz/th/333262/fss_b_c1/Bakalarska_prace_2012.pdf>. Consulté le 15 août 2015.
- Los Angeles Times. 2011. « 2 weeks into anti-greed protest on Wall Street, movement is at a crossroads ». *Los Angeles Times*, 30 septembre 2011. En ligne. <<http://www.bendbulletin.com/news/1607891-151/2-weeks-into-anti-greed-protest-the-movement-is>>. Consulté le 18 juin 2015.
- Lubin, Judy. 2012. « The ‘Occupy’ Movement: Emerging Protest Forms and Contested Urban Spaces ». *Berkeley Planning Journal*, vol. 25, no 1, p. 184-197.
- Luneau, Gilles. 2002. « A Porto Alegre, pour une mondialisation différente ». *Le Monde diplomatique*, janvier 2002.
- Lusson, Julien. 2007. « Un nouvel élan pour Attac ». *Mouvements*, vol. 49, no 1, p. 116-123.
- Maharawal, Manissa McCleave. 2013. « Occupy Wall Street and a Radical Politics of Inclusion ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 177-181.
- Manilov, Marianne. 2013. « Occupy at One Year: Growing the Roots of a Movement ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 206-213.
- Mathieu, Lilian. 2004. *Comment lutter: sociologie et mouvements sociaux*. Coll. « La discorde ». Paris : Textuel.
- Mauldin, Bronwyn. 2002. « Jubilee 2000 Northwest: breaking the chains of global debt ». Dans *From ACT UP to the WTO: urban protest and community building in the era of globalization*, sous la dir. de Benjamin Shepard, p. 82-87. London : Verso.
- McAdam, Doug, Sidney G. Tarrow et Charles Tilly. 2001. *Dynamics of contention*. Coll. « Cambridge studies in contentious politics ». Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- McElgunn, Hannah. 2012. « The discursive (re)production and transformation of social life at the Occupy Wall Street General Assembly ». Montréal : McGill University. En ligne. <http://digitool.library.mcgill.ca/R/?func=dbin-jump-full&object_id=107912&local_base=GEN01-MCG02>.
- Melucci, Alberto. 1995. « The process of collective identity ». Dans *Social movements and culture*, sous la dir. de Hank Johnston et Bert Klandermans, p. 41-63. Coll. « Social movements, protest, and contention v. 4 ». Minneapolis, Minn : University of Minnesota Press.
- Meyer, David S., et Sidney G. Tarrow (dir.). 1998. *The social movement society: contentious politics for a new century*. Coll. « People, passions, and power ». Lanham : Rowman & Littlefield Publishers.
- Milkman, R., M. A. Bamyeh, W. J. Wilson, D. Williams et D. B. Gould. 2012. « Understanding “Occupy” ». *Contexts*, vol. 11, no 2, p. 12-21.
- Ministère du Travail (France). 2013. « Présentation de la mesure d’audience syndicale au niveau national et interprofessionnel ». En ligne. <<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/modifie.pdf>>. Consulté le 6 août 2015.
- Monde diplomatique, Le. 1998. « ATTAC ». *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

- Newman, Saul. 2011. « The politics of post anarchism ». *Adbusters*. En ligne. <<https://www.adbusters.org/magazine/97/saul-newman.html>>. Consulté le 15 août 2015.
- NewsOne Staff. 2011. « Occupy Harlem: The Occupy Movement Is Not A “White Thing” ». *News One*. En ligne. <<http://newsone.com/1614255/occupy-movement-is-not-a-white-thing/>>. Consulté le 22 août 2015.
- NYCCLC. S.d. « About Us ». *New York City Central Labor Council*. En ligne. <<http://www.nycclc.org/about-us>>. Consulté le 17 décembre 2015.
- NYCGA. 2011a. « Principles of Solidarity ». *NYC General Assembly*. En ligne. <<http://www.nycga.net/resources/documents/principles-of-solidarity/>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- . 2011b. « Principals of Solidarity Break-out Discussion ». *NYC General Assembly*. En ligne. <<http://www.nycga.net/2011/09/principals-of-solidarity-break-out-discussion/>>. Consulté le 15 août 2015.
- . 2011c. « Declaration of the Occupation of New York City ». Documents. *NYC General Assembly*. En ligne. <<http://www.nycga.net/resources/documents/declaration/>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- . 2011d. « Global Democracy Statement ». *NYC General Assembly*. En ligne. <<http://www.nycga.net/2011/10/global-democracy-statement/>>. Consulté le 15 août 2015.
- . 2011e. « Statement of Autonomy ». *NYC General Assembly - GA Consensed Documents*. En ligne. <<http://www.nycga.net/resources/documents/statement-of-autonomy/>>. Consulté le 16 août 2015.
- Occupy the Boardroom. 2011. « Occupy the Boardroom ». Page Facebook. *Occupy the Boardroom*. En ligne. <<https://www.facebook.com/occupytheboardroom?fref=ts>>. Consulté le 25 juin 2015.
- OECD. 2015. « Taux de syndicalisation ». *Marché du travail: Syndicat*. En ligne. <http://stats.oecd.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN&Lang=fr#>. Consulté le 17 décembre 2015.
- OWS. S.d. « Case Study: #OccupyWallStreet ». *Micah White, PhD*. En ligne. <<http://www.micahmwhite.com/occupywallstreet/>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- PCJF. 2012. « FBI Documents Reveal Secret Nationwide Occupy Monitoring ». *Partnership for Civil Justice Fund*. En ligne. <http://www.justiceonline.org/fbi_files_ows> . Consulté le 20 mai 2016.
- Petithomme, Mathieu. 2012. « Contesting European policies without being (openly) Eurosceptic? An empirical analysis of the political communication of Attac associations towards European integration (2004–2008) ». *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, vol. 25, no 3, p. 251–267.
- Pfefferkorn, Roland. 2001. « Construire l'après-mondialisation ». *Le Monde diplomatique*, mars 2001.
- Pickerill, Jenny et John Krinsky. 2012. « Why Does Occupy Matter? » *Social Movement Studies*, vol. 11, no 3/4, p. 279–287.
- Piven, F. F. 2014. « Interdependent power: Strategizing for the Occupy Movement ». *Current Sociology*, vol. 62, no 2, p. 223–231.

- Piven, Frances Fox. 2012. « Occupy's protest is not over. It has barely begun ». *The Guardian*. En ligne. <<http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/sep/17/occupy-protest-not-over>>. Consulté le 3 juillet 2015.
- Plassart, Marie et Michel Christian. 2010. « Créer un espace public transnational: L'exemple des ATTAC d'Europe ». *Savoir/Agir*, vol. 3, no 13, p. 123-128.
- Polletta, Francesca et James M. Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 27, p. 283-305.
- Ramonet, Ignacio. 1997. « Désarmer les marchés ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.
- Rebick, Judy. 2013. *Le mouvement occupy: nous sommes les 99%*. Québec : P.U. Laval.
- Renier, Romain. 2013. « "En pratique, un monde sans dette serait un désastre" (David Graeber) ». *La Tribune*, 22 octobre 2013, sect. Opinions.
- Rogers, Simon. 2011. « Occupy protests around the world: full list visualised ». *The Guardian*. En ligne.
- Rolling Jubilee. *Build the Debt Collective*. En ligne. <<http://rollingjubilee.org/>>. Consulté le 20 mai 2016.
- Ruggiero, Vincenzo. 2002. « "Attac": a global social movement? » *Social Justice*, vol. 29, no 1/2, p. 48-60.
- Rullière, Sonia. 2004. « Géographies militantes d'Attac ». *Hérodote*, vol. 113, no 2, p. 152-173.
- Rushkoff, Douglas. 2013. « Permanent Revolution: Occupying Democracy ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 164-173.
- Sandberg, Sveinung. 2006. « Fighting Neo-liberalism with Neo-liberal Discourse: ATTAC Norway, Foucault and Collective Action Framing ». *Social Movement Studies*, vol. 5, no 3, p. 209-227.
- Schein, Rebecca. 2012. « Occupiers and the Homeless. A Challenge for the Politics of Occupation ». *Progressive Planning*, no 191, p. 17-19.
- Schmidt, Michael et Colin Moynihan. 2012. « Occupy Movement Was Investigated by F.B.I. Counterterrorism Agents, Records Show ». *The New York Times*. En ligne. <<http://www.nytimes.com/2012/12/25/nyregion/occupy-movement-was-investigated-by-fbi-counterterrorism-agents-records-show.html>>. Consulté le 20 mai 2016.
- Schmidt, Stephan, Jeremy Nemeth et Erik Botsford. 2011. « The evolution of privately owned public spaces in New York City ». *Urban Design International*, vol. 16, no 4, p. 270-284.
- Schneider, Nathan. 2011. « Occupation for Dummies. How it came about, what it means, how it works and everything ». *The Occupied Wall Street Journal*, 30 septembre 2011, 1 édition.
- Schrader, Stuart et David Wachsmuth. 2012. « Reflections on Occupy Wall Street, the state and space ». *City*, vol. 16, no 1-2, p. 243-248.
- Schwartz, Mattathias. 2011. « Map: How Occupy Wall Street Chose Zuccotti Park ». *The New Yorker*. En ligne. <<http://www.newyorker.com/news/news-desk/map-how-occupy-wall-street-chose-zuccotti-park>>. Consulté le 12 juin 2015.
- Slate Staff. 2011. « Occuper Wall Street? Les intellectuels s'y mettent aussi ». *Slate.fr*. En ligne. <<http://www.slate.fr/lien/44659/intellectuels-occupy-wall-street>>. Consulté le 18 août 2015.

- Smith, Jackie. 2012. « Connecting social movements and political moments: bringing movement building tools from global justice to Occupy Wall Street activism ». *Interface*, vol. 4, no 2, p. 369-382.
- Smucker, Jonathan Matthew. 2012. « The Tactic of Occupation and the Movement of the 99 Percent ». *Progressive Planning*, no 191, p. 6-9.
- . 2013. « Occupy: A Name Fixed to a Flashpoint ». *The Sociological Quarterly*, vol. 54, no 2, p. 219–225.
- Snow, David A. et Robert D. Benford. 1988. « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization ». Dans *From structure to action: comparing social movement research across cultures*, sous la dir. de Sidney G. Tarrow, p. 197-218. Greenwich, Conn. : JAI Press.
- . 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». Dans *Frontiers in social movement theory*, sous la dir. de Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller, p. 133-155. New Haven, Conn : Yale University Press.
- . 2000a. « Clarifying the Relationship between Framing and Ideology ». *Mobilization*, vol. 5, no 1, p. 55-60.
- . 2000b. « Framing processes and social movements: An overview and assessment ». *Annual review of sociology*, p. 611–639.
- Snow, David A., E. Burke Rochford, Steven K. Worden et Robert D. Benford. 1986. « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation ». *American Sociological Review*, vol. 51, no 4, p. 464-481.
- Soucheyre, Aurélien. 2014. «Lutter contre le Traité Transatlantique et ainsi dénoncer les accords bilatéraux», *L'Humanité*, <<http://www.humanite.fr/lutter-contre-le-traite-transatlantique-et-ainsi-denoncer-les-accords-bilateraux-549808>>. Consulté le 25 mai 2016.
- Tarrow, Sidney G. 2005. « The dualities of transnational contention: “Two activist solitudes” or a new world altogether? » *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 10, no 1, p. 53–72.
- . 2011. *Power in movement: social movements and contentious politics*. Cambridge; New York : Cambridge University Press.
- Taylor, Astra. 2012. « Occupy the Media--and the Message ». *Nation*, vol. 294, no 14, p. 32-34.
- The 99%. S.d. « Occupied Wall Street Journal is a reality! » *Kickstarter*. En ligne. <<https://www.kickstarter.com/projects/610964639/occupy-wall-street-media/posts/124059>>. Consulté le 12 juin 2015.
- The 99 Percent Declaration. S.d. « The 99% Declaration ». En ligne. <<https://sites.google.com/site/the99percentdeclaration/>>. Consulté le 7 décembre 2015.
- The Guardian. 2011. « Occupy protests around the world: full list visualized ».
- Occupy movement Datablog. En ligne. <<http://www.theguardian.com/news/datablog/2011/oct/17/occupy-protests-world-list-map?newsfeed=true>>. Consulté le 15 juin 2015.
- Theocharis, Yannis, Will Lowe, Jan W. van Deth et Gema Garcia-Albacete. 2015. « Using Twitter to mobilize protest action: online mobilization patterns and action repertoires

- in the Occupy Wall Street, Indignados, and Aganaktismenoi movements ». *Information, Communication & Society*, vol. 18, no 2, p. 202-220.
- Tilly, Charles. 2006. *Regimes and repertoires*. Chicago : University of Chicago Press.
- . 2008. *Contentious performances*. Coll. « Cambridge studies in contentious politics ». Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Tilly, Charles et Sidney G. Tarrow. 2008. *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*. Trad. par Rachel Bouyssou. Paris : Presses de Sciences Po.
- Toupin, S. 2013. « An open-air self-managed social center called occupy ». *Contention: The Multidisciplinary Journal of Social Protest*, vol. 1, p. 17-30.
- Uggla, Fredrik. 2006. « Global Demands and National Politics: Attac in France and Sweden ». *Comparative Politics*, vol. 38, no 2, p. 169-188.
- Van Stekelenburg, Jacquélien. 2012. « The Occupy Movement: Product of this time ». *Development*, vol. 55, no 2, p. 224-231.
- Waters, Sarah. 2004. « Mobilising against Globalisation: Attac and the French Intellectuals ». *West European Politics*, vol. 27, no 5, p. 854-874.
- . 2006. « A l'attac. Globalisation and Ideological Renewal on the French Left ». *Modern & Contemporary France*, vol. 14, no 2, p. 141-156.
- Weber, Louis. 2011. « L'indignation gagne le monde ». *Savoir/Agir*, vol. 18, no 4, p. 93-98.
- White, Micah. S.d. « On the origins of the Rolling Jubilee (Solving a Movement Mystery with History) ». *Micah White, PhD*. En ligne. <<http://www.micahwhite.com/leaderless-revolution/origin-rolling-jubilee>>. Consulté le 3 novembre 2014.
- Wintrebert, Raphaël. 2007. « Attac France et le mouvement altermondialiste ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 33-34, no 1978-1979, p. 5-62.
- Wright, Erik Olin et Jamie Stern-Weiner. 2012. « Occupy Wall Street and Transformational Strategy ». *New Left Project*. En ligne. <http://www.newleftproject.org/index.php/site/article_comments/occupy_wall_street_and_transformational_strategy>. Consulté le 30 octobre 2014.
- Wolf, Naomi. 2012. « Revealed: How the FBI Coordinated the Crackdown on Occupy ». *The Guardian*. <<http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/dec/29/fbi-coordinated-crackdown-occupy>>. Consulté le 20 mai 2016.